



ARTS ET VIE Éric Salvail,
animateur, entremetteur
et confident B 1

SPORTS Médailles
d'or et d'argent pour
Caroline Brunet S 7



LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

LE SOLEIL

www.cyberpresse.ca

QUÉBEC, LE LUNDI 15 SEPTEMBRE 2003

Rentrée réussie pour le Rouge et Or et ses fans



Le Rouge et Or de l'Université Laval a réussi sa rentrée 2003 en donnant un spectacle haut en couleurs à ses partisans au stade du PEPS. Et ses irrédutibles partisans le lui ont bien rendu. Pas moins de 16 843 mordus du ballon ovale ont crié si fort qu'ils ont fait un énorme trou dans les menaçants nuages pour voir leurs favoris corriger les Stingers de l'Université Concordia par la marque de 47-21. Voir textes en A3, S2 et S3.

QUALITÉ DE L'EAU AU QUÉBEC

Jérôme-Forget plonge Charest dans l'embarras

MYLÈNE MOISAN
MMoisan@lesoleil.com

■ LAVAL — En remettant sérieusement en cause la qualité de l'eau au Québec, la présidente du Conseil du Trésor, Monique Jérôme-Forget, a plongé son chef dans une situation délicate, le forçant à traiter du piètre état des aqueducs plutôt que du virage qu'il entend faire prendre à l'État.

Le conseil général libéral qui a pris fin hier à Laval s'est terminé sur une note discordante alors que M^{me} Jérôme-Forget s'est dite « très, très préoccupée par l'eau », affirmant « qu'il y a plusieurs endroits au Québec — notamment Montréal — où l'eau n'est pas de qualité adéquate. Plusieurs endroits ». S'inquiétant de la nécessité de « trouver des façons de faire pour nous assurer que le test de l'eau soit

conforme à des normes internationales », la ministre a indiqué qu'il « va falloir investir des milliards \$ pour remettre l'eau dans un état acceptable ».

Voir **PLONGE** en A 2 >

À LIRE AUSSI :

- Cap sur les baisses d'impôt Page A 9
- L'Aide juridique au crible Page A 3
- Article 45: syndicats furieux Page A 10

POLITIQUE FAMILIALE

Québec songe à prolonger les vacances

Une 3^e semaine dans les scénarios de Béchard

MICHEL CORBEIL

MCorbeil@lesoleil.com

■ Le gouvernement Charest entend donner aux familles québécoises une denrée qui leur est chère : du temps. Les scénarios sur la table comprennent la possibilité d'ajouter l'équivalent d'une troisième semaine de congés aux deux semaines de vacances que garantissent les normes du travail.

C'est le maître d'œuvre pour le gouvernement Charest du chantier sur la conciliation « travail-famille », le ministre Claude Béchard, qui a fourni ces précisions au SOLEIL. Son approche ne se limitera pas à trouver des mesures pour les parents de jeunes enfants, a-t-il promis.

Sa politique « travail-famille » prendra en compte aussi

Voir **VACANCES** en A 2 >

NÉGOS DU SECTEUR PUBLIC

Les professionnels du gouvernement se préparent à « jouer dur »

GILBERT LEDUC
GLeduc@lesoleil.com

« Si le gouvernement veut jouer dur, on va jouer dur ». La nouvelle présidente du Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ), Carole Roberge, s'attend, elle aussi, à un rude affrontement autumnal avec le gouvernement Charest.

Négociation des conventions collectives des 18 000 professionnels de la fonction publique, des collèges, des commissions scolaires et d'un certain nombre d'organismes gouvernementaux et recherche de règlement rapide dans le dossier de l'équité salariale et dans celui de la retraite — le SPGQ veut sortir du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) pour en constituer un pour ses membres — tout ça dans un contexte de réingénierie de l'État et de restrictions budgétaires, voilà à quoi s'attend le nouvel exécutif syndical.

« On anticipe que ça va être dur et on va se préparer au pire », a confié M^{me} Roberge au cours d'une entrevue accordée au SOLEIL en précisant que le SPGQ gardera la porte ouverte à la formation d'un éventuel front commun avec les autres organisations syndicales du secteur public.

Depuis déjà quelques semaines, la CSN, la CSQ et la FTQ ont amorcé des discussions pour déterminer si la formation d'un front commun est réalisable. Si les trois grandes centrales parviennent à s'entendre, elles pourraient alors lancer un appel aux différents syndicats indépendants représentant les infirmières, les fonctionnaires et les professionnels de la fonction publique.

Contrairement au Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) qui vient de se doter d'un fonds spécial de grève afin d'avoir les coudées franches en prévision du déploiement de moyens de pression, le SPGQ ne prévoit pas de

mander une cotisation spéciale à ses membres. Ce qui n'empêchera pas les professionnels de « sortir dans la rue » s'il le faut, assure Carole Roberge.

Selon la syndicaliste, la mobilisation des membres ne représente pas une difficulté. Elle a constaté que les professionnels sont résolument engagés à faire en sorte que la prochaine ronde des négociations permette d'obtenir des améliorations au chapitre des

Voir **DUR** en A 2 >

À LIRE AUSSI :

- Sylvain Simard pessimiste Page A 9

Liquider Arafat, une « option » d'Israël

Powell sert une mise en garde à l'État hébreu

WASHINGTON/JÉRUSALEM (AP et AFP) — Colin Powell met en garde Israël. L'État hébreu déclencherà la fureur des musulmans à travers le monde, et pas seulement celle des Palestiniens, s'il décide d'exiler ou d'exécuter Yasser Arafat, a prévenu hier le secrétaire d'État américain.

« Les États-Unis ne soutiennent ni l'élimination ni l'exil de M. Arafat. Ce n'est pas notre position et ça ne l'a jamais été », a déclaré M. Powell, interrogé par la chaîne américaine Fox News lors d'une visite en Irak. « Le gouvernement israélien le sait ».

« Et je pense que les conséquences ne seraient pas bonnes. Je pense qu'on peut anticiper qu'il y aurait une fureur dans tout le monde arabe, le monde musulman et dans de nombreuses autres parties du monde. Et je ne vois pas comment, en cette période délicate, cela pourrait servir la cause de la Feuille de route » (pour la paix), a ajouté le chef de la diplomatie américaine.

M. Powell a toutefois rappelé que les États-Unis ne portaient pas Yasser Arafat dans leur cœur et que le processus de paix pourrait être facilité sans sa présence.

Israël n'excluait plus, hier, d'éliminer physiquement Yasser Arafat, mais il préférait pour le moment renforcer son isolement en décidant de ne coopérer avec aucun responsable sous ses ordres.

« Le cabinet a décidé en principe de se débarrasser d'Arafat, qui est un obstacle à la paix. Son expulsion est une option, et sa liquidation en est une autre », a déclaré le ministre du Commerce et de l'Industrie, Ehud Olmert, proche du premier ministre, Ariel

Voir **ARAFAT** en A 2 >

Toronto récompense Arcand



Le film « Les Invasions barbares », de Denys Arcand, a remporté hier le prix du meilleur film canadien du 25^e Festival de Toronto. « Plusieurs cinéastes souhaiteraient être à ma place aujourd'hui », a dit Arcand, de retour d'une tournée de promotion en Europe. Voir texte en B3.


SOMMAIRE

Actualités	A 3	Éditorial	A 18
Agenda	B 10	Le monde	A 14
Arts et vie	B 1	Petites annonces	S 16
Automobile	C 6	Québec / Canada	A 9
Bridge	S 19	Sports	S 1
Capitale et régions	A 6	Statistiques	S 12
Décès	C 11	Supermarché/auto	C 9
Diversissements	B 11	Télévision	B 2

LA MÉTÉO

Maximum 24, minimum 14
Nuageux avec percées de soleil et vents légers. Demain : nuageux avec faible pluie. Détails page S20.
Précipitations (avant hier)
Ce mois-ci: 9,6 mm Lan dernier: 53,6 mm
Cet été: 455,6 mm L'été dernier: 300,2 mm

QUÉBEC, 107^e ANNÉE, N° 255
FLORIDE, 1,75 \$ US
MONTREAL, OTTAWA 87¢ PLUS TAXES
65¢ PLUS TAXES 6 27657 00071 1




399\$ par mois*

AutoCollection
de Québec

INCROYABLE!

À UN PRIX AUSSI BAS, POURQUOI VOUS CONTENTER D'UNE COPIE ?

Faites-en vite l'essai dès aujourd'hui



175, rue Marais, Vanier (418) 683-4451
www.autocolleciondequebec.com

*2003 Land Rover Canada. Le prix du Freelander S 2003 est de 35 800 \$, le prix de location de 0,9 \$ pour une durée maximale de 48 mois disponible pour tous les modèles Freelander 2003. Ce taux est offert par Service Financier Land Rover sur approbation du crédit. *Exemple : le prix de location du Freelander S 2003 est de 399 \$ par mois sur la base d'un taux de location annuel de 0,9 \$ pour une durée de 48 mois moyennant une mise de fonds de 2 500 \$ ou un acompte équivalent. Certaines conditions, sans qu'une limite de kilométrage fixe à 80 000 km pour un total de 48 mois, s'appliquent. Des frais de 100 par kilomètre sont exigés en cas de dépassement de la limite de kilométrage. Premier versement mensuel, 980 \$ de sécurité, options, taxes et frais d'immatriculation en sus. Frais de transport et de préparation inclus. Cette offre ne peut être combinée à aucune autre offre. Offre d'une durée limitée. Peut être annulée sans préavis. Consultez Auto Collection pour connaître tous les détails.

DEMAIN
dans le SOLEIL



Madonna écrivaine. Un million d'exemplaires de *Les Roses anglaises*, le premier d'une série de cinq contes pour enfants signés Madonna, sont mis en vente aujourd'hui dans une centaine de pays. Pour l'occasion, la chanteuse donne une conférence de presse à Paris.

Dans le cahier Arts et Vie

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE?
CONTACTEZ-NOUS

Vous avez été témoin d'un événement, avez observé des faits qui soulèvent des questions, avez des idées de reportages, d'enquêtes ou de dossiers qui pourraient être réalisés par un journaliste?

Téléphonez-nous: (418) 686-3394
Télécopiez-nous: (418) 686-3374
Écrivez-nous: redaction@lesoleil.com
ou à: Nouvelles LE SOLEIL, 925, chemin Saint-Louis, case postale 1547 succursale Terminus, Québec (Québec), G1K 7J6

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344	LE SOLEIL
	1-866-686-3344	LE SOLEIL, une division de 3834310 Canada Inc., est publié et édité par LE SOLEIL, 925, chemin Saint-Louis, case postale 1547, succursale Terminus, Québec (Québec), G1K 7J6. LE SOLEIL est imprimé au 5000, rue Hugues-Randin, bureau 4, à Québec (Québec), G2C 2B4, par Transcontinental de la Capitale, une filiale de Transcontinental Inc., 1, place Ville-Marie, bureau 3315, Montréal (Québec), H3B 3N2.
Carrières et professions	686-3270	Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seul la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730
Petites annonces	844-4444	
Promotion	686-3342	
Publicité détaillants	686-3435	
Publicité générale	686-3270	
Rédaction	686-3394	
Renseignements	686-3233	

LES SUITES

PLONGE

Suite de la Une

En plus de piquer à vif le ministre de l'Environnement, Thomas Mulcair, la sortie de M^{me} Jérôme-Forget a bousculé le programme de Jean Charest, qui a eu à répondre de cet inquiétant constat. En point de presse tout de suite après son discours de clôture, le premier ministre a assuré que, contrairement à ce qu'affirmait sa ministre, «la qualité de l'eau au Québec respecte les standards. Elle est parfaitement saine et correcte. Les normes actuelles sont des normes dans la moyenne canadienne et font en sorte que l'eau est potable».

Le problème, a corrigé M. Charest, «ce n'est pas la qualité de l'eau, mais les infrastructures. C'est un problème connu et il faudra effectivement amener les infrastructures au niveau où ça doit être, justement, et s'assurer qu'on puisse faire fonctionner notre système d'eau correctement».

M^{me} Jérôme-Forget a abordé la question de l'eau au cours d'un atelier sur la réingénierie de l'État, où elle assurait que les changements n'allaient pas «entraîner de Walkerton au Québec». Comparant des solutions privilégiées par d'autres États, elle a cité en exemple l'Angleterre — qui a privatisé son réseau d'aqueducs —, arguant que la qualité de l'eau y était nettement supérieure.

Une fois encore, M. Charest a dû remettre les pendules à l'heure, répétant qu'il n'était «pas question de privatiser la distribution de l'eau». Par contre, il s'est dit disposé à examiner les partenariats public-privé et a rappelé son intention d'instaurer «de nouvelles normes pour les municipalités de 50 000 habitants et moins à partir de 2005, comme l'avait annoncé le gouvernement précédent». Il s'est dit conscient que «des investissements seront nécessaires pour respecter les nouvelles normes. Ça sera fait. En attendant, l'eau est parfaitement conforme aux normes internationales», a-t-il rappelé.

Le chef libéral a dû également mettre un bâton dans l'évaluation de la facture de la remise à niveau des infrastructures de distribution d'eau. Au lieu des «plusieurs milliards \$» dont parlait le président du Conseil du Trésor, le premier ministre s'est appuyé sur un estimé à 900 millions \$ fait en 2001, précisant tout de même que «ça doit être plus aujourd'hui».

Par ailleurs, M^{me} Jérôme-Forget a été plus avare de commentaires sur la forme que va prendre la réingénierie promise par le gouvernement libéral. Elle a convenu, par contre, que tout ne passera pas comme une lettre à la poste. «Ce que je sens dans l'appareil du gouvernement, c'est davantage de l'enthousiasme que de la résistance. Les gens ont le goût de participer à cette démarche. Mais, c'est clair qu'il y a avoir beaucoup de résistance à certains moments, parce que changer une façon de faire peut causer des soubresauts.»

Aline Chrétien
livre «Vive la Canadienne!»

■ TROIS-RIVIÈRES — Au moment où son premier ministre de mari prépare sa sortie, Aline Chrétien, elle, a fait en quelque sorte une entrée en scène hier. La première dame du pays a fait son premier minirécital de piano au cours d'un spectacle pour aînés à Trois-Rivières. M^{me} Chrétien, qui a commencé à apprendre le piano à l'âge de 52 ans, a interprété trois pièces, dont l'air folklorique *Vive la Canadienne!* Accompagnée de Francine Dufour, deuxième violon alto de l'Orchestre symphonique de Trois-Rivières, elle a également ravi l'auditoire avec son interprétation d'une chanson du film *Docteur Jivago*. La salle bondée lui a offert une ovation debout. «J'étais très nerveuse. J'avais déjà joué une fois à l'émission de Liza Frulla, mais c'était dans un studio beaucoup plus petit», a commenté l'épouse du premier ministre. (PC)

cyberpresse.ca/soleil

Suivez l'actualité



Manifestation de soutien à Arafat au Liban

ARAFAT

Suite de la Une

Sharon. Mais il a souligné préférer resserrer l'étau autour de M. Arafat, 74 ans, bloqué depuis 20 mois dans son quartier général en ruines de Ramallah. «Il est aussi possible de le confiner dans des conditions cellulaires» en le privant de visites et de téléphone», a dit celui en qui plusieurs voient le successeur éventuel d'Arafat.

La présidence du Conseil a annoncé qu'elle «ne coopérerait pas avec (des dirigeants palestiniens) aux ordres d'Arafat» faisant savoir que «tout gouvernement palestinien devra avoir pour politique de se démarquer du terrorisme, de regrouper les forces de sécurité sous un commandement unique qui ne sera pas celui d'Arafat et de montrer son indépendance (vis-à-vis) d'Arafat.»

Selon les médias, le chef du Shin Beth (service intérieur de sécurité), Avi Dichter, a préconisé de «liquider» le président de l'Autorité palestinienne, estimant qu'il serait plus dangereux en exil qu'en résidence forcée dans son Q.G.

Le ministre de la Défense, Shaoul Mofaz, qui a renoncé à se rendre cette semaine aux États-Unis en raison de la situation sécuritaire, s'est aussi prononcé en ce sens.

Mais plusieurs ministres israéliens ont indiqué qu'il n'était pas question pour l'heure d'expulser ou de tuer M. Arafat. La décision de principe de l'expulser a été prise jeudi par le cabinet de sécurité, provoquant des protestations dans le monde, alors que les Palestiniens ont manifesté en masse leur soutien à leur dirigeant.

Le négociateur en chef palestinien, Saëb Erakat, a estimé que les nouvelles menaces israéliennes relevaient «des agissements de mafia et non de gouvernements».

Les chefs de la diplomatie arabes doivent se réunir le 22 septembre à New York, à l'ONU, pour discuter des menaces visant M. Arafat. Les délégués des 22 membres de la Ligue arabe en débattront aujourd'hui au Caire.

En outre, Ahmad Qorei, désigné premier ministre par M. Arafat après la démission de Mahmoud Abbas, a indiqué qu'il poursuivait ses tractations pour la formation d'un gouvernement.

Et le ministre des Finances israélien, Benjamin Netanyahu, a proposé d'achever dans les six prochains mois la construction de la «ligne de sécurité» censée protéger Israël d'infiltrations de kamikazes venant de Cisjordanie. Selon M. Mofaz, le cabinet de sécurité a décidé «d'accélérer la construction de la ligne», dénoncée par les Palestiniens comme un «mur de l'apartheid». MM. Netanyahu et Mofaz ont proposé que son tracé comprenne Ariel, l'une des plus importantes colonies juives de Cisjordanie.

En Israël, la police et l'armée étaient en état d'alerte après des informations sur une quarantaine d'attentats en préparation.

Dans la bande de Gaza, huit jeunes Palestiniens ont été blessés par des tirs de soldats et une quinzaine de maisons ont été partiellement ou totalement démolies par l'armée.

Celle-ci a dynamité en Cisjordanie la maison d'un activiste du Jihad islamique en fuite et arrêté plus de 15 activistes recherchés, dont un membre du Hamas qui planifiait selon elle un attentat.

Depuis le début de l'Intifada il y a trois ans, 3479 personnes ont été tuées, dont 2597 Palestiniens et 819 Israéliens.

VACANCES

Suite de la Une

bien les adultes qui s'occupent de leurs vieux parents que les parents qui se débattent avec l'adolescence de leur progéniture, a précisé le ministre de la Solidarité sociale et de la Famille, lors d'une entrevue, à son bureau de Québec.

«Il ne faut pas juste penser à ceux qui ont des enfants, a avancé le député-ministre de Kamouraska-Témiscouata. Avant, lorsqu'il y avait 12 enfants à la maison, ça en faisait 12 pour s'occuper des grands-parents.»

«Il ne faut laisser personne de côté», a-t-il repris à propos de sa future politique. «Le Québec n'a pas pris le virage des nouvelles familles.»

Ces nouvelles réalités s'appellent familles monoparentales et familles reconstituées. Il y a aussi celles qui ont la charge d'enfants handicapés, a noté M. Béchard.

Le ministre a commencé à tâter le pouls des différents groupes de pression. «Tout le monde s'entend sur une chose: il faut que les travailleurs aient plus de temps.»

Les hypothèses de travail couvrent entre autres la possibilité que les parents aient accès à des horaires plus flexibles, qu'ils puissent profiter d'une banque de temps pour s'occuper de leurs proches ou encore qu'ils puissent s'absenter à leurs frais.

L'idée que les Québécois aient accès à une troisième semaine de congés, fait partie de ce qui sera mis au débat. «C'est une raison pour laquelle nous consulterons. Cela touche le milieu de travail, le milieu de vie et le milieu familial.»

Le ministre n'a pas écarté catégoriquement la possibilité d'amender les normes du travail pour ajouter aux vacances minimales des Québécois, bien qu'il ne soit pas chaud personnellement face à cette perspective. «Je n'y tiens pas nécessairement.»

UN BLOC MOBILE DE 35 HEURES?

«Ce que je veux, c'est qu'ils (les parents) aient plus de temps. Est-ce que ce sera un (bloc de congés de) 35 heures «mobiles» par année? Quel en serait l'impact? Il faudra surtout que ce ne soit pas offert à une catégorie (de citoyens) pour s'occuper d'un besoin particulier.» Par contre, il a indiqué qu'il est peut-être irréaliste de songer à offrir une telle proposition à tous les secteurs de l'économie sans envisager des compensations.



Claude Béchard

«Si on met des congés mobiles uniquement pour s'occuper des enfants de zéro à cinq ans, a-t-il dit, on passe à côté d'une problématique familiale plus large. «Les parents ont aussi besoin de s'occuper des enfants de 10 à 15 ans et de s'occuper de leurs parents aussi.»

Fidèle à la philosophie de Jean Charest, M. Béchard souhaite ne modifier aucun règlement ou ne décréter aucune nouvelle obligation pour les entreprises. Il s'est dit convaincu que le monde des affaires y trouverait son compte à offrir de lui-même une plus grande flexibilité. Imposer des mesures, c'est courir à l'échec, a-t-il soumis. «De plus en plus, des entreprises innovent et mettent en place des banques de temps pour des occupations familiales ou autres.»

«Nos politiques familiales sont en train de devenir des politiques économiques, a-t-il plaidé. Elles doivent devenir un avantage par rapport aux États-Unis», a-t-il ajouté en suggérant que cela servirait à contrer l'exode des jeunes. M. Béchard n'a pas fermé la porte à la possibilité qu'une troisième semaine de congés soit compensée par l'État. «Je n'écarte aucun scénario.»

PAS DE SEMAINE DE QUATRE JOURS

Le ministre a cependant répudié la proposition de la semaine de quatre jours, telle que promise par le chef péquiste, Bernard Landry, en campagne électorale. Il juge qu'elle ne saurait être universelle «parce que ce n'est pas tout le monde qui peut se priver de 20% de salaire».

Le temps de travail, c'est aussi de l'argent au moment de la retraite, a évoqué M. Béchard. Quelle que soit l'hypothèse, il s'appliquera à trouver des moyens pour atténuer ou éliminer l'impact d'éventuels congés sur les régimes de retraite. Cela comprend la situation des parents qui font le choix de demeurer au foyer.

Le ministre n'a pas caché l'ampleur du dossier. Certains aspects exigent la collaboration d'autres ministères, en particulier l'Éducation et la Santé et les Services sociaux.

Ses fonctionnaires commenceront à lui remettre des analyses poussées, cet automne. Les chercheurs retenus pour creuser davantage le dossier de la conciliation «famille-travail» feront de même en novembre.

Le document de base sur la politique familiale, qui comprendra aussi la révision des services de garde, est attendu pour le mois de février. Le Québec comptait, en juillet, 1 566 339 jeunes âgés de moins de 18 ans et 978 544 citoyens ayant 65 ans ou plus.

DUR

Suite de la Une

conditions de travail et un encadrement plus serré du recours à la sous-traitance.

Il va sans dire que les professionnels sont particulièrement préoccupés par le phénomène de la sous-traitance. Selon le SPGQ, la valeur des contrats externes pour des services professionnels a grimpé de 411 à 770 millions \$ entre 2000 et 2002. Les ministères font appel au privé, parce qu'ils n'ont pas les ressources humaines nécessaires pour réaliser les projets de développement. Ce qui provoque, selon M^{me} Roberge, une perte d'expertise pour la fonction publique sans compter que les ententes signées avec les sous-traitants font souvent en sorte que l'État devient un client captif et qu'il en vient à perdre le contrôle des coûts des projets.

La convention collective des professionnels prévoit que l'employeur doit informer le syndicat lorsqu'il veut faire appel au privé. «Nous ne voulons pas simplement être informés, mais nous tenons également à ce que l'employeur justifie sa décision de faire appel à la sous-traitance», précise M^{me} Roberge.



Carole Roberge

Par ailleurs, dans son projet de convention collective qui sera vraisemblablement déposé au début de novembre — le SPGQ entreprendra en octobre une consultation de ses membres — le syndicat tentera d'obtenir de la sous-traitance supplémentaire dans les conditions de travail, notamment pour aider les travailleurs qui doivent s'occuper de leurs vieux parents.

Le SPGQ vise également la mise en place d'une politique gouvernementale pour contrer le harcèlement psychologique et administratif, un phénomène qui ne cesse de prendre de l'ampleur, affirme celle qui préside le SPGQ depuis le 14 juin.

Le syndicat veut également obtenir une bonification des conditions de rémunération de ses membres. Le pourcentage d'augmentation salariale n'est pas encore déterminé, mais «on va demander plus que l'IPC et une participation à l'enrichissement collectif».

Carole Roberge explique que la rémunération des professionnels n'est plus compétitive et constitue un obstacle au recrutement. «L'écart salarial entre la fonction publique et le privé pour un professionnel senior est de 25%», fait remarquer Carole Roberge.

Résultats

649 Tirage du 2003-09-13

GAGNANTS	LOTS
6/6 2 1 000 000,00 \$	
5/6+ 5 102 521,10 \$	
5/6 199 2 060,70 \$	
4/6 10 401 75,50 \$	
3/6 195 586 10,00 \$	
Ventes totales: 11 940 513 \$	
Prochain gros lot (appr.): 2 000 000 \$	

Complémentaire: (25)

Québec Tirage du 2003-09-13

GAGNANTS	LOTS
6/6 1 1 000 000,00 \$	
5/6+ 0 50 000,00 \$	
5/6 25 500,00 \$	
4/6 1 109 50,00 \$	
3/6 18 952 5,00 \$	
Ventes totales: 596 604,50 \$	

Complémentaire: (12)

Extra Tirage du 2003-09-13

NUMÉRO 601581

Extra Tirage du 2003-09-14

NUMÉRO 607842

Continuus Tirage du 2003-09-14

NUMÉRO 998

Panéo Tirage du 2003-09-14

NUMÉRO 9811

10 13 17 21 22 23 25 29 30 31
38 39 42 45 50 55 56 57 63 67

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de dispute entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

SUPER 7 PROCHAIN GROS LOT BONI LE 19 SEPTEMBRE 2003 **17 500 000 \$**

ÉLECTIONS 2003 SCOLAIRES
16 novembre

SÉANCES D'INFORMATION PUBLIQUES SUR LE FINANCEMENT ÉLECTORAL SCOLAIRE

En vue des élections qui se tiendront le 16 novembre prochain, le Directeur général des élections du Québec invite la population à des séances d'information sur le financement électoral scolaire.

Ville	Date	Heure	Endroit
QUÉBEC	18 septembre	19h30	F* École secondaire La Camaradière Salle Guy-Bédard 3400, boul. Neuville
QUÉBEC	19 septembre	19h30	A* C/S Central Québec 2046, chemin St-Louis
SAINTE-MARIE	18 septembre	19h30	F* Polyvalente Benoît-Vachon Auditorium 919, Route Saint-Martin

* La séance se tiendra en : F = Français / A = Anglais / B = Français et anglais

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Parce qu'un vote, ça compte

ACTUALITÉS

Café-boulot
guide
d'emploi
www.cafeboulot.qc.ca

16,843 mordus de football sont venus encourager le Rouge et Or.

PHOTOS LE SOLEIL, STEVE DESCHÊNES

Touchés au coeur

16 843 spectateurs envahissent le stade du PEPS pour encourager le Rouge et Or

GUILLAUME DUMAS
GDumas@lesoleil.com

Sans l'ombre d'un doute, le football du Rouge et Or de l'Université Laval est le happening sportif le plus couru à Québec. Hier encore, 16 843 mordus du ballon ovale ont crié si fort qu'ils ont fait un énorme trou dans les menaçants nuages pour voir leurs favoris corriger les Stingers de l'Université Concordia par la marque de 47-21 sous un soleil de plomb au stade du PEPS.

Et il fallait les voir, ces fanatiques, se manifester bruyamment à chacune des actions du Rouge et Or, du début à la fin du match. Même la chaleur ardente et la soif n'ont rien pu faire pour calmer leurs ardeurs. Le party était « pogné ».

À chaque touché des locaux, tout le stade s'enflammait. Confettis, trompettes, sirènes, chants, danses et cris n'étaient que quelques-unes des manifestations imaginées pour encourager le club lavallois. Au grand dam des Stingers qui semblaient en avoir marre, tout particulièrement la mascotte Buzz qui n'avait pas intérêt à s'approcher trop près des estrades populaires !

Des occasions de festoyer, Québec en a eu pour la peine. Le Rouge et Or a sûrement réussi sa rentrée 2003 en donnant un spectacle haut en couleurs à ses partisans, qui se promettaient bien de ne pas rater le prochain rendez-vous.

D'ailleurs, on ne viendra jamais d'assez loin pour voir la plus grosse machine de football de la province. Par exemple, Geneviève Cantin a fait tout le voyage depuis Ottawa pour voir sa famille et assister au match, même si elle n'est pas la plus féroce en la matière. « Le football, c'est un prétexte pour voir du sport. À Québec, il n'y a plus de Nordiques et il n'y a pas d'Expos, a-t-elle lancé. Mais l'ambiance est tellement incroyable ici. Je reviens à chaque fois ! »

Et de l'ambiance, il y en a ! Dès l'aurore, le sta-

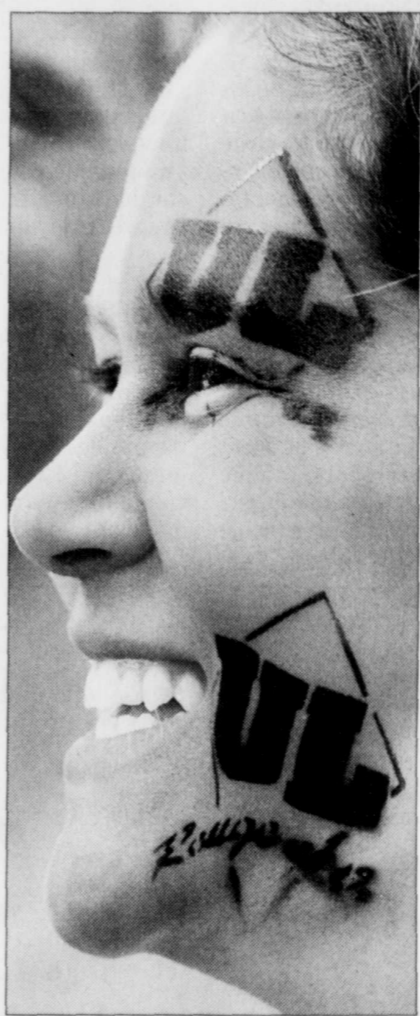
tionnement du PEPS est envahi de barbecues, de bières et de musique pour faire place au traditionnel tailgate, l'événement à ne pas manquer. Parce qu'un match de football, ça se prépare d'avance. Certains peaufinent leur maquillage, d'autres mettent la touche finale à leur costume tout en se gavant de hot-dogs et grillades, boissons bien fraîches à la main. « C'est la seule place au Québec où il y a un tailgate, a constaté Alexandre Bastien, originaire de Montréal. C'est bien pour ça que je viens souvent ! »

D'année en année, cet avant-match un peu particulier prend de l'ampleur. Il n'est plus rare de voir sofas, tables à pique-nique et autres mobiliers atterrir sur le bitume. Hier matin, ils étaient tout près de 5000 assoiffés alors que le match était loin d'être commencé !

Une fois qu'on met le pied dans le fief du Rouge et Or, il est clair que le football est désormais une passion universelle. Bigarrée, la foule est composée autant de familles, d'étudiants, de couples que de la bonne vieille « gang de chums » qui ne jurent que par ce sport. D'ailleurs, plusieurs s'improvisent gérants d'estrades et y vont de leurs analyses et commentaires. À la lumière de ce que l'on a entendu, le poste d'entraîneur-chef de Glen Constantin est loin d'être menacé !

Mais tout ce beau monde est bien déterminé à s'époumoner, s'il le faut, pour encourager le fleuron sportif de la région. Quelques minutes avant le botté d'envoi, le Booster Club, fanclub officiel du Rouge et Or, y allait d'une prière peu orthodoxe et de cris de ralliement plutôt incisifs envers l'adversaire avant de rejoindre la section 8 du stade, là où le niveau de décibels ferait pâlir d'envie n'importe quel Boeing !

Chose certaine, personne ne peut démentir le succès du Rouge et Or à Québec, un succès qui ne s'essouffera pas de si tôt. Au fait, le prochain match est prévu le 28 septembre...



Julie n'a pas été déçue hier. Le Rouge et Or lui a donné de multiples occasions de se réjouir.

Un rôle d'évaluation attendu

Québec vous dira aujourd'hui combien vaut votre maison

VALÉRIE GAUDREAU
vgaudreau@lesoleil.com

■ La Ville de Québec présentera aujourd'hui son nouveau rôle d'évaluation foncière. Les propriétaires de la région pourront ainsi avoir une petite idée de la valeur de leur maison et, éventuellement, son influence sur leur compte de taxes.

Ce nouveau rôle d'évaluation foncière, qui s'appliquera pendant trois ans, est attendu dans la région puisqu'il s'agit du premier depuis les fusions municipales.

La présentation du nouveau rôle pour la région de Québec soulève d'autant plus d'intérêt qu'il suit de quelques jours à peine celui de Montréal. Rendu public vendredi, le rôle d'évaluation de la Ville de Montréal en a fait bondir plus d'un alors qu'une hausse de 29% de la valeur des résidences a été notée, une première en 15 ans.

De plus, des fluctuations importantes ont été enregistrées d'un arrondissement à l'autre de la grande ville de Montréal. Une annonce qui n'a pas manqué de soulever son lot d'inquiétude chez les résidents de certains arrondissements montréalais qui craignent que cela ne se traduise par une hausse d'impôt foncier dans le prochain budget prévu pour novembre.

Qu'en est-il pour Québec? Y'aura-t-il une hausse. Si oui, dans quelle mesure et, encore plus important, sera-t-elle uniforme à la grandeur du territoire de la nouvelle ville? Hier, il ne nous a pas été possible d'obtenir de réponse à ces questions, plusieurs conseillers municipaux questionnés, tant du parti du maire L'Allier que de l'opposition, n'ayant pas encore pris connaissance du document.

« Le rôle d'évaluation est déterminé par les fonctionnaires et les élus n'in-

terviennent pas », a expliqué Claude Larose, vice-président du comité exécutif de la Ville en soulignant que le document servira à bâtir le prochain budget qui sera adopté avant Noël.

Joint en fin de journée hier, le conseiller responsable des finances, Jacques Jobin, a quant à lui pris connaissance de la nature du rôle mais n'a émis aucun commentaire, préférant les garder pour le dépôt officiel aujourd'hui.

Une information obtenue par LE SOLEIL laisserait toutefois croire que la hausse de la valeur des résidences serait plus uniforme dans la région de Québec que dans la métropole.

Un rôle triennal d'évaluation sert à déterminer le prix que vaudrait une maison si elle était mise en vente. Il s'agit en somme de l'inventaire de toutes les propriétés d'un territoire qu'elles soient résidentielles, commerciales ou industrielles.

L'aide juridique passée au crible

Bellemare veut mieux calculer les revenus des criminels

MYLÈNE MOISAN

MMoisan@lesoleil.com

■ L'aide juridique n'échappera pas au remue-ménage des libéraux: le ministre de la Justice, Marc Bellemare, annoncera sous peu la création d'un groupe de travail chargé d'étudier, sous toutes ses coutures, l'actuel régime d'aide juridique.

Les commissaires chargés d'analyser la structure du système devront entre autres trouver des solutions pour éviter que des personnes tirant de faramineux revenus d'activités illicites aient droit à un avocat aux frais de l'État. « On peut trouver des méthodes en s'inspirant de ce qui se fait ailleurs, a expliqué M. Bellemare. Les prêts et bourses ont des méthodes d'enquête, le ministère du Revenu a des méthodes d'enquête. Il va vous présumer un revenu selon votre niveau de vie. Est-ce que ça aussi, ça ne peut pas se faire ? »

Une étude faite en 1996 a démontré que 30% des 24 000 bénéficiaires avait déclaré des revenus supérieurs dans leur déclaration d'impôts à ceux contenus dans leur demande d'aide juridique. « En 2001, le vérificateur a dit que c'était réglé à 60%, mais il reste des problèmes », a convenu M. Bellemare.

Le ministre de la Justice semble déterminé à ce que le groupe de travail ne laisse rien au hasard. Tout y passera: « les barèmes, les questions d'admissibilité, le contrôle de l'admissibilité. Comment on fait pour obtenir l'aide juridique? Qu'est-ce qu'on donne comme information? Est-ce que les informations sont adéquates? Est-ce que ce sont les personnes qui en ont véritablement besoin obtiennent les services d'aide juridique. Une fois que le mandat est émis, est-ce qu'on s'assure du suivi, parce qu'il peut y avoir des changements ? »

La question des tarifs accordés, souvent contestés par les avocats, fera bien sûr l'objet d'une réévaluation. En plus d'une possible augmentation de l'aide accordée, le ministre jongle avec l'idée de permettre aux bénéficiaires de se servir du chèque de l'État « comme du supplément de loyer » pour payer une partie de la facture d'un avocat qui en demanderait davantage. « Il y a une philosophie à revoir ».

« Actuellement, un avocat a 459\$ pour aller devant le Tribunal administratif du Québec. L'avocat ne peut pas charger plus cher que ce montant-là. Ou bien il prend la cause à ce montant-là, ou bien il dit au citoyen: "tu vas renoncer à l'aide juridique, parce que moi, à ce prix-là, je ne peux pas te défendre". On ne peut pas prendre le 459\$ comme un acompte sur un tarif qui serait, par exemple, de 2000\$ », constate le ministre.

Autre sujet de préoccupation, « la qualité des causes que l'État finance. Actuellement, c'est le bureau local qui détermine que la cause est bonne, vraisemblable, qu'elle doit être financée. Le bureau local, c'est un avocat avec une expérience "x", à qui on soumet des hypothèses de recours en immigration, en CSST, en droit criminel, en matrimonial, en logement. Il faut s'assurer que la personne qui émet le mandat a l'expertise qu'il faut quant au droit, à la jurisprudence », indique le ministre qui jongle avec plus de solutions, allant de l'ajout de ressources à l'analyse des dossiers par une autre instance.

Par ailleurs, le procureur général du Québec se penche sur la question de la représentation de ceux qui contestent les décisions de l'État. Un taux inférieur à 50% à la Régie des rentes et à la Société d'assurance automobile du Québec, alors qu'à la CSST, secteur où les syndicats peuvent agir, le taux de représentation grimpe à 85%.

Sans « décloisonner » et permettre à n'importe quel « Joe Consultant » de représenter des accidentés », M. Bellemare cherche « comment on pourrait intéresser les jeunes avocats à ce secteur de pratique-là, qui est un secteur intéressant où on touche les droits sociaux, où on change les choses. Il faut voir aussi si la tarification de l'aide juridique ne pourrait pas être ajustée, pour augmenter la représentation ».

La question du tarif des avocats sera également l'objet d'études

Grande liquidation finale des 2003 chez Marlin

Hâtez-vous ! 14 derniers jours

Venture
206\$ /mois

COMPTANT	0\$	1500\$	2500\$
MENSUALITÉ*	259\$	227\$	206\$

278
véhicules
à liquider0%
financement
60 mois

Sur la plupart de nos modèles

MARLIN

CHEVROLET-OLDSMOBILE inc.
2145, Jean-Talon Sud, Sainte-Foy
688-1212

COMPTANT	0\$	1500\$	2500\$
MENSUALITÉ*	221\$	189\$	168\$

Alero
168\$ /mois

- Moteur ECOTEC 2.2 I
- Transmission manuelle
- Barrures électriques

- Radio CD
- Régulateur de vitesse
- Beaucoup plus



*Location 48 mois, toujours inclus, taxes en sus. Propriétaire d'un véhicule de 1995 et plus.

Venez voir et comparez les PRIX

La foire aux cancrs las

Les recueils de lapsus et de dérapages plus ou moins volontaires font recette. Perles des fonctionnaires, bêtisiers des journalistes, presque tous les métiers passent à la casserole.

Certains hommes politiques inspirent aussi des florilèges mémorables. Après Jean Chrétien, George W. Bush a connu son heure de gloire, le printemps dernier, en voyant paraître simultanément plusieurs collections de citations.

Pour vous rafraîchir la mémoire, rappelons cette succulente directive émise par le président, au lendemain de son élection, tirée du livre *Les amuse Bus* (Le Cherche midi, 2003).

« Les gens s'attendent à ce que nous échouions. Notre mission consiste à dépasser leurs attentes. »

Ou encore cette touchante confiance, durant un discours électoral: « Il y a une grande confiance autour de moi. Je le sens chaque jour quand les gens que je rencontre me disent: "ne nous laissez pas tomber une fois de plus". »

Après George Bush, on attend avec impatience un recueil des grandes phrases de Silvio Berlusconi, le premier ministre italien. Remarquez, il ne s'agit probablement que d'une question de temps. En juillet 2003, l'hebdomadaire français *L'Express* en proposait déjà un certain nombre.

—M'accuser de corruption, ça revient à arrêter Mère Teresa de Calcutta parce qu'une petite fille de son institut a volé une pomme.

—On m'accuse d'avoir dit que les communistes mangent les enfants. Mais si vous le voulez, je peux organiser un congrès dans lequel j'apporterai la démonstration que les communistes ont

réellement mangé des enfants et fait pire encore.

Disons-le toute suite. Les tirades de M. Berlusconi ne provoquent pas toujours le rire. Un jour, en visitant une plage où des réfugiés clandestins s'étaient noyés en tentant de gagner l'Italie en pédalo, il a rassuré ses électeurs avec une phrase particulièrement odieuse:

—Les pédalos n'ont pas été endommagés.

En attendant le florilège berlusconien, deux recueils de perles et de bons mots retiennent l'attention ces jours-ci. Le premier, *Quand les cégépiens se font humoristes* a été compilé par Marc Simard, un professeur de cégep. Il propose, avec beaucoup d'humour, plusieurs centaines de phrases dénichées dans les travaux d'étudiants.

J'en retranscris dix, quasiment au hasard:

—Homère a écrit l'Iode et l'Odyssée

—C'est une victoire à la papyrus

—Les musulmans doivent aller à l'AMEC

—Tout ceci nous confirme que Jeanne d'Arc fut exécutée de son vivant

—Dans l'art roman, ce sont les murs qui retiennent le plafond

—Au XVII^e siècle, la religion dominante en Angleterre est l'anglicisme

—René Lévesque était un des importants bras droits de Jean Lesage



Jean-Simon Gagné

JSGagne@lesoleil.com

—Parmi les réalisations de Duplessis, on retrouve l'électrification des agriculteurs

—Galilée nous apprend que nous ne sommes pas au centre de la Terre, mais que c'est le Soleil qui l'est

—Après la Deuxième Guerre mondiale, l'avion devient un mode de transport plus courant, surtout grâce au procédé de pressurisation de la carabine

Une mention particulière pour cette étrange définition des ordres monastiques...

« Il y a plusieurs différences entre les dominicains et les franciscains. Ainsi, les dominicains ont plusieurs femmes et ne croient qu'en un seul Dieu, tandis que les franciscains n'ont qu'une femme et sont monothéistes. »

Le second ouvrage, intitulé *Livres d'or en folie* (Éditions de Fallois, 2003), rassemble des perles glanées dans les livres que l'on signe à la sortie des musées ou des expositions, souvent pour livrer ses impressions.

« Si même les phoques mangent de la barbe à papa, comment faire comprendre aux enfants qu'ils doivent finir leur poisson à la cantine? » demande le directeur d'un centre de loisir, après une visite au jardin zoologique.

« J'aime beaucoup les vaches et les lapins quand le fermier les traite, écrit un autre.

L'administration Bush voudrait exiger des Canadiens un passeport incluant des données biométriques

OTTAWA (PC) — L'administration de George W. Bush veut que tous les Canadiens qui se rendent aux États-Unis soient munis d'un passeport qui devra éventuellement inclure des

données biométriques comme la reconnaissance du visage, la lecture de l'iris et une photo numérique.

Le secrétaire américain à la Sécurité intérieure, Tom Ridge, discutera

de la proposition avec le vice-premier ministre, John Manley, à l'occasion de leur rencontre du mois prochain, qui pourrait avoir lieu le 3 octobre, à Toronto, ont fait savoir des représentants américains.

Selon cette proposition, les passeports délivrés après l'an prochain devraient être conçus de manière à pouvoir être examinés rapidement à la frontière américaine, au moyen d'identificateurs biométriques permettant de confirmer l'identité des voyageurs.

À l'heure actuelle, les Canadiens qui se rendent aux États-Unis pour une virée dans les magasins ou quelques jours de tourisme n'ont bien souvent qu'à répondre à de brèves questions pour être admis sans avoir à fournir de papiers d'identité.

Les gens d'affaires et touristes canadiens qui arrivent dans des aéroports américains peuvent entrer aux États-Unis grâce à une simple carte

d'identité comme un permis de conduire. Cela facilite la circulation des personnes, des biens et des services entre deux pays qui enregistrent pour 1,5 milliard\$ de transactions par jour.

Mais les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ont mené à l'adoption par le Congrès de lois visant à retracer le moindre touriste, étudiant ou voyageur d'affaires qui entre aux États-Unis, dans le cadre des efforts destinés à resserrer la sécurité aux frontières.

NOUVEAU SYSTÈME

Le Congrès américain voudrait désormais que les voyageurs étrangers arrivant aux États-Unis par air ou par mer soient assujettis à un nouveau système permettant de vérifier leur identité au moyen de leurs empreintes digitales ou de nouvelles technologies, comme la lecture de l'iris ou la photo numérique et ce, d'ici 2005.

Le Canada a demandé d'être exempté de la loi, ce que l'administration Bush lui a refusé.

Cela fait déjà environ un an que M. Manley prévient les Canadiens qu'ils devront accepter des mesures plus strictes de la part des autorités américaines lorsqu'ils devront franchir la frontière des États-Unis.

D'ici le 26 octobre 2004, tous les voyageurs entrant aux États-Unis seront tenus d'avoir en leur possession des documents comportant une identification biométrique.

De part et d'autre de la frontière canado-américaine, on croit cependant que cette exigence ne s'appliquera pas immédiatement aux citoyens canadiens.

M. Ridge a soutenu récemment que le système projeté ne créera pas d'embouteillages à la frontière, mais qu'il fera en sorte de tenir les indésirables à l'écart tout en accueillant les voyageurs légitimes sans retard.



Présentement, les Canadiens peuvent bien souvent franchir la frontière canado-américaine en ne répondant qu'à de brèves questions.

CANCER DE LA PROSTATE Campagne d'infos

■ TORONTO — La Fondation canadienne de la recherche sur le cancer de la prostate lance, cette semaine, une campagne visant à informer le grand public sur cette maladie. La Fondation souligne qu'un homme sur huit développera le cancer de la prostate au cours de sa vie. Ils étaient 19 000 hommes, cette année, à développer un tel cancer. Pour réduire les risques, la Fondation recommande de limiter sa consommation de gras animal et de manger beaucoup d'aliments riches en lycéopène, un antioxydant présent dans la tomate, le melon d'eau et le raisin. (PC)

MONTRÉAL 23 amendes à des piétons

■ MONTRÉAL — La police de Montréal a effectué une opération visant à sensibiliser et forcer les piétons à traverser aux intersections, et non aux endroits interdits. En l'espace d'une heure, hier après-midi, dans le secteur Peel-Sainte-Catherine, pas moins de 23 piétons ont reçu une amende de 37 \$ pour avoir enfreint les règlements. Les policiers montréalais s'occupent rarement de faire respecter la loi en cette matière, contrairement à leurs collègues des autres grandes villes canadiennes. (PC)

Nouvelle collection
Automne-hiver 2004

Guy Laroche
PARIS

**Costume
4 saisons
infroissable
+ chemise
+ cravate**

495\$

François Côté

COLLECTION
PRÊT À PORTER INTERNATIONAL POUR HOMMES

Complexe Germain-des-Prés, Sainte-Foy • 657-1760
www.francoiscote.com

<p>Acura TL</p> <p>3,8% location ou achat*</p> <p>TL</p> <p>398\$* / mois</p> <p>TL Type S A-Spec</p> <p>458\$* / mois</p>	<p>Acura MDX</p> <p>5,8% location</p> <p>598\$* / mois</p> <p>49 800\$**</p>
---	---

LA COURSE AUX DÉMONSTRATEURS ACURA

Hâtez-vous!
Nos démonstrateurs 2003 partent aussi vite que les autres ACURA. Peut-être même plus vite!

Impeccables et ayant peu de kilométrage, nos démonstrateurs 2003 vous sont offerts à rabais pour un temps limité, à l'achat ou à la location. Demandez tous les détails à votre concessionnaire Acura dès aujourd'hui. Faites vite : premier arrivé, premier chanceux.

ACURA VOTRE CONCESSIONNAIRE FIABLE

ACURA Optima 4901, boul. des Galeries
Québec, QC, G2K 1X1
622-8180, 1-888-21-ACURA
www.acuraoptima.com

*Offre de location-bail d'une durée limitée, par l'entremise de Honda Canada Finance Inc. S.A.C. seulement. Tarif mensuel de location-bail d'une durée de 48 mois établi pour l'Acura TL (modèle UA563J). **Acura TL Type S A-Spec (modèle UA563J) 2003 neuve et l'Acura MDX (modèle YD1863JN) 2003 neuve. Total des paiements de 24 104 \$, 26 984 \$ et 34 862 \$ respectivement. Un acompte de 5 000 \$ pour les TL, de 6 098 \$ pour le MDX et un premier versement sont requis. Option 0 \$ comptant aussi offerte. Allocation de 24 000 km par année (frais de 0,15 \$ par kilomètre supplémentaire). Transport et préparation inclus, frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. À la fin du bail, vous pouvez retourner le véhicule au concessionnaire ou l'acheter pour une valeur résiduelle prédéterminée. **P.D.S.F. de 49 800 \$ pour l'Acura MDX (modèle YD1863JN) 2003 neuve. Transport et préparation (950 \$), frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Un acompte pourrait être exigé. Le prix de vente des concessionnaires peut être inférieur. Offre de financement à l'achat d'une durée limitée, par l'entremise de Honda Canada Finance Inc. Financement à l'achat de 3,8 % pour l'Acura TL (modèle UA563J) et l'Acura TL Type S A-Spec (modèle UA563J) 2003 neuves. S.A.C. Périodes de 24 à 60 mois offertes. Par exemple, 20 000 \$, à 3,8 %, paiements mensuels de 449,79 \$, pendant 48 mois. Coût d'emprunt de 1 589,92 \$. Total des paiements de 21 589,92 \$. Un acompte pourrait être exigé. Transport, préparation (950 \$), frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Garantie Acura limitée de 5 ans/100 000 km. Les deux premiers services d'entretien sont compris. Les modèles offerts peuvent différer des photographies. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Du 3 au 30 septembre 2003.

LA CAPITALE ET SES RÉGIONS

Saturn entre au zoo

VALÉRIE GAUDREAU
Vgaudreau@lesoleil.com

Les enfants qui visiteront le Jardin zoologique du Québec pourront profiter d'un moment de jeu alors que les parents prendront une petite minute de repos grâce à de nouvelles installations d'amusement inaugurées hier.

Située tout près de l'amphithéâtre du zoo, l'aire de jeu a été financée à raison de 40 000 \$ par les détaillants Saturn Saab Isuzu de Sainte-Foy et Québec, le logo de l'entreprise étant d'ailleurs bien en vue à l'entrée du site. Il s'agit là d'une collaboration avec le secteur privé qui réjouit le président et directeur général du Jardin zoologique, Jean-Paul Bédard. «Cela illustre bien l'implication de l'entreprise et permet de proposer un nouveau produit aux visiteurs du zoo», a-t-il affirmé.

Pour le détaillant d'automobiles, le partenariat est loin d'être une première. Saturn Canada a en effet mis sur pied un fonds pour les enfants qui a déjà contribué à construire ou à rénover plus de 200 terrains de jeux au pays et 36 nouveaux devraient être annoncés cet automne.

Jean-Marie Laliberté, le conseiller municipal de l'arrondissement de Charlesbourg, district des Monts, s'est aussi dit très heureux de l'initiative. Selon lui, il s'agit d'une bonne façon de diversifier les sources de revenus du zoo. «Ça prend des entreprises qui financent. Il faut arrêter de toujours demander de l'argent à l'État parce que l'argent du gouvernement, c'est le nôtre», a-t-il soutenu en soulignant l'importance de créer d'autres partenariats de ce type.

BILAN DE L'ÉTÉ

Pendant que les enfants s'amusaient ferme dans la toute nouvelle installation, Jean-Paul Bédard a par ailleurs commenté le premier été d'activité du Jardin zoologique, ouvert au public depuis le 15 juin dernier après plus de deux ans d'importantes rénovations. «Comme partout on a vécu un phéno-



LE SOLEIL, RAYNALD LAVOIE
Alexandra, quatre ans, a joyeusement pris d'assaut les nouveaux modules de jeux du Jardin zoologique du Québec.

mène de ressac attribuable au temps maussade», a-t-il déploré en rappelant que la région a connu «61 jours de mauvais temps». Même si aucun bilan estival n'est connu pour l'instant, M. Bédard se montre toutefois satisfait des résultats partiels d'un sondage qui révèle que les visiteurs restent plus longtemps sur le site que dans l'ancienne version du zoo.

Quant aux critiques entendues tout au long de l'été relativement au prix d'entrée et à la nouvelle vocation du zoo, spécialisé dans les oiseaux, le directeur affirme que «les choses se placent». «Il faut comprendre qu'être spécialisé dans les oiseaux ne veut pas dire que nous avons exclusivement ça, a-t-il souligné. Mais il est vrai que parmi les cinq jardins zoologiques au Québec, on a un créneau précis qu'on ne verra pas ailleurs.»

Questionné sur les activités du zoo à venir cet hiver, M. Bédard avance que des rabais seront annoncés et des activités «exotiques et tropicales» sont à prévoir, histoire de mieux faire passer les longs froids hivernaux.

ÉCOLE NAVALE DE POINTE-À-CARCY

Les pieds sur terre

MARC LESTAGE

MLestage@lesoleil.com

■ Les pas des visiteurs résonnent dans les couloirs vides de l'école navale de Pointe-à-Carcy, en ce début de septembre.

Une autre preuve que dans les Forces armées, les choses sont parfois bien différentes. Partout ailleurs c'est la rentrée. Ici, la plupart des 200 réservistes de la marine canadienne qui ont fréquenté l'institution durant l'été ont remis leur dernier examen il y a quelques jours. Ils sont rentrés chez eux.

L'école n'en continuera pas moins de recevoir des dizaines de visiteurs tout au long de l'hiver. Le centre de formation dispose d'un équipement sophistiqué. Tant et si bien que toutes les divisions de l'armée font appel à ses ressources. L'école navale a innové, cette année, avec un programme en leadership. On y voit défilé de plus en plus d'officiers provenant de la régulière, comme on dit dans le jargon militaire.

Les installations de Pointe-à-Carcy reçoivent tous les réservistes de la marine du Canada, «ce qui en fait un des trois centres névralgiques au pays avec Vancouver et Halifax», insiste le capitaine de vaisseau Viateur Tremblay, commandant adjoint de la réserve navale canadienne et «directeur» de l'école.

Le grand patron de l'école navale adore Québec. Il y vivait, en 1983, lors de la fondation de l'école. Quand on lui a offert de prendre la direction du Q.G., en 2000, il s'est installé dans le Vieux-Québec. Cela lui permet de se rendre au travail à pied tous les matins dans son bel uniforme en saluant joyeusement les

gens sur son passage. En prévision de sa retraite, «le grand patron de la marine à Québec» s'est acheté une petite maison à l'Anse-Saint-Jean, sur le Saguenay. C'est là où il est né. La boulangerie qui a contribué à la réputation du village est sa marraine.

Le commandant Tremblay a pas mal bourlingué et assuré le commandement de plusieurs navires de la marine canadienne avant de prendre la direction du quartier général de la réserve, à Québec. Enthousiaste, il ne se fait pas prier pour diriger lui-même le tour du propriétaire à Pointe-à-Carcy, lorsque des visiteurs s'y présentent.

C'est à cet endroit que la réserve navale a regroupé toutes ses activités. Y compris un musée de la marine où il n'y a aucuns frais d'admission. L'exposition est consacrée principalement à la bataille du Saint-Laurent. Elle présente de nombreux objets et souvenirs de la présence des U-Boats allemands à la hauteur de Rivière-du-Loup.

20 ANS PLUS TARD

«Il y a 20 ans, cette année, que Gilles Lamontagne, ancien maire de Québec et alors ministre de la Défense, a décidé que Québec devrait avoir sa part des investissements de la marine», rappelle le commandant Tremblay. C'était en 1983 et le ministre Lamontagne a mis tout son poids dans la balance pour que le Q.G. de la réserve navale canadienne s'installe à Québec.

Le centre administratif situé en diagonale avec le Laurie-Raphaël, à l'intersection de Charest et Dalhousie, veille aujourd'hui sur le sort des 24 unités de réserve du pays, gère un budget de 70 millions \$ et emploie 150 personnes. Le ministère de la Défense a également choisi Pointe-à-Carcy pour installer son

LA RÉSERVE NAVALE À PTE-À-CARCY

- Q.G. Établi en 1983; emploi 150 permanents; 70 M \$ en budget de gestion; 15 M \$ de retombées pour Québec; à la tête de 24 unités et de 4000 réservistes partout au Canada.
- École navale Fondée en 1995; emploi 60 réguliers; accueille 1000 élèves par année, de toutes les provinces.
- Réserve HMCS Montcalm Emploi 10 permanents; encadre 200 réservistes de la région de Québec.

école navale et une hôtellerie pouvant recevoir, loger et nourrir plus de 200 personnes. Ces trois services génèrent près de 25 millions \$ d'activités économiques dans la région, de renchérir Jocelyn Laroche un «membre de l'armée de terre». Ses états de services lui ont valu un poste de directeur des affaires publiques pour la réserve navale. Une chemise verte qui semble bien intégrée à la foule des uniformes blancs d'officiers de marine, pour autant que nous avons pu en juger.

Québécois pure laine, Jocelyn Laroche ne se prive pas de raconter la ronde que son père a été commandant de navires de la Garde côtière. Ce qui lui a permis d'apprendre très jeune à cultiver le respect que l'on doit aux marins hauts gradés. Le capitaine Laroche ne pense pas prendre sa retraite avant 2006. Fervent défenseur de la cause de la marine, il avoue qu'il ne détesterait pas troquer son uniforme actuel pour une tenue blanche de la marine au cours de sa dernière année de service. Un dossier à suivre...

Payer ses études, tout en étudiant

MARC LESTAGE

MLestage@lesoleil.com

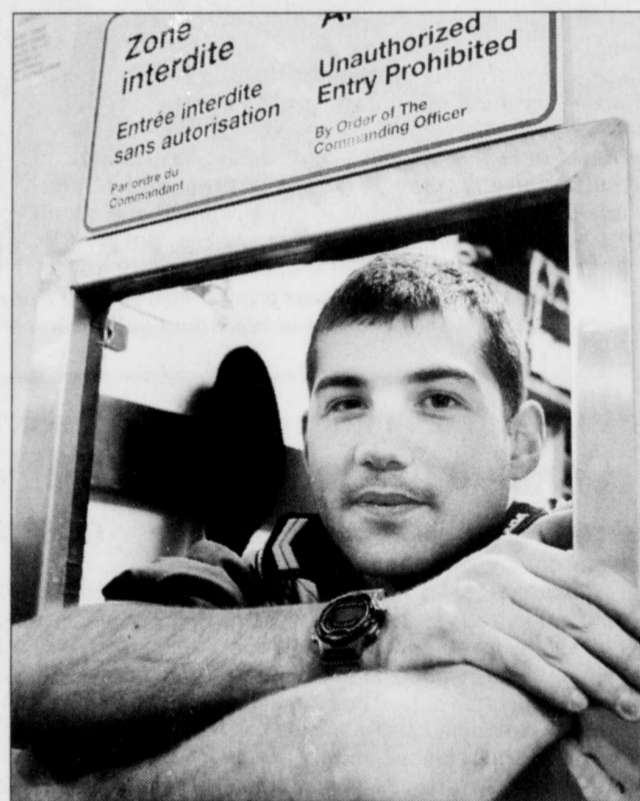
«Mes parents n'ont pas sauté en l'air quand je leur ai dit que je voulais rentrer dans la marine, mais aujourd'hui ils se rendent bien compte que je suis heureuse», explique Andréanne Boucher de Montréal, tout en enfilant un gilet pare-balles avant de se poster, M-16 au poing, à l'avant du navire, qui s'apprête à accoster à Trois-Rivières.

La jeune femme de 20 ans, tout comme une vingtaine de ses collègues participe à un entraînement intensif sur le *Shawinigan*, un des six détecteurs de mines de 55 mètres de la marine canadienne basés à Halifax. C'est sur ces navires et autant d'autres semblables parqués à Vancouver que l'armée forme ses réservistes.

De toute évidence, la jeune femme adore la vie à bord. Elle venait de terminer son cégep lorsqu'elle s'est enrôlée. «À ma première affectation, je me suis embarquée pour Hawaï, raconte la jeune femme. Super! C'était mon premier voyage, à vie». Un rival difficile à écarter pour les parents qui auraient préféré garder leur grande fille à la maison.

LE SOLEIL a eu l'occasion d'accompagner un de ces équipages entre Montréal et Trois-Rivières. Les navires de Sa Majesté font rarement des incursions «aussi loin à l'intérieur des terres». L'atmosphère était donc à la fête. Si bien que les efforts d'Andréanne pour revêtir son gilet ont été inutiles. D'autorité, le commandant du navire Étienne Landry a décrétoqué Trois-Rivières, sa ville natale, était une zone sécuritaire et qu'il n'y aurait pas de vigie armée lors de la courte escale dans cette ville, en route vers Halifax. Une procédure que l'armée recommande depuis les événements du 11 septembre. De toute façon, des gardes en armes étaient bien visibles sur l'autre navire militaire à quai.

Sur la passerelle, le matelot Raymond Dubé, 24 ans, originaire d'Alma joue du sifflet de marin et s'escrie à hisser et à ramener les pavillons du HMCS *Shawinigan*. Le jeune Bleuet raconte qu'il travaillait sur une ferme laitière de Saint-Cœur-de-Marie quand l'idée lui est venue de s'engager dans la réserve navale à Chicoutimi. L'expérience a commencé lentement. Puis il y a presque deux ans, Raymond a décidé de signer un contrat de quelques années. Il a été affecté à Hal-



COURTOISIE ARMÉE CANADIENNE
Attaché aux communications, Benoît Labrie passe le plus clair de son temps dans une petite salle sans fenêtre située dans la cale. «J'aurais aimé devenir plongeur ou cuisinier, mais j'aime bien ce que je fais», assure le réserviste de 23 ans.

fax. «Pour les vacances en juillet, je suis retourné chez moi, au Lac». Célibataire, navigant de port en port sur la côte est depuis plus d'un an, il était fier de montrer à ses anciennes petites amies qu'il n'est plus le garçon gêné qu'il était.

Benoît Labrie, de Sept-Îles, s'est également enrôlé pour quelques années sur le *Shawinigan*. Attaché aux communications, il passe le plus clair de son temps dans une petite salle sans fenêtre située dans la cale. «C'était pas mon premier choix. J'aurais aimé devenir plongeur ou cuisinier, mais j'aime bien ce que je fais», raconte Benoît, 23 ans. Engagé par goût de voir du pays, Benoît Labrie a eu la surprise de sa vie quand il a découvert qu'un de ses amis d'enfance, Pascal Barriault, se trouvait sur le même navire que lui.

EN BREF

Bilan routier: sept victimes

■ Parmi les sept décès survenus sur les routes du Québec cette fin de semaine, deux se sont produits dans des régions voisines de la capitale. Dans la nuit de vendredi à samedi, Anne-Marie Provost, une adolescente de 17 ans, passagère arrière de l'automobile, a perdu la vie dans un accident à Thetford Mines. Les causes de l'accident ne sont pas encore connues, mais l'influence de l'alcool a été écartée. Puis samedi, à Saint-Victor de Beauce, Bobby Gagné, un jeune automobiliste de 16 ans de Saint-Julien, a perdu la vie vers 20 h 20 près du 208, route du Séminaire. L'adolescent a perdu la maîtrise de son véhicule dans une courbe, qui a effectué plusieurs tonneaux avant de percuter un ponceau puis un poteau téléphonique. Le malheureux a été éjecté de l'habitacle sous la force de l'impact. La vitesse, l'inexpérience et l'inattention pourraient être à l'origine de la tragédie, explique l'agent Gilles Mitchell, porte-parole de la Sûreté du Québec, précisant du même coup que l'alcool n'est pas en cause. J-F.N.

20 000 fermiers du dimanche

■ Bilan plus que satisfaisant pour les organisateurs de la première journée portes ouvertes des fermes de l'Union des producteurs agricoles (UPA) alors

que 20 000 visiteurs ont fait un petit tour dans l'une ou l'autre des 25 fermes de la région de Québec ouvertes au public le dimanche 7 septembre dernier. «La réponse de la population, supérieure à nos prévisions, nous a ravis et aussi étonnés», a fait savoir Jacynthe Gagnon, présidente de la Fédération de l'UPA Rive-Nord par voie de communiqué. Elle a aussi souligné que les propriétaires de fermes qui se sont transformés en guides pour l'occasion sont sortis «très heureux et très fiers» de l'expérience. Les 25 fermes de la région de Québec faisaient partie des 208 fermes ouvertes au public qui auront au total attiré plus de 105 000 personnes à la grandeur de la province. V.G.

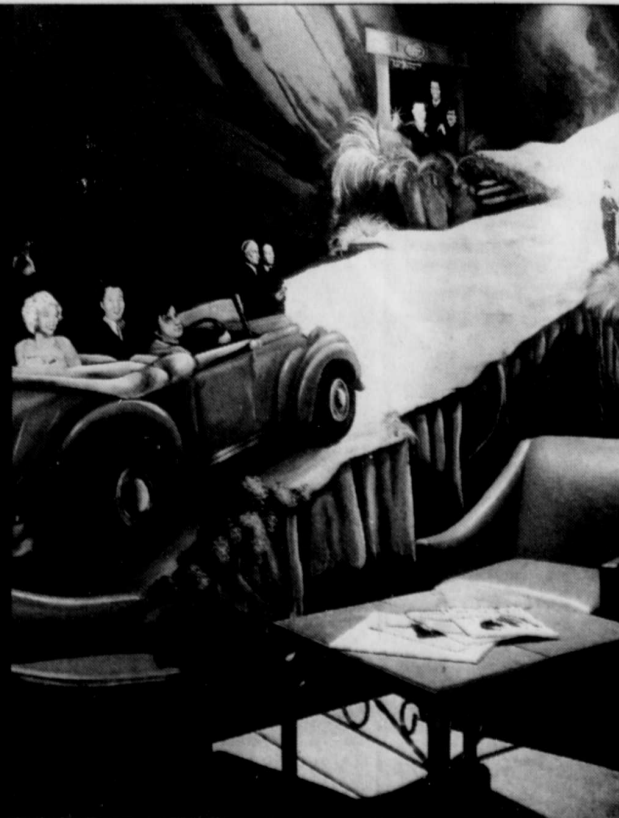
650 000 \$ pour le vélo à Beauport

Le réseau cyclable de Beauport sera sous peu prolongé sur une distance de 1,1 km du boulevard Raymond jusqu'au camping municipal de Beauport. Construit au coût de 650 000 \$, le nouveau tronçon s'ajoutera aux 4,6 km de piste cyclable qui avait permis l'an dernier de relier la bibliothèque Étienne-Parent au boulevard Raymond. Une fois complété, le réseau cyclable de l'arrondissement Beauport permettra de relier le camping municipal au corridor du Littoral, soit la piste qui permet aux amateurs de vélo de se rendre à la chute Montmorency, au Domaine Maizerets ou à la baie de Beauport. V.G.

DEMAIN DANS LE SOLEIL

cahier Arts et vie

Du côté des
happy few



Que peut bien cacher le Cercle des Happy few, niché dans un bâtiment au look industriel, près de l'autoroute de la Capitale. «Un centre d'affaires haut de gamme», répond son propriétaire, Stéphane Morin. En deux ans, le nombre de ses membres est passé de 30 à 200.

Une première cigarette déterminante

La dépendance à la nicotine pourrait être presque instantanée chez les jeunes, selon une étude

TORONTO (PC) — Fumer sa première cigarette est souvent perçue comme un rite de passage entre l'adolescence et le monde adulte. Mais cette première cigarette pourrait être celle qui rend l'adolescent dépendant à la nicotine, révèle une nouvelle étude.

Cette étude remet en question la croyance voulant qu'une personne qui fume régulièrement ne devienne un fumeur dépendant qu'après deux ou trois ans, suggérant plutôt que pour les jeunes ce sont les premières cigarettes qui sont déterminantes.

« Ce genre de recherche suggère qu'à la première cigarette dans la bouche, si vous avez des vulnérabilités psychosociales, psychologiques, neurophysiologiques ou biochimiques, vous pouvez devenir dépendant presque immédiatement », affirme l'auteure Jennifer O'Loughlin, une épidémiologiste de l'Université McGill, qui étudie la consommation de la cigarette chez les enfants et les adolescents.

Les campagnes de sensibilisation sur les effets néfastes de la cigarette, qui tentent surtout de convaincre les jeunes de ne pas essayer d'imiter les autres, devront donc être repensées, croit M^{me} O'Loughlin, qui avoue commencer à se demander si la prévention peut fonctionner.

« Cette recherche démontre pourquoi les messages pour arrêter de fumer ne se rendent pas jusqu'aux adolescents qui ont commencé à fumer », croit Cheryl Moyer, la directrice des programmes de contrôle du cancer à la Société canadienne du cancer.

« La dépendance physique peut avoir une influence plus forte que la pression des autres. Cette recherche sera d'une grande aide pour développer des programmes efficaces pour arrêter de fumer chez les jeunes. »

L'étude, faite par l'Université McGill, le service de santé publique de Montréal, l'Université de Toronto et l'Université du Massachusetts, sera publiée dans l'*American Journal of Preventive Medicine*. La recherche a été financée par l'Institut national du cancer du Canada, qui relève, en tant que service de recherche, de la Société canadienne du cancer.

UNE RECHERCHE DE LONGUE HALEINE

Cette recherche de longue haleine, toujours en cours, a été menée auprès de 1200 adolescents de la région de Montréal, recrutés alors qu'ils étaient en première secondaire et âgés de 12 et 13 ans. Les participants ont maintenant 16 et 17 ans.

Plusieurs fois durant l'année, les étudiants devaient remplir un questionnaire dans lequel on leur demandait s'ils avaient fumé et si oui, combien de cigarettes; s'ils ressentaient un besoin physiologique lorsqu'ils ne fumaient pas ou s'ils se sentaient obligés de fumer lorsque les autres autour d'eux le faisaient.

Les participants ont été divisés en plusieurs groupes. Les deux tiers des fumeurs quotidiens, qui fument en moyenne cinq cigarettes et demies par jour, ont démontré une dépendance au tabac. Cette proportion descend à 19,4% chez les fumeurs hebdomadaires, qui fument 10 cigarettes par semaine, et à 4,6% chez ceux qui fument au moins une cigarette par mois.

Les provinces vulnérables aux nouvelles maladies

Le Canada souffre de l'absence d'une stratégie nationale

EDMONTON (PC) — Les provinces sont vulnérables à la menace provenant des maladies comme le virus du Nil occidental et le SRAS parce que le Canada n'a pas l'expertise nécessaire pour faire face aux maladies récentes, a déclaré en fin de semaine le D^r Sunil Patel, le président de l'Association médicale canadienne.

Il a ajouté que les efforts déployés par les provinces pour traiter les crises importantes de santé publique sont compromis parce qu'il n'y a pas de stratégie nationale de « commande et de contrôle ».

M. Patel demande à Ottawa de créer un centre canadien de surveillance et de contrôle des maladies, une suggestion faite par la ministre fédérale de la Santé, Anne McLellan, plus tôt ce mois-ci, pour combler le manque de formation et d'informations disponibles sur les épidémies pour les médecins.

« Ce qui nous manque, c'est une technologie d'information et un mode de coordination pour donner le même message à tous les médecins, à travers le Canada, à tous les jours et toutes les heures », a-t-il ajouté lors d'une rencontre de l'Association médicale de l'Alberta.

« Il y a un manque de ressources humaines, de médecins formés. Les médecins ont besoin de savoir comment réagir face à ces maladies pour ne pas avoir une variété de pratiques différentes. »

Anne McLellan avait affirmé « qu'un montant d'argent important » devait être investi dans un centre canadien de contrôle des maladies.

Le D^r Patel affirme que le besoin est encore plus grand depuis que le centre américain de contrôle des maladies à Atlanta a imposé un moratoire sur la diffusion de ses informations après le 11 septembre 2001. « Nous avons besoin d'un responsable de la santé publique au Canada qui aurait le mandat de fournir les soins d'urgence. Les provinces ont réalisé avec le SRAS qu'elles sont vulnérables. »

La marche Terry Fox



À gauche, à droite! Des participants à la marche Terry Fox s'échauffent avant de prendre le départ pour cette journée qui se tenait sur les plaines d'Abraham, hier. À la marche, à la course ou en patins à roues alignées, ils ont tous participé à l'activité familiale qui se déroulait simultanément partout au Canada et dont l'objectif est d'amasser des fonds pour la recherche contre le cancer. Si seulement une cinquantaine de personnes ont pris le départ en matinée, un bilan obtenu en fin de journée a fait état de près de 200 participants et d'environ 10 500 \$ amassés.

LE SOLEIL, RAYNALD LAVOIE

Le chantier de la Gaspésia sous enquête

GILLES GAGNÉ

Collaboration spéciale

CHANDLER — La Commission de la construction du Québec enquête sur le chantier de modernisation de l'usine Gaspésia, de Chandler, à la suite d'une plainte de la CSN-Construction, qui allègue que des entrepreneurs embauchent des travailleurs vivant hors de la zone de Chandler ou hors de la région gaspésienne, pendant que des ouvriers locaux pourraient se trouver du boulot.

Dans les faits, le vice-président de la CSN, Alain Bédard, accuse carrément le Conseil conjoint des métiers de la construction, formé de la FTQ et de la Fraternité internationale des charpentiers et menuisiers, de se livrer à une campagne pour évincer les autres syndicats des grands chantiers du Québec, nommé la CSN et la CSD, déjà très minoritaires dans ce domaine.

Toutefois, le pouvoir de la Commission de la construction du Québec se limite à vérifier si les règles de mobilité interrégionales sont respectées sur un chantier, précise le porte-parole de l'organisme, André Martin.

« Généralement, nos inspecteurs font un certain nombre de vérifications, un groupe d'une dizaine d'employés par exemple, afin de voir s'ils ont leur carte de compétence, et s'ils respectent les règles, quand ils sont hors région (...) Mais ce n'est pas notre juridiction de vérifier s'il y a du harcèlement pour qu'un syndicat établisse un monopole », assure M. Martin.

Même quand les règles de mobilité interrégionales sont outrepassées, la Commission de la construction du Québec ne peut appliquer de sanctions. « On peut recommander des poursuites pénales, mais c'est exceptionnel », ajoute André Martin.

En cas d'infraction, pour la question de mobilité interrégionales ou en cas de harcèlement visant à instaurer un monopole, il appartient généralement au syndicat de déposer une plainte au ministère du Travail, qui nommera un arbitre ou qui instituera une enquête pour clarifier la situation. Le syndicat peut même déposer une plainte à la police, s'il suspecte un acte criminel, note M. Martin.

UN OU DEUX CAS DEPUIS LE DÉBUT

Depuis le début du chantier de l'usine Gaspésia, il y a un an, la Commission de la construction du Québec a enregistré « un ou deux cas » de mobilité interrégionale ne respectant pas les règles du travail. André Martin estime que l'enquête en cours ne sera pas de tout repos.

« Il y a 630 ouvriers sur ce chantier. C'est un travail gigantesque. C'est assez vivant, un chantier. Il y a des travailleurs qui sont là une semaine et qui sont partis la semaine suivante », explique-t-il.

Il n'ose pas à ce stade évaluer le temps qu'il faudra pour vérifier les allégations de la CSN-Construction. « Le dossier est en traitement », dit M. Martin.

LES PRIX

Beauport

MAZDA

WOW!

Protégé SE 2003

4 portes



169\$

0%
AUCUN
PAIEMENT
AVANT
JANVIER
2004

+ 0% pendant 4 ans à l'achat
sur tous nos véhicules 2003
en inventaire

OUVERT

SERVICE ET PIÈCES
du lundi au vendredi
de 7 h 30 à 22 h

Beauport
MAZDA

585, rue Clémenceau,
Beauport,
Aut. de la Capitale, sortie Seigneuriale

667-3131

PRÊT À ROULER
GARANTIE LEADERSHIP MAZDA
ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES MAZDA

MAZDA

MAZDA

Taux d'intérêt réduit
Prix incroyable
Uniquement chez Rinfret Volkswagen

2,9%**
à l'achat (jusqu'à 60 mois)
ou des rabais extraordinaires
à l'achat comptant

L'incroyable
Golf CL
2003

À partir de 17 950\$

- Boîte manuelle de 5 vitesses
- Radio AM/FM, cassette 8 haut-parleurs
- Freins à disque antiblocage aux 4 roues
- Quatre coussins gonflables
- Volant télescopique
- Garantie de 4 ans ou 80 000 km pare-chocs à pare-chocs
- Et beaucoup plus...

* Attention : pour les propriétaires de Volkswagen des années 1999-2000 et 2001 ou leur conjoint ou enfant demeurant à la même adresse, un surcoût supplémentaire de 1000\$ vous attend à l'achat ou à la location de n'importe quel modèle Volkswagen 2003. C'est notre façon de vous remercier pour votre fidélité. Offre valide jusqu'au 31 octobre 2003.

RINFRET
VOLKSWAGEN
5355, boul. de la Rivière-Sud, Lévis 833-2133

Êtes-vous fait pour Volkswagen?

Financement à l'achat ou financement à l'achat de toutes les Mazda neuves et rebâties à la date de livraison du véhicule à l'acheteur. Le nombre de mensualités, choisi par le client, n'est pas réduit mais repartie de 3 mois. Aucun intérêt pendant les premiers 60 jours. Après cette période, le montant du capital ainsi que les intérêts doivent être payés en fonction du terme prévu au contrat. *Taux de location personnalisée Mazda: offres portant uniquement sur la location ou détail des Mazda Protégé SE 2003 (modèle 24XMS3800), des Mazda Protégé 2003 (modèle 24XMS3800) neuves. Comptant initial ou échange équivalent et premier versement mensuel exigés. Aucun dépôt de sécurité requis sur les modèles annoncés et sur les Mazda (modèles 640S4800 et 640S4800 seulement), offres soumises à l'approbation de Crédit Mazda Canada inc. limite de 80 000 km. Frais de 8¢ le km additionnel. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription ou registre des droits personnels et réels mobiliers (DRPM) en sus. **Rapports de l'IRAPIC 2001 et 2002. **Tests effectués aux É.-U. sur la Mazda 2003. Indice de sécurité le plus élevé accordé par la NHTSA des É.-U. à la fois pour le conducteur et les passagers, lors de tests d'impact frontal. Les modèles illustrés peuvent être offerts en option ou de série sur d'autres modèles. Certains équipements illustrés peuvent être offerts à titre indicatif seulement. Les concessionnaires peuvent varier selon les concessionnaires. Les concessionnaires peuvent varier selon les concessionnaires. Les concessionnaires peuvent varier selon les concessionnaires. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 8 septembre 2003.

INFORMEZ-VOUS AU SUJET DU PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLOMÉS.

L'ÉVÉNEMENT
DE À VOUS
JOUER
mazda

0%
DE FINANCEMENT À L'ACHAT
JUSQU'À 48 MOIS[†]
PLUS AUCUN PAIEMENT AVANT
90 JOURS^{††}

De nouveau
« Le meilleur achat de sa catégorie »
Le Guide de l'auto 2003, Jacques Duval

Mazda Protégé SE 2003

ou Louez à partir de

169\$
PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 2 100\$



Modèle ES-GT illustré

LOCATION 48 MOIS*		
Mensualités	Comptant	Dépôt de sécurité
169\$	2 100\$	0\$
179\$	1 650\$	0\$
189\$	1 250\$	0\$

Les Protégé et Protégé5,
les plus vendues au Québec depuis 2 ans.*



Meilleur achat Carguide 2003

Mazda Protégé5 2003

ou Louez à partir de

229\$
PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 2 100\$

ou louez à 279\$ PAR MOIS, POUR 48 MOIS* ET 0\$ COMPTANT

ET 0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ SUR CES 2 OFFRES

« Le meilleur achat de sa catégorie »
Le Guide de l'auto 2003, Jacques Duval

GAGNANTE
de plus de
50 prix internationaux



Modèle GT-V6 GFX illustré

mazda 6 2004
GS 4 cylindres

Louez à partir de

299\$
PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

ou louez à 345\$ PAR MOIS, POUR 48 MOIS* ET 0\$ COMPTANT

ET 0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ SUR CES 2 OFFRES

ou Obtenez 2,9% de financement à l'achat jusqu'à 36 mois[†]

★★★★★
Indice de sécurité
le plus élevé lors d'impact**

« Coup de cœur »
Le Guide de l'auto 2003, Jacques Duval

vroum-vroum

PRÊT À ROULER

NOTRE ENGAGEMENT VOUS CERTIFIE QUE VOTRE NOUVELLE MAZDA EST INSPECTÉE, REÇOIT DES PROTÈGE-TAPIS ET UN PLEIN D'ESSENCE À LA LIVRAISON.
GARANTIE LEADERSHIP MAZDA
Garantie complète de 3 ans ou 80 000 km et de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur.
ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES MAZDA
Renseignez-vous sur le programme d'assistance routière Mazda, offert gratuitement avec toute nouvelle Mazda.



mazda

www.mazda.ca

LOCATION MAZDA

PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLOMÉS

Les concessionnaires Mazda du Québec

LE QUÉBEC ET LE CANADA

UN MILLIARD \$ EN BAISSSES D'IMPÔT

Charest réitère ses promesses

MYLÈNE MOISAN
MMoisan@lesoleil.com

■ LAVAL — Jean Charest a promis de remettre un milliard \$ aux contribuables, il jure aujourd'hui qu'il tiendra parole.

« On a dit aux Québécois qu'il y aura une réduction d'impôts d'un milliard \$ dans le prochain budget, eh bien, il y aura un milliard \$ de réduction d'impôts dans le prochain budget », a lancé le premier ministre à quelques centaines de militants libéraux réunis en conseil général à Laval.

Le discours de clôture prononcé hier a repris les grandes lignes du discours inaugural prononcé en juin à l'Assemblée nationale, à la différence, justement, de la fermeté de la promesse sur les baisses d'impôt. « Sur cinq ans, nous visons à réduire l'impôt des particuliers d'une moyenne de 27% »,

avait alors dit le premier ministre, alors que tout le reste de ses affirmations étaient conjuguées au futur simple.

Hier, dans un long aparté à partir de quelques lignes de son texte prévues à ce sujet, il a corrigé la conjugaison d'une de ses principales promesses électorales. « Les impôts élevés ça fait fuir l'investissement, ça incite les gens à aller voir ailleurs et ça nous rend la vie plus difficile. Le gouvernement précédent en avait fait la démonstration. Pourquoi pensez-vous qu'il était rentré dans les programmes de crédits d'impôt ? C'était devenu le

délicat cette affaire-là. Parce qu'il fallait contrebalancer ce régime d'impôts très élevé. Nous, évidemment, on a une autre vision et on va la respecter. »

Totalement opposé à l'assertion selon laquelle « payer plus d'impôt, ça nous permet d'avoir plus de services », le chef libéral a fait de cet engagement une « question de justice sociale envers les jeunes familles et la classe moyenne. Parce qu'on a le droit de travailler et d'en retirer les fruits ».

Sortant de nouveau de son texte, il a déboulonné l'approche du gouvernement précédent. « On n'a pas à se culpabiliser parce qu'on travaille fort et qu'on veut retirer les fruits de notre travail. Et ce n'est pas vrai qu'on a à être les plus imposés, en fait c'est le contraire. Si j'avais demandé à mon gouvernement de me faire un pro-

gramme pour encourager les jeunes à aller voir ailleurs qu'au Québec, on ne ferait pas mieux qu'un régime d'impôts où un célibataire paye 40% plus d'impôt au Québec qu'en Ontario. »

Une fois sa promesse réitérée, M. Charest a laissé à son ministre des Finances, Yves Séguin, le choix des modalités d'application tant qu'elles privilégient les familles, la classe moyenne et que les baisses accordées rencontrent le milliard promis. Le premier ministre n'a ainsi pu indiquer si les contribuables auraient droit aux réductions dès le dépôt du budget ou au cours des mois suivants.

Ce qui importe, a réitéré M. Charest c'est de « sortir les Québécois de l'état, d'augmenter la qualité de vie. Je veux qu'on rejoigne la moyenne canadienne. Ce n'est pas une révolution, mais, pour moi, c'est fondamental. »



Le premier ministre Jean Charest

LA FONCTION PUBLIQUE
ET LES LIBÉRAUX

Simard prévoit des jours sombres

La réingénierie de l'État viserait plus à sauver des sous, selon lui

GILBERT LEDUC
GLeduc@lesoleil.com

Maintenant assis sur les banquettes de l'opposition, l'ex-président du Conseil du Trésor et ancien ministre de l'Éducation, Sylvain Simard, prédit des jours sombres pour l'administration publique québécoise sous la gouverne libérale.

« Je n'ai pas l'impression que l'opération de réingénierie, lancée en vase clos sans trop grand souci de transparence, vise véritablement à améliorer le fonctionnement de l'État. J'y vois plutôt une manœuvre pour sauver des sous et permettre au gouvernement de réaliser sa promesse de baisser les impôts », a déclaré au SOLEIL le député péquiste de Richelieu et porte-parole de l'opposition officielle pour les dossiers se rapportant au Conseil du Trésor.

Il ne fait pas de doute, selon M. Simard, que la réingénierie est guidée par une idéologie néo-libérale qui préconise un désengagement de l'État, une diminution de la taille de l'administration et un recours accru au secteur privé.

« Chercher à vouloir réduire le rôle de l'État pour réaliser des économies à très court terme risque de conduire rapidement le Québec vers des problèmes majeurs de société. Sans verser dans le catastrophisme, rappelons-nous de Walkerton », lance M. Simard en précisant que les compressions budgétaires imposées par le gouvernement ontarien de Mike Harris figuraient parmi les causes de ce drame humain. En mai 2000, sept personnes sont mortes et 2500 ont été malades à la suite de la contamination du système d'approvisionnement en eau potable de cette municipalité.

« Je ne dis pas qu'il n'y a pas une révision à faire dans l'appareil public, je dis tout simplement qu'il faut agir de façon responsable et respecter les principes de solidarité et d'universalité auxquels les Québécois sont attachés », a déclaré M. Simard en rappelant que si le Parti québécois avait été réélu, il aurait imposé une cure minceur à l'État en réduisant, par exemple, le nombre de ministères et d'organismes.

Par ailleurs, le député péquiste trouverait déplorable que la présidente du Conseil du Trésor, Monique Jérôme-Forget, fasse table rase des efforts mis de l'avant par l'ancien gouvernement pour moderniser le rôle de l'État en axant la gestion des services publics sur les besoins de la population et en obligeant les ministères et organismes à rendre des comptes.

À l'époque où il présidait le Conseil du Trésor, Sylvain Simard veillait à la réalisation du projet de gestion intégrée des ressources humaines, matérielles et financières du gouvernement (GIRE). Aujourd'hui, la poursuite de la réalisation du projet est compromise. La ministre Jérôme-Forget attend le rapport final d'un comité d'experts pour décider du sort de GIRE.

« Nous savons qu'une première version du rapport a été déposée et que la ministre n'a pas aimé les conclusions et qu'elle a demandé à ses experts de refaire leur travail. J'aimerais bien lire le contenu de cette première version du rapport ».

Encore là, Sylvain Simard avance que le gouvernement ne doit pas saboter le projet de 345 millions \$ parce qu'il prétend que les coûts sont trop élevés. Un jour ou l'autre, selon lui, il faudra moderniser les systèmes informatiques de gestion et la facture risque d'être encore plus élevée si l'on reporte les investissements à plus tard.

Sylvain Simard est inquiet de constater que l'opération de rajeunissement et d'intégration des membres des communautés culturelles à la fonction publique amorcée par les péquistes risque d'en prendre pour son rhume si le gouvernement libéral s'entête à couper les budgets des ministères. Vieillesse et composée essentiellement de Québécois de souche, l'administration publique va devenir encore moins représentative de la société québécoise.

À la veille des négociations pour le renouvellement des conventions collectives dans le secteur public, le critique Simard conseille au nouveau gouvernement de régler le dossier de l'équité salariale au plus tôt « sinon le climat des relations de travail va s'empoisonner ».

Le gouvernement doit surtout éviter que le dossier aboutisse devant les tribunaux, ce qui risque, en bout de course, de coûter pas mal plus cher à l'État. Il cite le cas du gouvernement fédéral qui a été obligé de verser 3,5 milliards \$ à 230 000 fonctionnaires à la suite du jugement d'un tribu-



Les députés fédéraux sont de retour aux Communes aujourd'hui.

La dernière session sous Jean Chrétien

Le mariage gai dominera les débats à Ottawa

ISABELLE RODRIGUE
Presse canadienne

OTTAWA — Les députés fédéraux seront de retour à la Chambre des communes, hier, pour entamer la dernière session de Jean Chrétien à titre de premier ministre du Canada et chef des libéraux, une session qui sera largement dominée par le débat sur le mariage gai.

L'affrontement entre les tenants des deux camps débutera sur les chapeaux de roues, avec la tenue d'une journée de l'opposition, mardi. L'Alliance canadienne entend forcer, dès cette journée-là, un vote des députés pour définir le mariage comme une union entre un homme et une femme.

Ce vote ne mettra cependant pas un terme au débat puisque la question se trouve devant la Cour suprême du Canada, qui pourrait au mieux rendre sa décision dans un an. Plusieurs députés libéraux font aussi pression pour que le gouvernement tienne dès maintenant un vote sur le renvoi devant le plus haut tribunal du pays et ainsi vider la question.

Les travaux législatifs risquent également d'être perturbés par la campagne au leadership et le changement de garde qui s'annonce à la tête du gouvernement. Plusieurs estiment que les libéraux ne voudront pas revenir au Parlement après le congrès au leadership de la mi-novembre, afin d'éviter les difficultés qu'une cohabitation pourrait créer.

Vendredi, le leader du gouvernement en Chambre, Don Boudria, a soutenu qu'il avait planifié un automne très rempli au plan législatif. Les libéraux changent de chef, admet-il, mais le prochain premier ministre ne doit entrer en fonction qu'en février.

« C'est un nouveau gouvernement, peut-être, mais avec le même parti au pouvoir et l'agenda parlementaire que je connais continue jusqu'au moment où il y aura ordre de faire de façon différente », a poursuivi M. Boudria, qui est convaincu qu'il y a assez de projets de loi en branle pour occuper les parlementaires jusqu'en décembre.

Ce n'est pas l'avis des partis d'opposition, qui font le pari que les libéraux voudront s'éclipser dès l'élection du prochain chef par les militants.

En ce sens, le gouvernement appuiera sur l'accélérateur pour les projets de loi qu'il considère prioritaires.

« Ils vont essayer d'avoir l'air très occupés, mais je crois plutôt qu'ils vont tenter d'en finir le plus rapidement possible », estime John Reynolds, leader de l'Alliance canadienne en Chambre. Pour le député de la région de Vancouver, le gouvernement met actuellement tout en place pour avoir l'option d'ajourner les travaux.

« Quand vous regardez l'ordre du jour de la première semaine, il y a deux journées d'opposition », souligne M. Reynolds. Un nombre minimal de ces journées doit avoir lieu avant de permettre la suspension des travaux.

Si la lutte aux mariages des couples de même sexe occupera une bonne partie des efforts de l'Alliance, cet automne, l'opposition officielle entend également ramener sur le tapis les dépenses militaires et la sécurité aux frontières.

De son côté, le Bloc québécois reprendra encore une fois le flambeau de l'assouplissement des règles de l'assurance-emploi. Les députés bloquistes réclameront aussi la mise en place de mesures pour venir en aide à l'industrie du bois d'œuvre.

Outre les projets de loi et les priorités de l'opposition, d'autres sujets feront surface. La question de la participation du Canada au bouclier antimissile, le financement des soins de santé, la création d'une carte d'identité comportant des données biométriques, pour ne nommer que ces sujets, retiendront sûrement l'attention.

Et c'est sans compter les vieux scandales et les controverses qui poursuivront les libéraux. Les enquêtes de la Gendarmerie royale du Canada dans le programme des commandites et celle de la vérificatrice générale sur la gestion du bureau du commissaire à la vie privée susciteront sans aucun doute des critiques et des questions.

En parallèle à l'activité sur la colline parlementaire, tous les partis se mettront aussi, peu à peu, en mode électoral. Déjà, ils ont visiblement changé de cible, s'adressant et critiquant plus souvent le favori dans la course au leadership, Paul Martin, que l'actuel premier ministre lui-même.

RESSOURCES
HUMAINES CANADA

Employés congédiés à la suite d'une enquête de police

OTTAWA (PC) — Plus d'une demi-douzaine de fonctionnaires ont été « retirés » de leur poste au ministère du Développement des ressources humaines à la suite d'une enquête de police sur des projets financés par un des programmes de subventions du ministère, révélait le quotidien *Ottawa Citizen*, hier.

Les programmes en question avaient été au cœur d'un scandale qui hante toujours le gouvernement de Jean Chrétien.

Selon certaines sources, une enquête de police entreprise relativement à une autre affaire a conduit les policiers à un bureau torontois du ministère, où travaillaient ces fonctionnaires, ce qui a déclenché la pire crise au sein du ministère depuis la tempête due à la découverte de la mauvaise gestion des quelque 3 milliards \$ par an que ce ministère attribue en subventions.

Il semble que le système de gestion et de vérification du ministère, adopté pour améliorer la tenue des dossiers et contrer la mauvaise gestion, n'ait pas permis d'identifier le problème. C'est plutôt la police qui a fourni le tuyau à de hauts fonctionnaires, il y a plusieurs mois, selon le quotidien.

Ces hauts fonctionnaires ont aussitôt commencé à collaborer à l'enquête de police, ont lancé leur propre révision à l'interne puis fait appel à la Gendarmerie royale du Canada. La révision interne a donné lieu à des « mesurés disciplinaires » contre un certain nombre d'employés, a déclaré Douglas Rimmer, sous-ministre adjoint aux communications pour le Développement des ressources humaines.

Il a refusé de dire si les employés — dont certains auraient été congédiés, d'autres suspendus — travaillaient tous au sein du même bureau, pour ne pas risquer de compromettre l'enquête de police. Ladite enquête de la police se poursuit toujours et aucune accusation n'a été portée.

La nouvelle de l'enquête survient à un mauvais moment pour le gouvernement, dans la foulée des accusations qui viennent d'être portées à la suite du scandale des commandites au ministère des Travaux publics. L'enquête sur le bureau de Toronto va ramener sous les feux de la rampe l'affaire de la mauvaise gestion aux Ressources humaines, rendant le gouvernement vulnérable aux attaques des partis d'opposition au retour des députés.

Elle survient aussi au moment où le gouvernement tente de faire adopter son projet de loi sur la réforme de la fonction publique et fait face à des pressions sans précédent en faveur de l'adoption de lois sur les dénonciateurs, visant à protéger les fonctionnaires qui dénoncent des irrégularités. Mais des fonctionnaires soulignent que cette enquête porte sur les agissements irréguliers « d'individus », et pas sur la gestion des 60 programmes de subventions et de contributions du ministère.

Les syndicats dénoncent les intentions de Charest sur la sous-traitance

MONTRÉAL (PC) — L'intention du gouvernement Charest, annoncée hier, de revoir l'article 45 du Code du travail pour permettre davantage de sous-traitance dans le secteur public a donné lieu à de vives réactions. Les syndicats québécois montent aux barricades pendant que le Conseil du patronat se réjouit de la nouvelle.

Les leaders syndicaux québécois n'ont pas tardé à réagir au discours du premier ministre Charest, prononcé en guise de clôture au conseil général du Parti libéral.

« Sur les modifications à l'article 45 du Code du travail, nous sommes complètement fermés! » a tonné hier après-midi le président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), Henri Massé, lors d'une entrevue avec *La Presse*.

M. Massé, qui était à Cancun hier pour participer au sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a promis de s'attaquer au dossier dès son retour à Montréal aujourd'hui.

« Nous ne sommes pas contre la sous-traitance. On sous-traite abondamment au Québec, mais nous sommes contre

l'idée d'enlever toutes les conditions qui réglementent le recours à la sous-traitance », exposait M. Massé, convaincu qu'une déréglementation complète pourrait mener à la détérioration des conditions de travail et à la baisse des salaires au Québec.

À la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la réaction a été tout aussi virulente hier. Selon la présidente Claudette Carbonneau, le gouvernement ouvrira une boîte de Pandore en s'attaquant à l'article 45, qui réglemente les conditions dans lesquelles la sous-traitance est acceptable.

M^{me} Carbonneau n'est pas très enthousiaste non plus à l'idée de réduire le nombre d'accréditations syndicales dans les hôpitaux. Au dire de la leader syndicale, la négociation des conventions collectives échues dans le secteur public ainsi que la question de l'équité salariale sont déjà deux gros dossiers auxquels devra faire face le gouvernement à court terme.

« Ce n'est pas le temps d'entreprendre un autre grand chantier et de nous dire, pour les deux autres déjà entamés, qu'il n'y a plus de service au nu-

méro que nous avons composé », lance M^{me} Carbonneau. Elle rencontrera les médias ce matin pour présenter l'ordre du jour de la CSN cet automne.

Le président du Conseil du patronat, Gilles Taillon, a accueilli de son côté les deux annonces de M. Charest au sujet du marché du travail avec le plus grand enthousiasme.

« Les modifications à l'article 45 vont nous permettre de créer plus d'emplois et, par conséquent, de faire baisser le chômage », a dit M. Taillon, qui croit qu'une plus grande flexibilité permettra au Québec de rattraper son retard sur le reste de l'Amérique du Nord.

La réduction du nombre d'accréditations syndicales en milieu hospitalier croît aussi à un véritable problème, croit M. Taillon.

L'enthousiasme de M. Taillon n'est pas partagé par le Collectif pour un Québec sans pauvreté, qui craint que les nouvelles orientations présentées par le gouvernement Charest aient des effets néfastes sur les plus démunis du Québec en précarisant davantage le marché du travail et en réduisant la taille de l'État.

Les francophones outrés par les propos du maire d'Ottawa

OTTAWA (PC) — La reconnaissance officielle du caractère bilingue de la ville d'Ottawa se retrouve dans une impasse en pleine campagne électorale ontarienne.

La semaine dernière, le maire d'Ottawa, Bob Chiarelli, a affirmé dans une entrevue au quotidien « Ottawa Citizen » qu'il n'était pas prioritaire pour lui de faire reconnaître la municipalité d'Ottawa officiellement bilingue par le gouvernement ontarien.

Contactée à son domicile, hier, M. Chiarelli a dit qu'il ne commenterait plus le dossier du bilinguisme, tant que le prochain parti au pouvoir ne sera pas connu. M. Chiarelli a également refusé de confirmer si ses propos rapportés dans le « Ottawa Citizen », vendredi dernier, étaient fondés ou pas.

S'ils sont élus, le 2 octobre, les libéraux de Dalton McGuinty veulent effectuer les changements législatifs pour qu'Ottawa devienne officiellement bilingue, mais pas question de prendre les devants et de l'imposer.

« Nous n'imposerons pas le bilinguisme à Ottawa, a confirmé M. McGuinty, samedi midi. C'est à la municipalité d'Ottawa de refléter ses caractéristiques bilingues. »

Les réactions de frustration et d'incompréhension ont fusé de partout, depuis que les déclarations de M. Chiarelli ont été publiées. La question du bilin-

guisme de la ville d'Ottawa demeure un sujet très délicat, dans la presse anglophone et francophone de la région. Plusieurs anglophones de la capitale fédérale ne veulent absolument pas voir leur ville obtenir ce statut. Pour les francophones, la reconnaissance bilingue est primordiale, pour plusieurs raisons.

Le président de l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) de Prescott et Russell, Jean Poirier crie à l'opportunisme politique. « Il faut absolument qu'Ottawa soit reconnu officiellement bilingue, a-t-il déclaré, au cours d'un entretien téléphonique. Si les propos de Chiarelli publiés la semaine dernière sont vrais, la situation est horrible. À deux mois des élections municipales, ces déclarations puent l'opportunisme politique à plein nez. »

La présidente de l'ACFO d'Ottawa, Maxine Hill, n'en revient tout simplement pas de la tournure des événements. « Sa déclaration dans les journaux m'a vraiment déçue. Chiarelli est un seul membre du conseil municipal. Avant les élections municipales de novembre, nous devons sonder les candidats aux différents sièges d'élu de la ville d'Ottawa et faire pression sur eux. »

Le critique libéral aux affaires francophones, Jean-Marc Lalonde, voit la chose du même oeil. « Il est important que les élus municipaux prennent le leadership dans ce dossier. »

Générallemand, une telle offre ne dure pas longtemps.



Profitez sans plus attendre du **Blitz 2003**. Ces merveilles de la technologie allemande que sont les **Jetta, Golf, New Beetle et Passat** vous sont offertes à seulement **2,9 % de financement à l'achat sur 60 mois**. Et ce n'est pas tout, un large éventail d'**offres exceptionnelles à la vente ou à la location** vous attend chez votre concessionnaire. Mais dépêchez-vous, car nerveuses comme elles sont, les **Volkswagen 2003** risquent de partir très vite.

L'offre se termine le 30 septembre 2003.

Certaines exceptions s'appliquent.*

Êtes-vous fait
pour Volkswagen?



1 888 ROULE VW | vw.ca

*L'offre s'applique à tous les véhicules à essence 2003, neufs, en stock, à l'exception de la GTI Édition 20^e anniversaire, de la New Beetle décapotable et de l'EuroVan. Photo à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation de crédit de Volkswagen Finance, une division de Crédi VW Canada Inc. Offre en vigueur à compter du 3 septembre 2003. Cette offre est d'une durée limitée et peut être retirée en tout temps sans préavis. Chez les concessionnaires Volkswagen participants du Québec seulement. Quantité limitée. Les stocks peuvent varier d'un concessionnaire à l'autre. Ne s'applique qu'aux particuliers. Tous les détails sur vw.ca et chez votre concessionnaire.

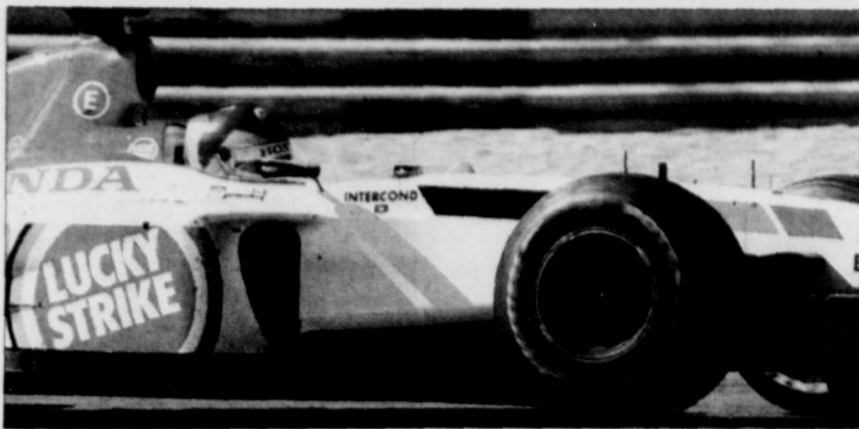
L'Allemagne dépose un recours contre l'interdiction de la publicité pour le tabac dans l'UE

BERLIN (AFP) — L'Allemagne a déposé un recours auprès de la Cour européenne de justice (CEJ) contre l'interdiction prochaine de la publicité pour le tabac dans l'Union européenne, a indiqué hier un porte-parole du ministère des Finances.

« Il y a des divergences juridiques (entre l'Allemagne et l'UE) sur les possibilités d'effectuer de la publicité pour le tabac », a déclaré à l'AFP le porte-parole, Joerg Mueller. Il confirmait ainsi des informations de l'hebdomadaire allemand *Focus* à paraître aujourd'hui.

Le porte-parole a estimé que les justifications de la Commission européenne eu égard à cette interdiction étaient « exagérées ».

L'Allemagne avait annoncé en février qu'elle comptait saisir la Cour



Le parrainage par les cigarettiers d'événements comme les Grands Prix de F1 sera interdit dans l'Union européenne au plus tard en juillet 2005.

européenne de justice, deux mois après l'adoption d'une directive européenne sur l'interdiction de la publicité pour le tabac.

Selon ce texte, le parrainage par les cigarettiers d'événements comme les Grands Prix de Formule 1 et la publicité pour le tabac dans la presse sera définitivement interdit dans toute l'Union européenne au plus tard en juillet 2005.

Cette nouvelle réglementation avait été approuvée à la majorité qualifiée des ministres de la Santé de l'UE, contre l'avis de l'Allemagne et du Royaume-Uni.

Une précédente directive de 1998, qui interdisait toute forme de publicité pour le tabac avait déjà été cassée en 2000 par la Cour européenne de justice, à la suite d'un recours de l'Allemagne. La CEJ avait estimé que la publicité indirecte, par affichage ou au cinéma, relevait des seules lois nationales.

EN BREF LOI ANTITABAC Couillard nie toute modification

■ LAVAL — Le ministre québécois de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard, soutient qu'il n'est pas question d'apporter des modifications à la Loi sur le tabac afin de permettre la tenue du Grand Prix de Formule 1 du Canada, à Montréal, l'été prochain. M. Couillard a ainsi réagi à la rumeur lancée par TSN à l'effet que les gouvernements du Québec et d'Ottawa étaient sur le point de conclure une entente pour repousser l'application de la loi antitabac à 2006. Le ministre Couillard a précisé que la position du gouvernement Charest dans ce dossier demeurait la même, soit aucun changement législatif à court ou moyen terme. (PC)

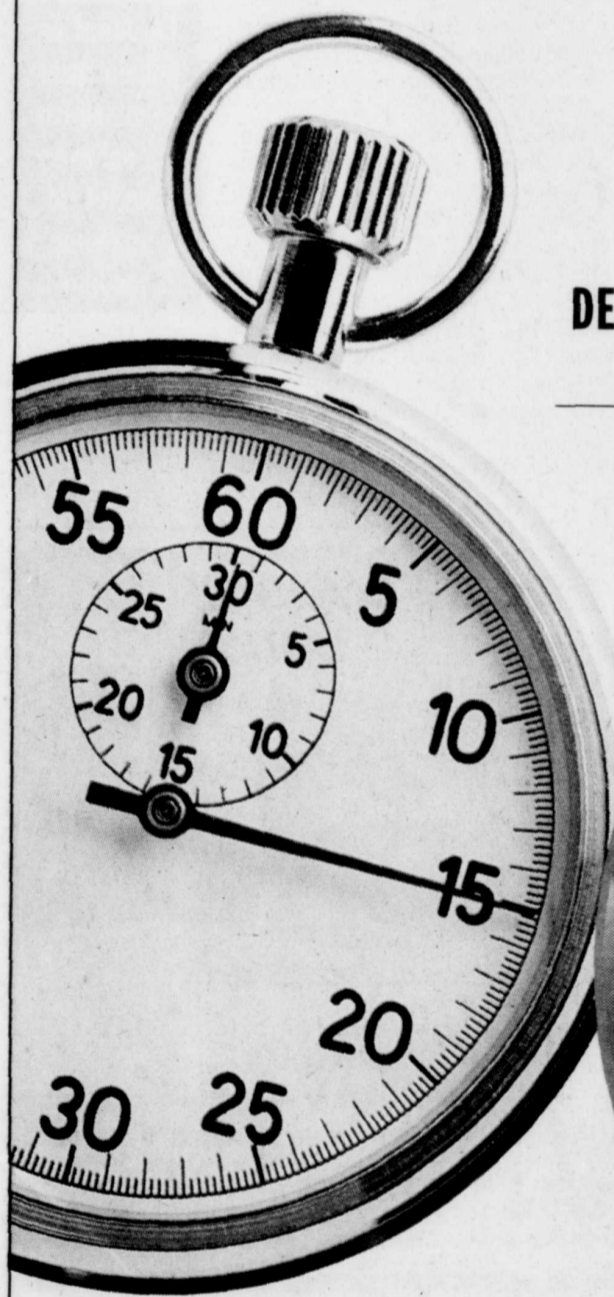
BIEN PLUS.



GRANDE LIQUIDATION GM

PROFITEZ DES MEILLEURES OFFRES DE L'ANNÉE.

LES OFFRES DE LOCATION SE TERMINENT LE 30 SEPTEMBRE.



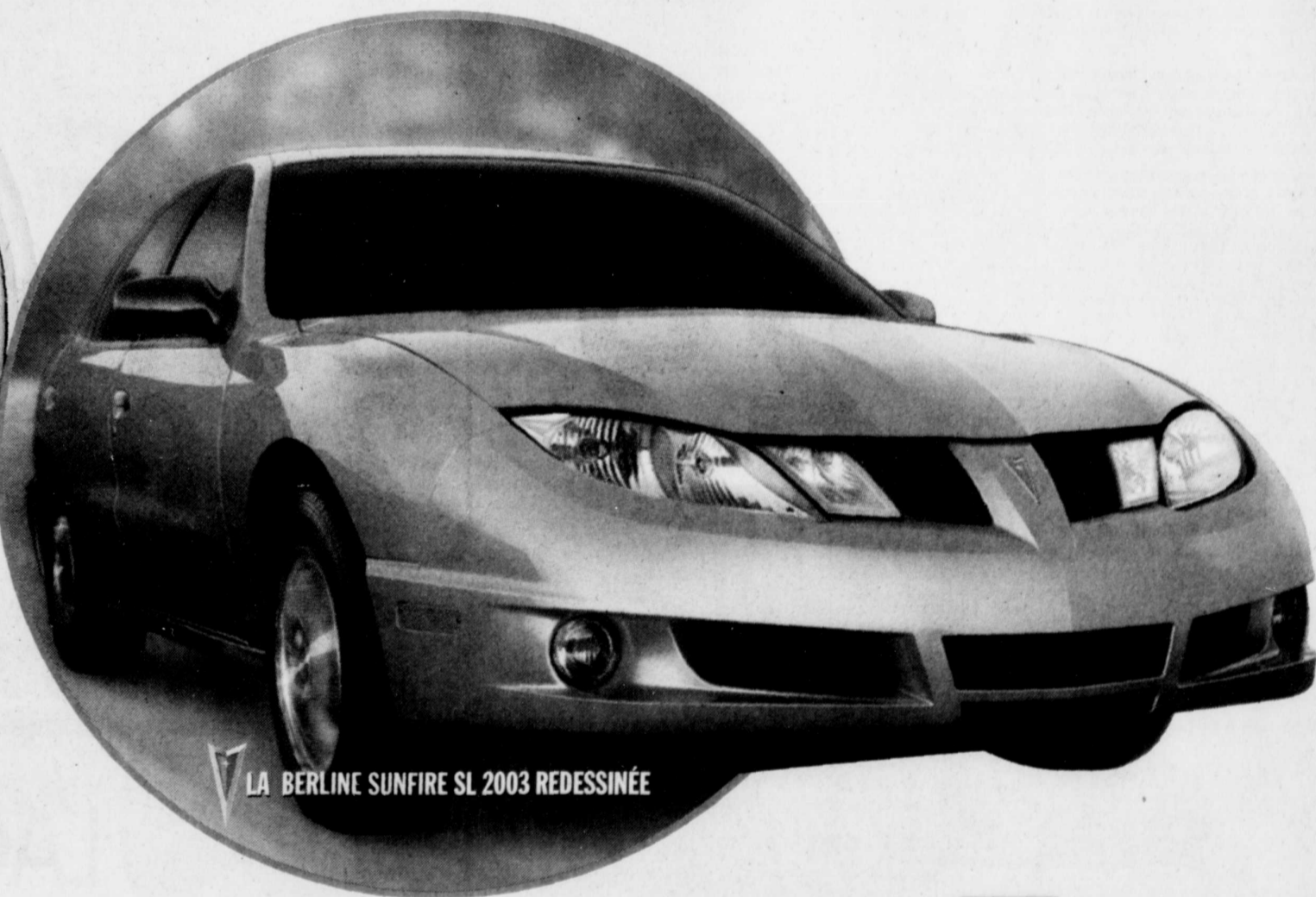
0%

DE FINANCEMENT À L'ACHAT
PENDANT 60 MOIS*

PLUS

1000\$ de réduction

À L'ACHAT OU À LA LOCATION,
SUR PRESQUE TOUS
LES MODÈLES 2003.



LA BERLINE SUNFIRE SL 2003 REDESSINÉE

LOCATION

198\$/mois*

TERME DE 48 MOIS
INCLUT LA RÉDUCTION DE 1000\$*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS.
TAXES EN SUS.

0\$ comptant
dépôt de sécurité*

LOCATION 48 MOIS	
MENSUALITÉ	COMPTANT (ou échange équivalent)
148\$	2 353\$
177\$	1 000\$

Sunfire SL 2003 4 portes

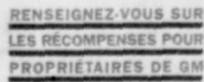
- Moteur ECOTEC 2.2L de 140HP
- Nouvelles lignes épurées
- Phares antibrouillard de série
- Tenue de route et maniabilité améliorées
- Transmission manuelle 5 vitesses Getrag
- Système antivol PASSLock
- 2 sacs gonflables à déploiement adapté
- Garantie 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sans franchise

ACHAT

241\$/mois**

TERME DE 60 MOIS
INCLUT LA RÉDUCTION DE 1000\$*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS.
TAXES EN SUS.

0\$ comptant**



L'Association des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant au modèle neuf 2003 en stock suivant : Sunfire SL (2JB69/P7A). Photo à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits payables à la livraison. * Paiements mensuels basés sur un terme de 60 mois sans versement initial (voir tableau). À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. ** Paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois sans versement initial (voir tableau). À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. *Le crédit de 1000\$ comprend les taxes applicables et est inclus dans les offres de cette publicité. Taux de financement à l'achat de 0% disponible pour des termes allant jusqu'à 60 mois. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcandata.com ou au 1 800 463-7483.



AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS
Également placés gratuitement sur Internet
www.appels.doffres.com

VILLE DE QUÉBEC
APPEL D'OFFRES

SERVICES DE FOURRIÈRE À VOCATION MUNICIPALE ET CENTRE D'EXPERTISES (PÉRIODE DU 1^{er} NOVEMBRE 2003 AU 31 OCTOBRE 2006 AVEC OPTION DE PROLONGATION DE 2 ANS) - VQ-32269

Description des travaux : La Ville de Québec désire retenir les services d'une entreprise pour la fourniture et l'exploitation d'une fourrière à vocation municipale pour véhicules routiers ainsi que la mise à la disposition de son Service de police d'un centre d'expertises pour véhicules routiers.

Documents d'appel d'offres : Disponibles chez MERX (1) (2)

Dépôt des soumissions : au plus tard le 1^{er} octobre 2003 à 14h15, date et heure de l'ouverture publique (3)

Le 10 septembre 2003

La greffière de la Ville, Josette Tessier, notaire, o.m.a.

SERVICES DE REMORQUAGE ET DE DÉPANNAGE DE VÉHICULES (PÉRIODE DU 1^{er} NOVEMBRE 2003 AU 31 OCTOBRE 2005) - VQ-32072

Documents d'appel d'offres : Disponibles chez MERX (1) (2)

Dépôt des soumissions : au plus tard le 1^{er} octobre 2003, 14h15, date et heure de l'ouverture publique (3)

Le 10 septembre 2003

La greffière de la Ville, Josette Tessier, notaire, o.m.a.

AVIS AUX SOUMISSIONNAIRES

(1) MERX (<http://www.merx.bmo.com>) ou au 1-800-964-6379 ou CONSTRUCTO (<http://www.constructo.ca>) ou au 1-800-482-2432.

(2) L'obtention des documents est sujette à la tarification de ces organismes.

(3) Les soumissions seront reçues à l'Hôtel de Ville, 2, rue des Jardins, bureau 551, Québec, G1R 4S9.

Renseignements administratifs : Service des approvisionnements au (418) 641-6164.

Des garanties financières et d'autres exigences peuvent être indiquées dans les documents d'appel d'offres.

À moins d'indication contraire, ces appels d'offres sont assujettis à l'annexe 502.4 de l'Accord sur le commerce intérieur (A.C.I.) et lorsque applicable à l'Accord de libéralisation des marchés publics du Québec et de l'Ontario (A.Q.O.).

La Ville n'encourt aucune responsabilité du fait que les avis écrits ou documents quelconques véhiculés par système électronique soient incomplets ou comportent quelque erreur ou omission que ce soit. En conséquence, tout soumissionnaire doit s'assurer, avant de soumissionner, d'obtenir tous les documents relatifs à ces appels d'offres.

La Ville ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

VILLE DE QUÉBEC
APPEL D'OFFRES

SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS CAMIONNEUSES ET CAMIONNEURS DEMANDÉS POUR LES TRAVAUX DE DÉNEIGEMENT 2003-2004

La Ville de Québec, par son Service des travaux publics, demande des offres de service de camionnage pour camions 6 roues, 10 roues, 12 roues ou semi-remorques pour effectuer, l'hiver prochain, le transport de la neige provenant de certaines rues de son territoire.

La Ville a l'intention de faire appel à des camionneuses et camionneurs privés, en plus de ses camions, à la suite de prévisions météorologiques annonçant des accumulations de cinq (5) centimètres et plus. Selon l'ampleur des précipitations, le travail pourra s'effectuer sur une durée approximative de seize (16) heures consécutives ou réparti sur des périodes de huit (8) heures non consécutives.

Pour les précipitations de quinze (15) centimètres et plus, pour la première période de déneigement, la Ville fera appel à tous les camionneurs et camionneuses ayant signé un contrat. Pour une deuxième ou troisième période d'enlèvement dans une ou plusieurs zones pour une même précipitation, la Ville pourra, lorsque le besoin maximal de camions ne sera pas justifié, procéder par rotation, parmi les camionneurs et camionneuses ayant signé un contrat dans la zone concernée.

Pour les précipitations de moins de quinze (15) centimètres de déneigement, la Ville privilégiera, selon les besoins, les camionneuses et camionneurs résidents de la Ville de Québec suivant un système de rotation sauf dans les zones spécifiquement identifiées du secteur Centre-Nord.

Les camionneuses et camionneurs choisis devront signer un contrat qui liera pour toute la saison 2003-2004 et ils devront fournir un dépôt de 150 \$.

Au moment de l'engagement, les camionneuses et camionneurs de la Ville de Québec auront priorité abstraction faite de tout regroupement et de toute association et pourront s'inscrire par territoire.

Les personnes intéressées pourront obtenir des renseignements supplémentaires et une formule d'offre de camionnage en s'adressant au personnel du Service des travaux publics, au numéro de téléphone 641-6411 poste 8503 (275, rue de l'Église, bureau 210, 2^e étage, Arrondissement la Cité) ou via Internet par MERX (<http://www.merx.com>) ou par téléphone à 1-800-964-6379. Veuillez noter que cette firme ne peut fournir aucun renseignement d'ordre technique ou administratif relativement au contenu de l'appel d'offres. L'obtention des documents par l'entreprise MERX est sujette à la grille de tarification de cet organisme.

Pour qu'une offre de service soit retenue lors de l'inscription, les camionneurs et camionneuses devront être inscrits obligatoirement au registre de la Commission des transports du Québec (N.I.R.) avec la cote de niveau "satisfaisant" et devront fournir copie du certificat d'immatriculation, de la preuve d'assurance du camion pour l'année en cours indiquant clairement la date d'échéance et le montant minimal assuré de 1 000 000 \$ ainsi qu'une résolution de la compagnie, s'il y a lieu, désignant une ou des personnes autorisées(s) à signer, pour et au nom de la compagnie, les documents et contrats.

La formule d'offre de camionnage devra être retournée dûment remplie au plus tard le 26 septembre 2003 à 16 h à l'adresse suivante : Service des travaux publics, Ville de Québec, 275, rue de l'Église, bureau 210, 2^e étage, Arrondissement la Cité, Québec (Québec) G1K 6G7.

Québec, le 10 septembre 2003

La greffière de la Ville, Josette Tessier, notaire

COMMISSION SUR LA PRODUCTION PORCINE
Le BAPE dépose son rapport

ANNE-LOUISE CHAMPAGNE
ALChampagne@lesoleil.com

Le président du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, André Harvey, déposera aujourd'hui sur le bureau du ministre de l'Environnement, Thomas Mulcair, le volumineux rapport produit par la Commission sur le développement durable de la production porcine.

Cette commission, que dirigeait Louise Boucher, est la cinquième enquête générique tenue au Québec durant les 25 années d'existence du BAPE.

Si nous écrivons «dirigeait», c'est parce qu'à partir d'aujourd'hui, cette commission n'existe plus, et que le BAPE n'a plus aucun pouvoir sur la suite des choses.

André Harvey accordait une entrevue au SOLEIL la semaine dernière, avec une consigne bien établie: pas question de parler du rapport lui-même. «On est très étanche, affirme-t-il. À ma connaissance, il n'y a jamais eu de fuite au BAPE.» De fait, c'est à peine si, en fin d'entrevue, on comprendra que le rapport compte quatre tomes et environ 700 pages...

La responsabilité de rendre le rapport public est celle du ministre, qui dispose de 60 jours pour le faire. D'ici là, sur le contenu et le sort du rapport, on ne peut que spéculer.

DEUX POLITIQUES NATIONALES

Les «génériques» qui ont précédé portaient sur les déchets dangereux (1989), les forêts (1991), les matières résiduelles (1997) et l'eau (1999).

Ces deux dernières ont débouché sur des politiques nationales. Par contre, la gestion des forêts est encore débattue, plus de 10 ans après la vaste enquête dirigée par André Delisle. «Le rapport sur les forêts a eu son effet, mais pas aussi global que (ceux sur) l'eau et les matières résiduelles, qui touchaient un ensemble de ministères», explique le président du BAPE.

Par ailleurs, ces débats étaient beaucoup moins polarisés. Dans le cas de l'enquête sur la gestion de l'eau, «tous les gens tiraient du même côté, tous les gens voulaient à peu près la même chose», rappelle le président du BAPE. Il existait aussi un consensus dans les cas des déchets, même s'il était un peu moins fort.

Tel n'est pas le cas en agriculture. Les visions et les intérêts s'affrontent, et pas seulement dans les lieux de décisions. Le débat en milieu rural se vit au ras du sol, les tensions sociales sont bien réelles. Ce sont ces questions qui sont au cœur du débat.

Prolonger ou non le moratoire sur la production porcine? Traiter ou non le lisier? Limiter ou non la production? Dans quelle mesure? De quelle façon? Dans quelles régions? Quelle est la part de la pollution de la nappe phréatique attribuable à la production porcine? Ce ne sont que quelques-unes des questions auxquelles devrait répondre le rapport Boucher. Mais les réponses du BAPE ne sont pas celles du ministre, qui garde toute latitude. «Il y a d'autres éclairages que le notre», mentionne André Harvey.

«Ce n'est pas un trophée...»

«Un générique, c'est 10 fois l'ouvrage d'un autre dossier. Celui sur l'agriculture était fondé sur une cellule de 20 personnes qui ont visité 18 municipalités, rencontré au-delà de 9000 personnes, reçu environ 400 mémoires et produit plus de 900 000 copies de documents pour nos 23 centres de documentation», énumère M. Harvey.

«Quatre cents mémoires, ce n'est pas un trophée, c'est de l'ouvrage!» ajoute-t-il.

Or, le BAPE n'a jamais été aussi occupé, à part peut-être durant une petite période, au début des années 90. Il a cumulé 1735 «jours/mandat» durant l'année 2003-2003, et la courbe semble en pleine ascension. Une hausse qui s'explique autant par le climat économique favorable que par une sensibilité accrue aux questions environnementales. «Au début du BAPE, les demandes d'audiences publiques étaient d'environ d'une pour quatre projets; elles sont aujourd'hui d'une sur deux.»

Ce succès du BAPE amène son lot de remise en question. En fait, M. Harvey parle aujourd'hui de «réingénierie» de



La production porcine soulève les passions. LE SOLEIL, PASCAL RATHE

l'organisme. Un réaménagement qui passe par une plus grande flexibilité.

D'une part, on tente de diminuer la durée des mandats. «On s'oblige à la performance.»

Un mandat régulier, —c'est-à-dire ceux qui se penchent sur un projet en particulier, ce qui constitue le pain quotidien du BAPE— est de quatre mois. Mais de plus en plus, on s'en sort en un mois de moins. «Il faut maintenant s'obliger à le faire en trois mois», juge André Harvey.

L'enquête sur la production porcine est d'ailleurs la première qui a terminé son mandat dans le délai prévu d'un an.



Louise Boucher dirigeait cette cinquième enquête générique du BAPE.

DÉCLENCHEURS

Par ailleurs, le fait qu'une personne puisse, à elle seule, déclencher une audience du BAPE a été discuté en juillet, lors de l'étude des crédits du ministère de l'Environnement.

M. Harvey est réticent à ajouter des critères de déclenchement. «S'il y a trop de critères, il y aura toujours quelqu'un pour venir plaider devant le ministre. C'est lui qui devra alors trancher le problème», dit le président de l'organisme.

Jusqu'ici, il est arrivé à trois ou quatre reprises que le ministre refuse d'aller en audiences à la demande d'une seule personne, parce qu'il jugeait ses arguments frivoles. Par contre, souligne M. Harvey, certaines demandes individuelles ont fait déclencher des audiences qui se sont révélées très éclairantes.

Pour régler cette question d'audiences un peu trop particulières, il y a l'autre voie, celle de la médiation. Qui a été utilisée trois fois l'été passé, dans des projets de route, dont le tracé dérangeait un citoyen. Ces cas ont pu faire l'objet d'une entente entre le promoteur et le citoyen, affirme André Harvey.

Dernier aspect de la réingénierie: la publication des rapports et le dépôt des mémoires, qui pourraient être envoyés sur demande, et qui le sont d'ailleurs déjà sur Internet. Quant aux rapports le nombre de copies tirées a été diminué, mais M. Harvey envisage de délaissier le support papier pour le CD, qui pourrait également contenir les documents et mémoires du public.

Quoi de plus logique pour un organisme à mission environnementale!

Le débat en milieu rural se vit au ras du sol avec son lot de tensions sociales

VILLE DE QUÉBEC
AVIS PUBLIC

Arrondissement La Haute-Saint-Charles DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE

1. Que le Conseil d'arrondissement La Haute-Saint-Charles statuera lors d'une séance qui se tiendra le 14 octobre 2003 à 19h, à la salle du conseil du Bureau d'arrondissement, situé au 305, rue Racine, Loretteville, Québec, sur la demande de dérogation mineure suivante:

* Propriété sise au 3090, rue L'Écuyer du territoire de la Ville de Québec, tel qu'il existait au 31 décembre 2001.

Rendre réputée conforme la marge de recul arrière qui aura 7,77 mètres au lieu de 9,0 mètres, tel qu'exigé par le Règlement VQZ-3 « Sur le zonage et l'urbanisme » de l'ancienne Ville de Québec, afin de permettre le projet de construction d'un solarium en agrandissement du bâtiment principal.

2. Que les intéressés pourront se faire entendre par le Conseil d'arrondissement relativement à cette demande.

Donné à Québec, ce 9 septembre 2003.

L'assistant-greffier de la Ville
Me Pierre Angers, avocat

Promo 45\$ (Taxes sus.)

FIN DE SAISON 2003

Comprenant:

- Terrain traité contre les mouches
- 2 droits de jeu
- Voiturette motorisée (doit être réservée)

SUR PRÉSENTATION DU COUPON / 1 COUPON POUR 2 PERSONNES

CLUB de Golf des Pins

SAINT-ALBAN

Valide du lundi au vendredi et le dimanche après 13 h.

JOUEZ GRATUITEMENT AU GOLF DES PINS POUR LE RESTE DE LA SAISON 2003 EN DEVENANT MEMBRE POUR 2004

174, rte 354, Saint-Alban, (Québec) G0A 3B0 (Sortie Saint-Marc-des-Carières)

Sans-frais : 1-800-223-5210



Catherine
LACHAUSSÉE

► dès **15h**

Réalisation : Martine Caron

106.3 FM

Première Chaîne
Radio-Canada

www.radio-canada.ca/quebec

Déclin de nombreuses espèces d'oiseaux dans le Nord canadien

EDMONTON (PC) — Des scientifiques s'interrogent sur la mystérieuse disparition de milliers d'oiseaux dans le Nord canadien, et sur ce que cela signifie pour l'environnement de l'Arctique.

Certaines espèces ont décliné dans des proportions atteignant 70% au cours des 25 dernières années, et personne ne sait pourquoi, affirme Stuart Slattery, qui a passé l'été dans les tourbières au sud d'Inuvik, dans les Territoires du Nord-Ouest, pour mener ses recherches.

Selon lui, il ne s'agit pas d'une redistribution des oiseaux. Ceux-ci ont tout simplement disparu.

Aux yeux des scientifiques, la disparition de ces oiseaux est révélatrice de l'état des écosystèmes de nos milieux humides.

Environ 1,2 million de fuligules migraient jusqu'à leurs territoires de nidification dans la forêt boréale des Territoires. Aujourd'hui, seulement 400 000 effectuent le voyage. Les macreuses sont plus courantes. Il en reste 3,5 millions en Amérique du Nord. Mais on en dénombrait 6,3 millions auparavant. « Cela équivaut à une baisse de 150 000 oiseaux par an, sur une période de 25 ans », souligne M. Slattery.

Et les cycles démographiques naturels n'y seraient pour rien. De plus, beaucoup d'autres espèces de canards fréquentant la région tiennent bon.

Le mystère a plus qu'un intérêt scientifique pour les 1400 autochtones, les Gwich'in, qui vivent dans la région, et pour qui les oiseaux représentent une importante source de nourriture au printemps.

Des substances toxiques pourraient être en cause. Les changements climatiques (le réchauffement de l'atmosphère) sont une autre possibilité. Les pressions qui s'exercent en faveur de l'exploitation des ressources énergétiques de la région du delta du Mackenzie accentuent aussi le sentiment d'urgence des chercheurs.



Aux yeux des scientifiques, la disparition de milliers d'oiseaux est révélatrice de l'état des écosystèmes de nos milieux humides.

L'événement

Traction intégrale
de SUBARU

EN VOITURE AVEC LA TRACTION INTÉGRALE SUBARU!

LEVENEMENT TRACTION INTÉGRALE DE SUBARU

IMPREZA TS

IMPREZA TS 2004

Traction intégrale symétrique à prise constante • Climatiser • Freins ABS
Moteur 2.5 litres, 4 cylindres - 165 ch
Transmission manuelle à 5 rapports
Roues 15 po en acier avec enjoliveurs pleine grandeur • Et plus encore...

160NC



D45/2.8.220

POSSIBILITÉ DE FINANCEMENT À L'ACHAT À PARTIR DE 1,8%

22,995\$**

FORESTER 2.5X



LOCATION À PARTIR DE 329\$* PAR MOIS

POSSIBILITÉ DE FINANCEMENT À L'ACHAT À PARTIR DE 2,8%

FORESTER 2.5X 2004

Traction intégrale symétrique à prise constante • Climatiser • Freins ABS • Moteur 2.5 litres, 4 cylindres - 165 ch • Transmission manuelle à 5 rapports • Et plus encore...

OUTBACK



LOCATION À PARTIR DE 359\$* PAR MOIS

POSSIBILITÉ DE FINANCEMENT À L'ACHAT À PARTIR DE 2,8%

OUTBACK FAMILIALE 2004

Traction intégrale symétrique à prise constante • Climatiser • Freins ABS • Moteur 2.5 litres, 4 cylindres - 165 ch • Transmission manuelle à 5 rapports • Et plus encore...



LOCATION À PARTIR DE 399\$* PAR MOIS

IMPREZA WRX 2004

Traction intégrale symétrique à prise constante
Climatiser • Freins ABS • Moteur 2.0 litres, 4 cylindres - 227 ch • Transmission manuelle à 5 rapports • Roues 16 po en alliage d'aluminium • Et plus encore...



Lévis Subaru 1489, boul. de la Rivière-Sud (418) 333-1360
Acadia Subaru 2505, Henri-Bourassa (418) 681-6000
Option Subaru 2505, Henri-Bourassa (418) 648-9518
Vachon Subaru 1093, boul. Vachon N. (418) 387-7510

SUBARU.

GUIDÉE PAR UNE FORCE INTÉRIEURE™

* Paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. Comptant 3 895 \$ ou échange équivalent. 20 000 km par année. 8¢ du km excédentaire. Transport et préparation inclus. Immatriculation, assurances, taxes sur les pneus neufs et autres taxes en sus. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers (RDPRM) en sus. Le montant total exigé avant le début de la période de location pour le modèle Forester 2.5X 2004 5 vitesses 417CV est de 4 960,04 \$ taxes incluses; pour le modèle Outback 2004 5 vitesses 4D1RA est de 4 994,55 \$ taxes incluses; pour le modèle Impreza WRX 2004 5 vitesses 4F1W1 est de 5 040,56 \$ taxes incluses. Offre valide jusqu'au 30 septembre 2003. Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation de crédit par Compagnie de Service de Financement Automobile Primus Canada. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire Subaru. ** Pour le modèle Impreza TS 2004 5 vitesses 4G1TS (Prix de détail suggéré du fabricant). Transport et préparation 1295 \$, taxes en sus. Le prix de vente des concessionnaires peut être inférieur. Offre valide jusqu'au 30 septembre 2003.

LE MONDE

Clinton accuse Bush de s'aliéner le monde

■ WASHINGTON (d'après AFP) — L'ancien président américain Bill Clinton a accusé le président George W. Bush de s'être « aliéné le monde » dans la guerre contre le terrorisme lancée par son administration après le 11 septembre 2001.

« Au lieu d'unir le monde autour de nous, nous nous le sommes aliéné. Au lieu d'unir le pays, il (M. Bush) se l'est aliéné », a déclaré l'ancien président démocrate au cours d'une intervention, samedi, à Indianola (Iowa, en rappelant « la bonne volonté » affichée par le monde en faveur des États-Unis après les attentats du 11 septembre 2001.

L'intervention de M. Clinton était destinée à soutenir son camp en vue de l'investiture démocrate pour la prochaine élection présidentielle de 2004, et a eu lieu en présence de sept des neuf candidats à l'investiture.



L'ex-président démocrate à la rescousse, hier, du gouverneur californien Davis.

De leur côté, plusieurs hauts responsables gouvernementaux américains se sont mobilisés hier pour défendre la politique irakienne de l'administration du président George W. Bush et le coût de plus en plus élevé de la guerre contre le terrorisme.

Le vice-président Dick Cheney est monté personnellement en première ligne lors d'une entrevue de près d'une heure sur NBC.

« Quel serait le coût si nous n'agissions pas, quel serait le coût si nous ne réussissions pas dans nos opérations

en cours en Irak », a-t-il lancé pour tenter de convaincre une population réticente.

Pour l'heure, les Américains restent plus nombreux à approuver la gestion par M. Bush du dossier irakien (52%) qu'à la désapprouver (46%), selon un sondage *Washington Post-ABC* paru hier. Le nombre de mécontents ne cesse toutefois d'augmenter. Ils étaient encore 56% à l'approuver, contre 37%, selon une enquête publiée le 24 août par ces deux médias.

Un éditorial du *New York Times*, sous le titre « Une politique intenable en Irak », appelait hier à « repenser la stratégie américaine de l'après-guerre » en Irak.

Pour sa part, le chef d'état-major interarmes, Richard Myers, a affirmé qu'il n'y avait pas besoin d'envoyer des renforts américains en Irak. Dans la même veine, le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, a souligné que c'est le nombre de recrues pour les forces de sécurité irakiennes qui augmente.

EN BREF

CHILI

Marche des blessés

■ SANTIAGO — Trente-sept manifestants et quatre policiers ont été blessés hier lors d'incidents qui ont suivi la marche d'environ 5000 personnes vers le cimetière de Santiago pour commémorer plus de 3000 victimes de la dictature d'Augusto Pinochet, a-t-on appris de source policière. La marche, organisée par l'Assemblée pour les droits de l'homme, conclut une semaine de manifestations commémorant le suicide du président Salvador Allende encerclé par les militaires putschistes au palais de la Moneda, le 11 septembre 1973. Elle s'était déroulée sans incident lorsqu'elle a été interrompue par un groupe d'hommes encagoulés aux environs de la plaque commémorative portant les noms des disparus de la dictature militaire. Des inconnus encagoulés ont lancé des pierres et des cocktails Molotov sur les marcheurs. (AFP)

COLOMBIE

Touristes séquestrés

■ BOGOTA — La guérilla des FARC, auteure de l'enlèvement de la Franco-Colombienne Ingrid Betancourt le 23 février 2002, a séquestré huit touristes étrangers — quatre Israéliens, deux Britanniques, un Allemand et un Espagnol — près de la Sierra Nevada, face aux Caraïbes, au nord de la Colombie, dans la nuit de samedi à hier. « Les touristes campaient dans le parc de Tayrona, sur la côte Atlantique, lorsqu'un commando des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) les a enlevés », a indiqué le général Luis Alfredo Rodríguez, commandant opérationnel de la police colombienne, sans préciser leurs identités. 21 otages politiques colombiens, dont Ingrid Betancourt, ancienne candidate des Verts aux présidentielles en Colombie, 47 officiers de l'armée, et 800 civils sont captifs des FARC dans le pays andin, certains depuis six ans. Trois Américains sont également aux mains des rebelles. (AFP)

HAÏTI

Sus aux opposants !

■ PORT-AU-PRINCE — Huit personnes proches de l'opposition ont été légèrement blessées par jets de pierres hier au Cap-Haïtien, la deuxième ville d'Haïti, lors d'une manifestation dispersée par la police. Ces personnes ont été blessées lorsque le cortège de quelque 2000 manifestants de l'opposition s'est retrouvé à proximité d'une contre-manifestation, moins importante numériquement, de partisans du président Aristide, qui leur ont jeté des pierres. Les partisans du pouvoir ont affirmé avoir eu, de leur côté, un blessé par balle dans leurs rangs. La police a ensuite dispersé à l'aide de gaz lacrymogènes les manifestants pro-gouvernementaux comme ceux de l'opposition. À la fin d'août, une manifestation d'opposants s'était déjà soldée par des blessés. (AFP)

ARGENTINE

Avantage Kirchner

■ BUENOS AIRES — Le maire sortant de Buenos Aires, Anibal Ibarra, soutenu par le président Nestor Kirchner, a été réélu hier pour un nouveau mandat, à l'issue d'un ballottage particulièrement serré. Son opposant, Mauricio Macri, a reconnu sa défaite deux heures après la fermeture des bureaux de vote, avant même qu'un seul résultat n'ait été rendu public par les autorités électorales. M. Macri a expliqué sa décision en direct sur les chaînes de télé par l'avance obtenue par son rival dans un sondage. (AFP)

La Suède dit NON à l'euro

STOCKHOLM (D'APRÈS AP) — Malgré une campagne pleine d'émotion à la suite du meurtre de la ministre des Affaires étrangères, Anna Lindh, les Suédois ont voté en majorité contre l'adoption de l'euro et pour la conservation de la couronne suédoise, lors du référendum organisé hier dans le pays.

Après dépouillement d'environ 97% des bulletins, 56,3% des électeurs se sont prononcés contre, alors que 41,7% ont dit OUI. Deux pour cent ont voté blanc. La participation a atteint 81,2%, ce qui est un taux moyen pour des élections suédoises.

« Je pense que nous avons lu les sondages d'opinion de manière trop optimiste », a déclaré le premier ministre Goeran Persson, qui avait fait campagne en faveur du OUI. « Je peux seulement constater que c'est très clair et que la participation a été très forte ».

À Francfort, le président de la Banque centrale européenne Wim Duisenberg a affirmé que cette décision n'aurait pas d'impact sur le cours de l'euro, ni sur la politique de la BCE.

Dans un communiqué diffusé à Bruxelles, la commission européenne s'est montrée confiante dans l'attitude du gouvernement suédois par rapport à la monnaie unique, espérant qu'il trouverait un moyen de ne pas renoncer définitivement à l'euro et qu'il conserverait vivant ce projet.

OUI DE L'ESTONIE

L'ex-république soviétique d'Estonie a par ailleurs choisi massivement hier d'adhérer à l'Union européenne à partir du 1^{er} mai 2004, lors d'un référendum qui a dégagé une majorité de deux tiers de OUI (67%) contre 33% de NON, selon les résultats communiqués par la Commission électorale.



Après avoir rendu publiques des photos de cet homme considéré comme un suspect ou un témoin, la police suédoise a déclaré hier avoir reçu des milliers d'appels de personnes souhaitant donner des informations dans l'enquête sur le meurtre de la ministre Anna Lindh. La police n'a encore procédé à aucune interpellation depuis l'agression de la ministre des Affaires étrangères, poignardée mercredi dans un grand magasin de Stockholm et décédée jeudi matin des suites de ses blessures. Outre les milliers d'appels reçus, la police dispose également de l'arme du crime, un couteau d'artisan retrouvé sur place, ainsi que d'une casquette et d'un sweat-shirt identiques à ceux portés par l'homme dont la photo a été diffusée. Les enquêteurs attendent donc beaucoup des analyses ADN qui doivent être pratiquées sur cette arme et ces vêtements. (AFP)

Colin Powell prêche la patience en Irak

■ BAGDAD (d'après AFP) — Le secrétaire d'État américain Colin Powell a prôné la patience dans le processus de retour à une souveraineté des Irakiens sur leur pays, hier, au cours de sa première visite à Bagdad depuis la chute de Saddam Hussein en avril.

« Tout le monde veut accélérer, tout le monde veut aller vite. Mais la pire chose qui pourrait arriver, ce serait d'aller trop vite » ce qui menacerait l'ensemble du processus, a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse.

Le chef de la diplomatie américaine a insisté sur le fait que les étapes de la transition — rédaction d'une Constitution, élections libres, formation d'un gouvernement légitime — devraient s'enchaîner sans heurt, plutôt que de risquer de pâtir d'un calendrier trop serré.

Washington est sous pression d'une partie des Irakiens mais aussi de certains pays comme la France pour que soit mis au point un échéancier rapide afin que les Irakiens retrouvent la souveraineté de leur pays, actuellement administré par la coalition américano-

britannique avec un embryon de pouvoir local, sous la forme du Conseil de gouvernement transitoire.

Le nouveau ministre des Affaires étrangères irakien, Hoshiyar Zebari, que M. Powell a rencontré dans la matinée, a plaidé pour que le retour à une souveraineté normale se fasse vite, en affirmant « espérer avoir un gouvernement élu » vers le milieu ou la fin de l'année 2004.

« J'ai confiance dans le fait que le peuple irakien va retrouver son indépendance et sa souveraineté le plus vite possible », a ajouté M. Zebari en reconnaissant le fait que cette évolution était largement dépendante d'une amélioration de la sécurité dans le pays.

M. Powell a également indiqué que la réunion, samedi, à Genève, des pays

membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU avait permis de faire des progrès. Mais il a reconnu qu'il y avait encore des « perspectives différentes » sur le volet politique de la reconstruction en Irak, citant « la France en particulier ».

Il a également reconnu qu'il restait « encore un peu de travail à faire » avec deux autres pays du Conseil de sécurité, la Russie et l'Allemagne. Il a ajouté que des discussions entre diplomates sur un projet de résolution américain reprendraient dès aujourd'hui au siège de l'ONU à New York.

SÉCURITÉ PROBLÉMATIQUE

Le chef de la diplomatie américaine était arrivé à Bagdad en début de matinée à bord d'un Hercules de l'US Air Force, depuis le Koweït où il avait fait une brève escale après Genève.

M. Powell est, sur le plan protocolaire, le plus haut responsable américain à venir en Irak depuis la chute du régime de Saddam Hussein en avril. Plusieurs personnalités politiques améri-

caines ont visité le pays depuis la chute de Bagdad, notamment le ministre de la Défense, Donald Rumsfeld, et son adjoint, Paul Wolfowitz.

Le secrétaire d'État s'est félicité de voir « qu'il y avait beaucoup de bonnes choses » en cours en Irak sur les plans économique et politique et il a émis le vœu que l'on accorde une plus large attention aux aspects positifs de la reconstruction. Il a toutefois reconnu que la situation en matière de sécurité « continue de poser un défi » à la coalition et que « la principale menace nouvelle vient des terroristes qui essaient d'infiltrer le pays ».

Outre M. Zebari, le chef de la diplomatie américaine a rencontré l'administrateur américain pour l'Irak Paul Bremer et les deux principaux officiers chargés des opérations militaires dans le pays, les généraux John Abizaid et Ricardo Sanchez.

Pour des raisons de sécurité, les activités de M. Powell ne sont confirmées qu'au fur et à mesure qu'elles se déroulent.

GRANDE LIQUIDATION des 2003



(Léger comptant 1795\$)

129\$ /mois

0\$ dépôt
0\$ transport

0%

de financement
à l'achat sur



5 ANS
100 000 km



HYUNDAI
Gagnant



2400, rue Dalton (parc Colbert), Sainte-Foy > 654-9292

Coup d'État non violent de l'armée en Guinée-Bissau

■ LISBONNE (AP et AFP) — L'armée a pris le pouvoir hier en Guinée-Bissau, arrêtant le président Kumba Yala et ordonnant l'interpellation de l'ensemble des ministres lors d'un coup d'État qui s'est apparemment déroulé sans coup de feu et sans faire de blessés.

« Le pouvoir est maintenant entre les mains d'un comité militaire » dans ce pays d'Afrique occidentale, a affirmé le porte-parole du ministère portugais des Affaires étrangères, Fernando Lima. « La situation est calme et sous contrôle », a-t-il précisé, citant des informations recueillies auprès de l'ambassade du Portugal à Bissau. « Il n'y a eu aucun acte de violence, aucun coup de feu et aucun blessé. »

Des soldats munis d'armes automatiques et de lance-grenades seraient postés en différents points stratégiques de la capitale, et un couvre-feu a été décrété de 7h à 19h dans cette ancienne colonie portugaise d'Afrique de l'Ouest peuplée d'un million d'habitants.

Le coup d'État a été annoncé par un porte-parole de l'armée sur les ondes d'une radio guinéenne. Il intervient dans un climat d'insatisfaction politique et sociale importante: les élections promises par le président Kum-

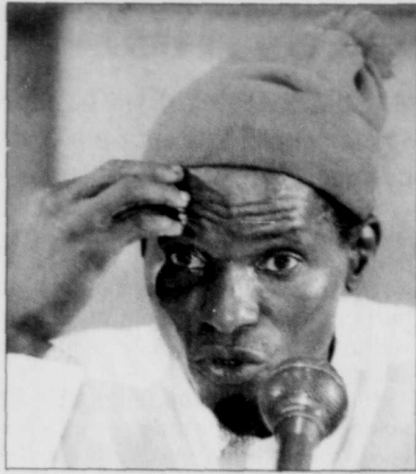
ba Yala ont été reportées la semaine dernière pour la quatrième fois cette année, et les militaires et les fonctionnaires n'ont pas été payés depuis six mois.

Ce putsch a suscité la condamnation de principe de nombreux pays et de l'ONU, même si les termes de cette réprobation ont semblé globalement mesurés du fait de la profonde instabilité qui régnait dans le pays.

Le leader du Syndicat général des travailleurs, Lima da Costa, a annoncé qu'il annulait une grève générale prévue la semaine prochaine pour protester contre les conditions de travail, tandis que Fernando Vaz, un haut dirigeant du principal parti de l'opposition, a salué le coup d'État.

UNE PRÉSIDENT DÉTENU

Interrogé par la radio nationale portugaise Radiodifusao Portuguesa, le général Verissimo Correia Seabra, chef d'état-major de l'armée, a accusé



Le président déchu Kumba Yala

le président Yala de provoquer une « instabilité politique » qui mine le développement du pays. Selon lui, le chef d'État a abusé de ses pouvoirs pour arrêter des opposants politiques et des fraudes étaient préparées pour les prochaines élections. Le militaire a fait part de son intention de mettre sur pied un gouvernement de transition dirigé par un civil et intégrant les partis d'opposition. Il a assuré que le pré-

sident Yala pourrait choisir de rester dans le pays ou de partir en exil.

Selon l'agence Lusa, le président était détenu dans la principale caserne de la capitale. Des officiers de haut rang ont assuré qu'il ne lui avait été fait aucun mal.

Lisbonne a publié un communiqué exhortant l'armée à faire marche arrière: « le gouvernement portugais regrette le coup d'État militaire mené aujourd'hui en Guinée-Bissau et appelle ses instigateurs à rendre immédiatement au pays sa légalité constitutionnelle ».

Le président du Sénégal, contacté hier par le général Correia Seabra, a été informé de la décision de l'armée de renverser le président Kumba Yala. Il a répondu que l'Union africaine ne reconnaîtrait pas un groupe qui s'est ainsi emparé du pouvoir, et il a demandé aux soldats de rendre le pouvoir au prési-

dent, selon le ministère sénégalais des Affaires étrangères.

Kumba Yala et son Parti de la Renaissance sociale avaient remporté les élections présidentielle et législatives de 1999 à la suite d'une importante insurrection qui a fait plus de 2000 morts en 1998 et s'était soldée par le renversement du président Joao Bernardo Vieira. Une tentative de putsch en 2001 s'était soldée par un échec.

La Guinée-Bissau, indépendante depuis 1974 est un des pays les plus pauvres du monde. Le manque de nourriture est courant, la capitale n'est pas alimentée en électricité, et beaucoup de foyers n'ont pas d'eau courante.

Une tenace rébellion en Côte-d'Ivoire

ABIDJAN (d'après AFP) — Le président ivoirien, Laurent Gbagbo, a exprimé son ras-le-bol face à l'ex-rébellion, qui conteste les récentes nominations des ministres de la Défense et de la Sécurité, et a appelé ses partisans à se mobiliser.

« Attention, je voudrais dire aux apprentis sorciers qui veulent toujours pousser le bouchon trop loin (...) que je suis fatigué », a déclaré samedi soir M. Gbagbo lors d'une cérémonie au palais présidentiel d'Abidjan.

« Il ne faut pas prendre la Côte-d'Ivoire en otage et faire du chantage sur ce pays, je suis fatigué du chantage et des maîtres chanteurs (...) et leur demande de passer à l'action s'ils en sont capables. »

René Amani et Martin Bléou, deux personnalités « neutres », sans affiliation connue à un parti politique, ont été désignés dans la nuit de vendredi à samedi pour occuper respectivement les postes de ministres de la Défense et de la Sécurité, après six mois de blocages et d'interminable polémique.

Les Forces nouvelles (regroupement des trois mouvements rebelles qui ont pris les ar-

mes contre M. Gbagbo à partir du 19 septembre 2002), qui participent au gouvernement de réconciliation nationale depuis mars, ont contesté ces nominations, résultat selon elles d'une « déclaration unilatérale » du président Gbagbo. « Les Forces nouvelles n'entendent pas ces choix, elles tireront toutes les conséquences de cette situation à l'issue d'une prochaine réunion », a averti l'ex-rébellion dans un communiqué samedi matin.

ASSEZ C'EST ASSEZ!

« J'ai nommé les ministres de la Défense et de la Sécurité, tu dis que tu n'es pas content: il faut donc agir (...) un homme ne fait pas de déclarations dont il ne peut pas assumer les conséquences », a répondu le président ivoirien, appelant ses partisans à se mobiliser.

« Je demande à tous les patriotes de se tenir éveillés (...) d'être mobilisés et de dire: assez! avant d'ajouter: il faut leur dire qu'on est fatigué, j'attends que vous soyez imaginatifs en créant toutes les formes de protestations contre la rébellion. »

« Un an sur la Côte-d'Ivoire avec des gens sans foi ni loi, des gens insatiables, assez! ». Le président Gbagbo « cohabite » depuis mars avec un gouvernement de réconciliation nationale, dirigé par le premier ministre

Seydou Diarra, comme prévu par les accords interivoiriens signés à Paris (Marcoussis) deux mois plus tôt, par les principaux partis politiques et les mouvements rebelles. Mais il a constamment répété que le siège du pouvoir restait à la présidence, campant sur les prérogatives que lui reconnaît la Constitution. « Il y en a qui viennent et qui veulent prendre les mêmes décisions que moi. On n'a pas dit qu'il y a un banc présidentiel, mais un fauteuil présidentiel », a-t-il lancé en direction de Seydou Diarra, sans toutefois le nommer. Et il a pour la première fois ouvertement incité son PM à démissionner s'il ne se satisfait pas de cette situation: « Quand tu n'es pas content du traitement subi dans une maison qu'est ce que tu fais? » a-t-il demandé M. Gbagbo.

Le 19 août dernier, M. Diarra était pour la première fois sorti de sa réserve pour réclamer au président Gbagbo davantage de pouvoirs pour mener à bien son programme de « réconciliation nationale ». « Les missions assignées au gouvernement de réconciliation pour sortir notre pays de la crise sans précédent qu'il traverse sont importantes, voire vitales. Pour réussir ses missions, il doit disposer des pouvoirs prévus à cet effet par les accords de Marcoussis », avait-il dit.

Avec Patrice L'Union fait la force

130

www.radio-canada.ca/lunionfaitlaforce

ICI
Radio-Canada

MAINTENANT 10 995\$!
à l'achat
Transport et taxes en sus, préparation incluse
Rabais GM inclus. Financement bancaire

Sunfire 4 portes 2003

- Radio AM-FM
- Moteur Ecotech 2.2 140 H.P.
- Manuelle 5 vitesses
- Roues 14"
- 2 coussins gonflables

Montana 2003

269\$ / mois*
48 mois

Envoy SLT 2003 tout équipé cuir
40 995\$ Seulement 3 en inventaire
52 500\$
ou 0" à l'achat (60 mois)

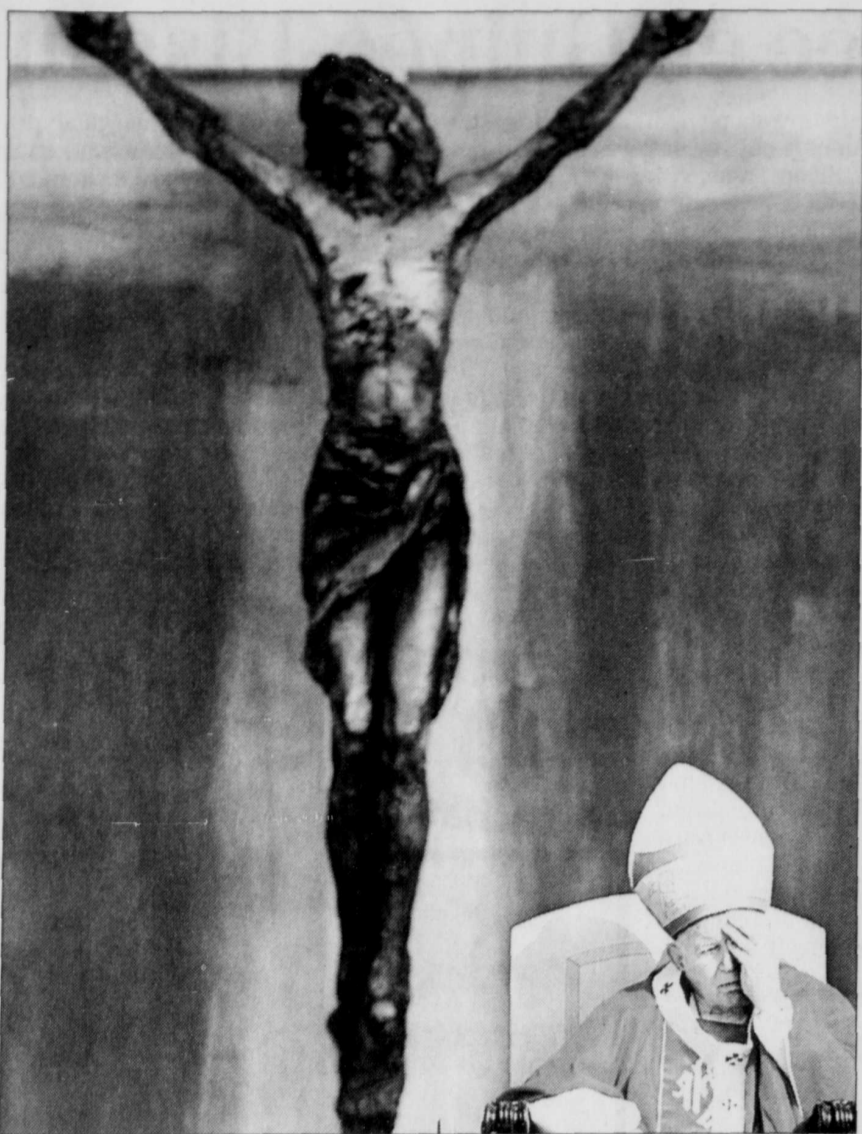
« Profitez de notre expérience »

 Alain Corriveau Directeur des ventes	 Luc Blanchette Directeur véhicules d'occasion	 Sylvain Gauvin Directeur des véhicules de parc
 Gilles Corriveau Conseiller camions poids moyen	 Gustave Dumas Conseiller 27 ans d'expérience	 Laurent Chretien Conseiller 25 ans d'expérience
 Gilles Pouliot Conseiller 25 ans d'expérience	 Stéphane Paquet Conseiller 15 ans d'expérience	 Jocelyn Dumontier Conseiller 14 ans d'expérience
 Serge Cloutier Conseiller 6 ans d'expérience	 Eric Desrosiers Conseiller 6 ans d'expérience	 François Beauseigle Conseiller 5 ans d'expérience

Photos à titre indicatif. * Offre d'une durée limitée aux particuliers s'appliquant aux véhicules neufs 2003 en stock. Tous rabais GM inclus. Conditions applicables à la location uniquement pour des termes de 48 mois, 0\$ de dépôt de garantie. ** Détails chez le concessionnaire. 0\$ comptant. Mensualités de 269 \$/mois, 0\$ comptant pour le Montana 2003. Taxe d'entente de 0,19%, valeur résiduelle de 11 352 \$. Transport et préparation inclus, immatriculation, assurances et taxes en sus. Frais de 0,50 \$/km après 80 000 km. Sujet à l'approbation du crédit - GMAC.

Cartier
PONTIAC BUICK GMC LTÉE

1475, Pie-XI Sud, Val-Bélair 847-6000



Le pape au cours d'une messe célébrée hier à Bratislava.

La Slovaquie aura-t-elle été le dernier voyage de Jean-Paul II ?

■ ROME (AFP et AP) — Le pape Jean-Paul II est rentré à Rome hier soir, de retour d'un épuisant voyage de quatre jours en Slovaquie marqué par de nouvelles inquiétudes sur son état de santé.

Jean-Paul II, âgé de 83 ans et très diminué physiquement par la maladie de Parkinson, est apparu fatigué et parfois totalement absent durant sa visite apostolique, la 102^e depuis le début de son pontificat.

Bien que le slovaque soit proche du polonais, sa langue maternelle, il n'a pas lu en entier un seul des brefs discours qui lui avaient été préparés et son entourage s'interroge désormais sur sa capacité à entreprendre de nouveaux déplacements.

Au dernier jour de sa visite éreintante, Jean-Paul II a célébré hier à Bratislava la messe de béatification de deux religieux persécutés par l'ancien régime communiste.

Pour cette messe en plein air célébrée devant quelque 200 000 fidèles dans le quartier Petralka de la capitale, le souverain pontife est apparu plus reposé que ces derniers jours, mais encore très faible.

Il a dû abréger ses quelques mots de bienvenue adressés aux fidèles. Et, comme la veille, il n'a pu dire que les premiers mots de son homélie, indistinctement, avant d'en confier la lecture à un cardinal. En fin d'après-midi, lors de la cérémonie de départ à

l'aéroport international de Bratislava, le pape a eu visiblement du mal, à un moment, à reprendre sa respiration.

RÉSISTANCE AU COMMUNISME

Dans la matinée, lors d'une messe de deux heures et demie, Jean-Paul II a profité de la béatification des deux religieux, ultime étape avant une éventuelle canonisation, pour rappeler les crimes commis par l'ancien régime communiste tchécoslovaque à l'encontre de l'Église catholique.

Les deux nouveaux bienheureux, l'évêque catholique grec Basile Hopko et la religieuse catholique Zdenka Schelingova, incarcérés et torturés, ont subi des « souffrances dues à leur terrible emprisonnement », a souligné le pape dans son homélie.

« Tous deux brillent devant nous comme des exemples radieux de fidélité dans une époque de persécutions religieuses dures et impitoyables, a dit Jean-Paul II. Tous deux ont fait face à un procès injuste et à une condamnation ignoble, à la torture, l'humiliation, la solitude et la mort. »

L'évêque Hopko avait été placé en résidence surveillée avant de passer 13 années derrière les barreaux. Après

sa mort, en 1976, à l'âge de 72 ans, ses restes ont été exhumés, et les analyses toxicologiques ont confirmé que ses tortionnaires l'avaient empoisonné à petites doses pendant des années à l'arsenic.

Quant à sœur Schelingova, elle a tenté d'aider six prêtres à s'évader de prison dans les années 50. En fait, cette opération s'est révélée être un piège tendu par les services secrets tchécoslovaques. Durant son emprisonnement, elle a subi, selon les autorités catholiques locales, « un interrogatoire inhumain et une torture cruelle ». Elle a été libérée quelques semaines avant sa mort en 1955, à 39 ans.

La béatification de ces deux religieux, que le Vatican considère comme des « martyrs », se veut à la fois un rappel solennel de l'oppression communiste et la célébration triomphale de la capacité de résistance et même de renaissance de l'Église. Aujourd'hui, près de 70 % des 5,4 millions de Slovaques sont catholiques.

« Je remercie Dieu parce que vous avez été capables de sauvegarder, même dans des temps difficiles, votre fidélité au Christ et à son Église », a lancé à la foule Jean-Paul II, dont les positions foncièrement anticommunistes ont contribué selon de nombreux historiens à ébranler les régimes communistes d'Europe centrale et orientale dans les années 80 et 90.

LES AVENTURES TUMULTUEUSES DE

Jack Carter

 **ICI**
Radio-Canada

ce soir 21 h

www.radio-canada.ca/jackcarter

AUTEURS : SYLVIE LUSSIER ET PIERRE POIRIER
RÉALISATION : LOUIS CHOQUETTE

CE SOIR :

18 h 30 L'Union fait la force
19 h Virginie
19 h 30 Rumeurs
20 h L'Auberge du chien noir



L'EST ET LA CÔTE-NORD

TRAVERSIER « CNM EVOLUTION »

Offre d'achat australienne

CARL THÉRIAULT
Collaboration spéciale

■ RIMOUSKI — Le traversier *CNM Evolution*, en service depuis six ans entre Rimouski et Forestville, n'est toujours pas vendu malgré les rumeurs qui courent presque à chaque année depuis sa mise à l'eau au début de l'automne 1998.

L'information concernant le dépôt par une compagnie australienne d'une offre d'achat ne reçoit qu'un commentaire teinté de prudence de la part des dirigeants de ce service de traversée.

« Il y en a déjà eu d'autres offres d'achat et le catamaran n'a pas été vendu. Je ne veux faire aucun commentaire sur cette information », a répondu au SOLEIL Michel Journault, porte-parole de la compagnie.

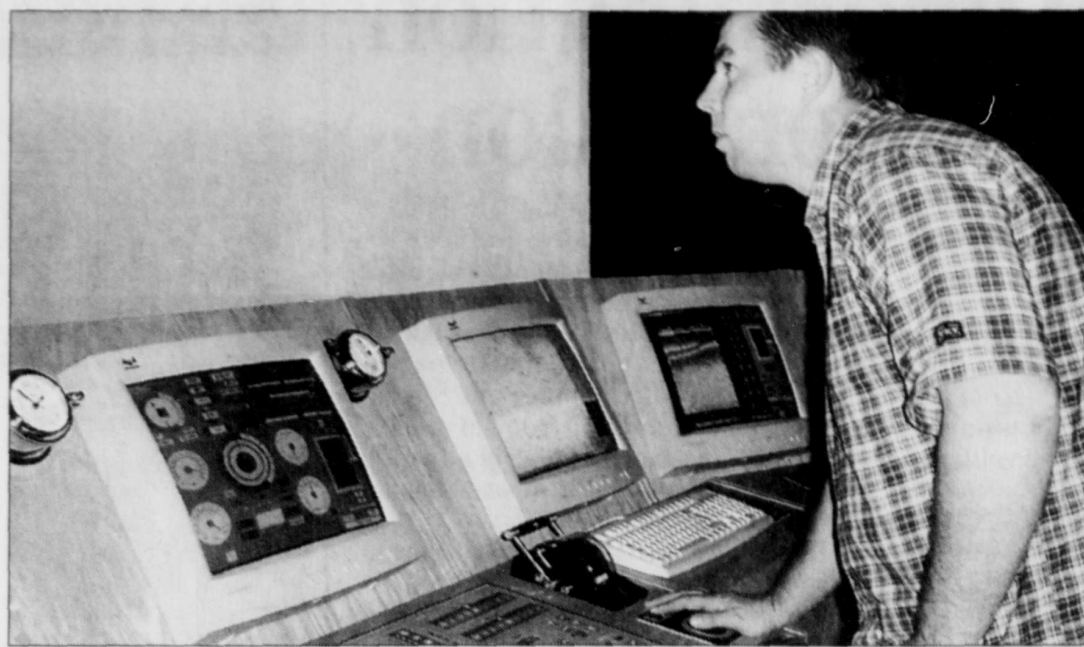
Le catamaran qui accueille 30 automobiles et 175 passagers est le quatrième service de traversier interrives après ceux de Rivière-du-Loup-Saint-Siméon, Trois-Pistoles-Les Escoumins et Matane-Baie-Comeau/Godbout. Plus d'un demi-million de personnes traversent les deux rives dans un sens ou dans l'autre chaque année.

En 2002, le *CNM Evolution* a transporté quelque 68 000 passagers. Celui de Trois-Pistoles accueille en moyenne à son bord 40 000 passagers, ceux de Rivière-du-Loup 172 000 et de Matane 226 000, selon les chiffres de l'année d'exploitation 2001-2002 transmis à la Société des traversiers du Québec (STQ).

Les traversiers de Rimouski et de Trois-Pistoles ne reçoivent aucune subvention pour leurs activités. Le *Trans-Saint-Laurent*, à Rivière-du-Loup, bénéficie d'une contribution financière de la STQ pour devancer et prolonger sa saison. À Matane, le *Camille-Marcoux* est un service public géré par la STQ.

NOUVEAU CATAMARAN

La vente éventuelle du *CNM Evolution* pourrait faire avancer un projet contenu dans la planification stratégique de la STQ. Si le feu vert gouvernemental était donné, la région de l'Est pourrait alors être dotée d'un nouveau catamaran, sous gestion privée, d'une capacité de 60 véhicules et de 300 passagers qui ferait la navette entre Rimouski, Baie-Comeau et Matane en plus du *Camille-Marcoux* qui poursuivrait ses activités. Le coût de remplacement de ce navire a déjà été évalué entre 130 M\$ et 150 M\$.



Renaud Sylvestre, capitaine de crevettier de Rivière-au-Renard et enseignant au Centre spécialisé des pêches de Grande-Rivière, a fait une démonstration sur le nouveau simulateur.

Quand l'école se monte un bateau

Nouveau simulateur de navigation au Centre spécialisé des pêches

NAOMIE BRIAND
Collaboration spéciale

GRANDE-RIVIÈRE — Le Centre spécialisé des pêches de Grande-Rivière est depuis peu propriétaire d'un équipement d'enseignement unique dans l'est du Canada: un simulateur de navigation conçu spécialement pour les futurs pêcheurs.

Le tableau de bord ressemble à s'y méprendre à celui d'un bateau de pêche standard. Tous les équipements nécessaires à la navigation sont présents, du système de positionnement GPS, en passant par la carte électronique, et allant jusqu'à la radio, qui permet d'établir des conversations avec l'extérieur de la salle.

Un outil de 500 000 \$, entièrement financé par le ministère de l'Éducation, qui permettra de former les futurs pilotes de bateaux de pêche selon les situations les plus extrêmes, de la tempête la plus féroce au naufrage. « Ça permettra de simuler des situations réelles, et ça préparera les pêcheurs à réagir correctement dans des situations qui peuvent mettre en danger la vie de personnes », précise le directeur du Centre spécialisé des pêches, M. Richard Loiselle.

« C'est un potentiel d'enseignement auquel nous n'avions pas accès auparavant, note le professeur Gérard Lediscorde. Quand nous aurons à parler d'une situation de naufrage, on n'atten-

dra pas qu'elle se présente, on en créera une, virtuellement. Pour recréer une situation réelle de naufrage, il faudrait, bien sûr, avoir l'appui de la garde côtière, d'autres pêcheurs, et c'est tout à fait utopique qu'on puisse organiser cela. » À la fin du cours, le simulateur aura permis à chaque élève d'avoir déjà en poche l'équivalent de six mois d'expérience en navigation maritime.

SECTEUR D'AVENIR ?

Pourquoi investir autant dans un secteur de formation comme les pêches, qui va si mal ? « Parce que s'il n'y a plus de poisson de fond dans la mer, il y a par contre des espèces qui vont bien, comme le crabe et la crevette. Les valeurs commerciales de ces espèces sont en hausse. Exercer ce métier demande des compétences particulières, surtout que les équipements avec lesquels les pêcheurs travaillent dépassent souvent maintenant le million \$ », explique M. Loiselle.

Avec les nouvelles exigences pour les nouveaux intrants dans les pêches, soit de posséder au minimum un DEP en pêche professionnelle, M. Loiselle est convaincu que de plus en plus de personnes reviendront sur les bancs d'école. « Nous avons plus d'élèves maintenant », lance-t-il, avec le sourire. Le maximum admis chaque année dans ce programme de deux ans est de 16 étudiants, pour un total de 1605 heures d'enseignement. Le centre espère obtenir l'autorisation de dispenser l'accréditation de pilote de bateaux de pêche classe 2, qui ne peut actuellement être obtenue qu'après des examens réalisés dans les grands centres de la province.

CENTRE DE DÉTENTION DE HAVRE-AUBERT Cinq emplois d'agents menacés

ACHILLE HUBERT
Collaboration spéciale

HAVRE-AUBERT — Cinq emplois d'agents correctionnels sont menacés au Centre de détention des Îles-de-la-Madeleine, à Havre-Aubert, en raison d'une réduction de la masse salariale au ministère de la Sécurité publique.

Le député des Îles, Maxime Arseneau dénonce cette décision de la Sécurité publique qui contraint au non-rappel des agents correctionnels.

Alors que ces agents correctionnels travaillaient souvent durant les fins de semaine, ce sont maintenant aux agents de la SQ qu'on a confié la garde des détenus.

Selon M. Arseneau, ce changement coûtera plus cher à la Sécurité publique en raison du temps supplémentaire qui devra être payé aux agents de la SQ en poste aux Îles.

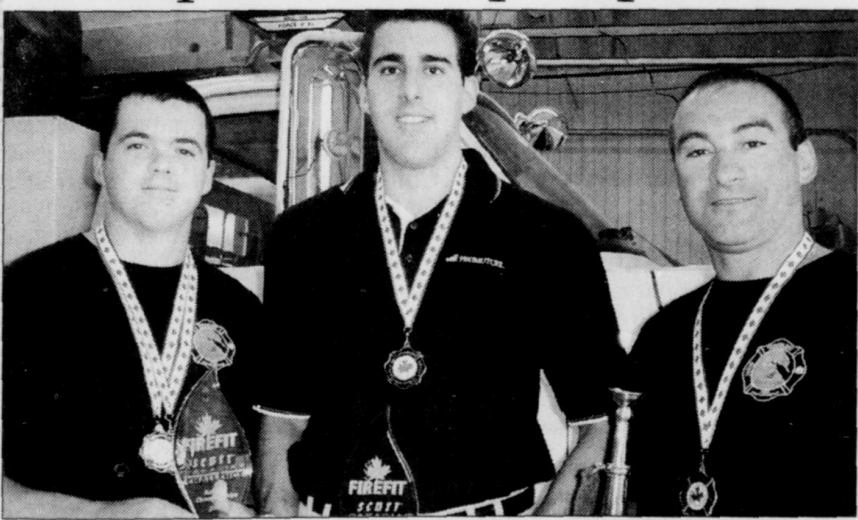
L'avocate de l'Aide juridique aux Îles, M^{me} Manon Dubé, dit que cette décision aura un impact négatif sur son travail de défense des accusés qui devront être transportés à Percé en attendant leur comparution devant un juge à Havre-Aubert. Elle n'aura pas le temps de faire son travail de préparation de la défense, en l'absence de ses clients.

Le député Arseneau est intervenu auprès du ministre Jacques Chagnon en lui montrant les particularités spécifiques au contexte madelinot.

« Ailleurs, les individus qui font l'objet d'une arrestation comparaissent très rapidement devant un juge ou sont mutés dans des centres de détention plus importants, ce qui n'est pas possible aux Îles-de-la-Madeleine en raison de notre éloignement géographique. » Percé est situé à 240 km des Îles.

M. Arseneau s'attend à ce que le ministre Chagnon revote sa décision.

Rapides, ces pompiers



COLLABORATION SPÉCIALE NAOMIE BRIAND

Les pompiers volontaires de Gaspé continuent de creuser leur avance sur leurs collègues du Québec. Ils ont obtenu d'excellentes positions récemment à Charlottetown, à l'Île-du-Prince-Édouard, lors du volet canadien du Fire Fighter Combat Challenge où s'étaient donné rendez-vous quelque 400 compétiteurs. L'équipe composée de Richard Lapierre, Dwight Sinnett, Jérôme Grandmaison (troisième au Canada, individuel), Ryan Sinnett et Marc Synnott a enlevé la deuxième place dans sa catégorie. Une équipe à relais composée de quatre de ces compétiteurs s'est également classée deuxième. Les filles ne sont pas en reste, alors que Jennifer Morisson, aussi de Gaspé, est la pompière la plus rapide au Québec. La troupe de Gaspé se rendra du 4 au 8 novembre à Ottawa pour le mondial du Fire Fighter Combat Challenge. Ci-dessus: Ryan Sinnett, Marc Synnott et Richard Lapierre. N.B.

Turbot: 1 M de lb pêchées en trop

HENRI MICHAUD
Collaboration spéciale

MATANE — Une nouvelle tuile s'abat sur les pêcheurs de flétan du Groenland (turbot). Alors qu'ils souhaitaient obtenir une augmentation de contingent, voilà qu'ils sont confrontés à un dépassement important de quotas chez leurs confrères de Terre-Neuve et de la Basse-Côte-Nord.

« Nous avons demandé une augmentation de 1000 tonnes métriques en raison de l'abondance de la ressource, cette année, précise André Boucher du Regroupement des pêcheurs professionnels du nord de la Gaspésie. Or, le ministre préfère attendre le dépôt des avis scientifiques (cet hiver) avant de prendre une décision. »

Pourtant, les pêcheurs comptaient sur cette augmentation pour éponger les pertes des deux dernières années. « Jusqu'ici, plus de 1442 tonnes, sur les 1918 allouées aux détenteurs de quotas individuels, ont été capturées. Certains songent même à atteindre leur limite permise dès cet automne et ne sortir qu'en mai 2004. La ressource est enfin là. »

Les détenteurs de quotas individuels ont le loisir de capturer une partie du

volume lors d'une saison et de retourner à la pêche pour ramener le reste, entre le 1^{er} avril et la mi-mai.

EFFET PERVERS

Cette abondance a toutefois eu un effet pervers. Deux flottilles, celles de Terre-Neuve et de la Basse-Côte-Nord, ont enregistré d'importants dépassements de quotas. À Terre-Neuve, 855 tonnes métriques, sur les 500 permises, ont été débarquées, soit un dépassement de 71 %. Les pêcheurs québécois ont, pour leur part, capturé 400 tonnes de cette espèce, dont 100 tonnes en une seule journée, alors que la limite était de 289. Au total, 466 000 kg (plus d'un million de livres) se sont retrouvés dans les usines de transformation.

« Je ne suis pas surpris que les Terre-Neuviens aient dépassé leur quota, lance M. Boucher. Ils ne sont pas soumis aux mêmes conditions de permis que les Québécois. Il y a moins d'observateurs sur les bateaux et ils ne sont pas obligés de s'enregistrer avant de partir en mer. Vous savez, les pêches sont gérées à la petite semaine, souvent sur des considérations politiques. C'est pourquoi nous nous retrouvons avec des stocks en péril. »

Chez Pêches et Océans Canada, So-

phie Galarneau confirme que les Terre-Neuviens ne sont pas soumis aux mêmes règles. « En effet, les conditions de permis ne sont pas les mêmes. Elles ont été négociées par les pêcheurs de cette province et les représentants du ministère. »

ENQUÊTES EN COURS

Parallèlement, le ministère cherche à déterminer les causes de ces dépassements. « Les enquêteurs doivent rencontrer les pêcheurs pour établir les causes de cet écart, confirme M^{me} Galarneau. Pour l'instant, nous ne souhaitons pas émettre d'hypothèses sur les causes de ce dépassement mais nous prendrons des mesures pour éviter que la situation se reproduise. »

Depuis 2001, une large part du contingent, soit 82 %, est accordé aux pêcheurs québécois détenteurs de quotas individuels et aux pêcheurs dits compétitifs. La différence est accordée aux pêcheurs terre-neuviens. Ce partage de la ressource, qui ne respecte pas les parts historiques (95-5), fait toujours l'objet de mécontentement. De plus, les saisons 2001 et 2002 ont été catastrophiques pour les Québécois qui n'ont pas réussi à ramener la moitié des volumes autorisés.

En Collaboration avec

250 VOITURES • 40 KIOSQUES COMMERCIAUX • ANIMATION • AUDIO / DJ HIPHOP • MISS SALON TUNING QUÉBEC • CONCOURS DE BIKINI!

INSRIPTION / KIOSQUES:
CP 100 Station D
Montréal, QC H3K 3B9
Tel: 418 455 9262 / 514 766 5148
Fax: 514 767 3064
sport_auto@percetion.ca
www.salonautotuning.com

SALON TUNING 20/21 SEPTEMBRE 2003
SPORT COMPACT & PERFORMANCE
DE QUÉBEC
21ÈME ÉDITION

Mélanie Boulais
Ménageur en Vente

ExpoCité
Centre de foras de Québec

ÉDITORIAL

Président et Éditeur ALAIN DUBUC
 Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR
 Directeur de l'éditorial JEAN-MARC SALVET
 Directeur de l'information FRANÇOIS BOURQUE

Détermination et confusion

Cinq mois après sa victoire du 14 avril, le gouvernement Charest a cru nécessaire, en fin de semaine, de réaffirmer son engagement de changer les choses. Ce fait à lui seul est révélateur du doute qui commence à s'installer jusque chez les militants. Même les membres de la Commission jeunesse ont jugé utile, samedi, de faire adopter une résolution prônant la mise sur pied d'un comité du suivi, pour «surveiller les actions du gouvernement libéral afin qu'il accomplisse l'ensemble de ses engagements électoraux».



Gilbert Lavoie

GLavoie@lesoleil.com

Malgré les explications et les assurances données en fin de semaine, on n'est pas trop certain, à un mois des travaux parlementaires, de la capacité réelle du gouvernement Charest d'apporter des changements majeurs pour rendre l'État plus efficace et moins coûteux.

La présentation de la ministre Monique Jérôme-Forget sur la réingénierie gouvernementale, hier, s'est noyée dans une discussion sur la qualité de l'eau potable. Le ministre de la Santé, Philippe Couillard, a expliqué avec éloquence ses efforts passés et à venir pour désengorger les urgences et améliorer les services de santé, mais le débat sur le financement n'a pas progressé. La ministre Carole Thériault a fait le point sur les scénarios déjà connus pour compléter le réseau des services de garde, et Marc Bellemare a présenté son projet de réforme de la justice administrative. Dans les deux cas, nous en sommes encore à l'étape des études et des consultations.

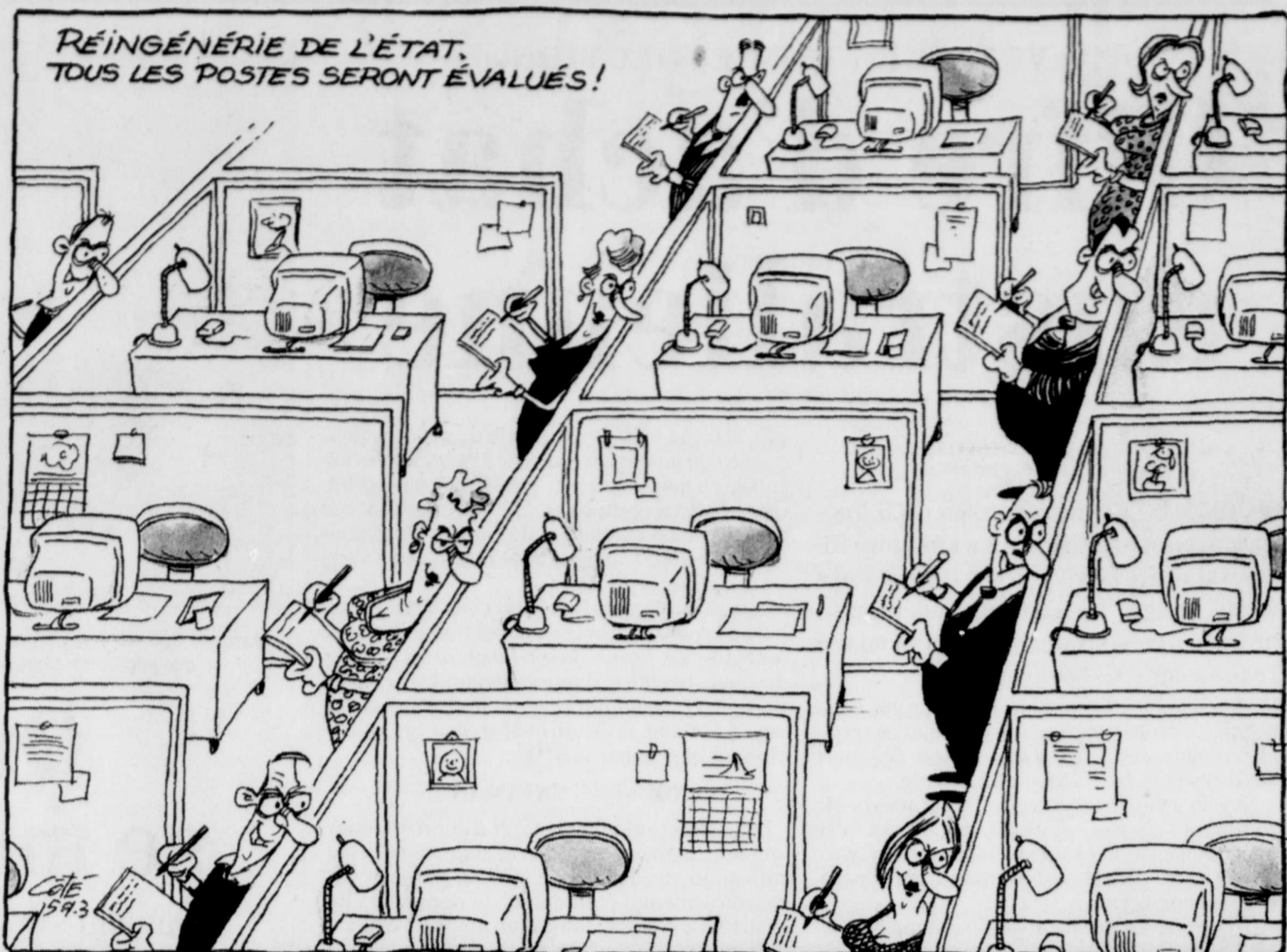
L'absence du ministre Jean-Marc Fournier du congrès a permis d'éviter le débat sur l'avenir des villes, mais le flou artistique qui entoure la question demeure toujours aussi inquiétant. Définition, adhésion, redéfinition... personne au gouvernement ne semble savoir où l'on s'en va sur cette question. Et personne n'est en mesure de dire où on aimerait nous amener.

Serait-ce à cause de toutes ces incertitudes, les communications du gouvernement sont devenues très inégales. Les membres du cabinet donnent l'impression de tirer dans toutes les directions; des ministres comme Marc Bellemare et Jacques Chagnon étalent leurs chicanes en public; personne n'a l'autorité nécessaire pour assurer la discipline, et on cache le chef. M. Charest fait de nombreuses sorties publiques, mais ses points de presse sont peu fréquents, et mesurés à la minute près. Comme si l'on craignait que le gagnant du débat des chefs soit incapable de rencontrer des journalistes sans trébucher... Est-ce à dire qu'une fois les élections gagnées, le chef n'a plus besoin de vendre ses politiques aux Québécois? La mesure au compte-gouttes des interventions du premier ministre a été telle, au cours des derniers mois, qu'on finit par se demander s'il y a un capitaine à bord.

Si tout va bien pour le gouvernement, depuis sa victoire du 14 avril, c'est qu'il bénéficie encore de sa lune de miel, que l'opposition péquiste a été totalement absente pendant l'été, et celle de l'ADQ complètement démoralisée.

Mais les obstacles qui s'annoncent sur le chemin des négociations avec les syndicats, de la réingénierie gouvernementale et de l'équilibre budgétaire donneront bientôt une vie nouvelle aux forces de l'opposition. Le gouvernement Charest devra démontrer une plus grande cohésion, et apprendre l'importance de communiquer. En démocratie, il faut constamment savoir convaincre. Autrement, c'est votre adversaire qui a seul voix au chapitre.

«So-so-solidarité», scandaient des manifestants favorables aux garderies à 5\$, samedi à l'extérieur du congrès libéral. Ce n'est rien par rapport aux épreuves de force qui attendent les libéraux s'ils sont véritablement déterminés à «réinventer le Québec».



CHRONIQUE POLITIQUE

Un grand jour pour M^e Bellemare

Un grand jour pour la justice ou plutôt un grand jour pour le ministre de la Justice, M^e Marc Bellemare? Ce dernier a peut-être confondu jeudi dernier, dans ses soupirs de soulagement à la conclusion du mégaprocès de 12 Hells Angels, les intérêts de l'institution et les siens. Un avortement dans une controverse spectaculaire de ce procès collectif enclenché le 21 octobre 2002, à la suite d'opérations policières et de la construction d'un palais de justice spécial, qui ont coûté des dizaines de millions\$ à la collectivité, aurait porté un coup fatal à la jeune carrière politique du ministre Bellemare.

C'est pourtant ce qui a été évité *in extremis* la semaine dernière, avec l'abandon par la Couronne d'accusations de meurtre contre neuf accusés, en échange de plaidoyers de culpabilité à de seules accusations de complot de meurtre, trafic de drogues et gangstérisme. Ces derniers recevront vraisemblablement des peines qui varieront entre 15 et 20 ans de prison.

En quoi la justice est-elle bien servie? La population et encore plus les criminels et leurs avocats retiendront que la Couronne n'hésite pas à surcharger des accusés, sans preuves solides, de façon à se ménager du gros matériel de négociations en vue de ce curieux troc qu'est le *plea bargaining*, ces tractations secrètes entre la Couronne et la défense autour d'une réduction de chefs d'accusation contre des plaidoyers de culpabilité. Le procureur de la Couronne au dossier, M^e André Vincent,

a même expliqué devant les caméras qu'il aurait sans doute été incapable de prouver la culpabilité de neuf motards aux accusations de meurtre qui avaient été portées. Cela grandit-il la justice?

Ces motards seront condamnés, attend-on, à des peines de 15 à 20 ans de pénitencier. Il faut immédiatement soustraire cependant une tranche de cinq ans puisque le temps écoulé entre leur arrestation et leur condamnation complé-

te en double. Diviser ensuite le solde par deux puisqu'ils deviendront admissibles à des libérations conditionnelles après avoir purgé la moitié de leur peine. Ces dangereux criminels, associés à des dizaines de meurtres, qui contrôlaient la vente des drogues et en ont retiré des profits de millions \$, seront hors circuit pendant cinq à sept ans. Ce deal servira-t-il bien la justice aux yeux de la population? Les avocats de la défense retiendront enfin qu'il

est payant d'essouffler le juge, les témoins, la Couronne, dans des guerres de procédure, pour les pousser à des ententes en désespoir de cause. La peine pour meurtre est de 25 ans. Les Hells seront fiers de l'aubaine réalisée jeudi.

L'affectation de M^e Bellemare à la Justice a été plutôt bien accueillie par le Barreau. Lors d'une récente entrevue, le bâtonnier, M^e Pierre Gagnon, se disait heureux d'avoir trouvé une oreille attentive aux principales revendications des avocats québécois. Plusieurs membres de l'ordre, irrités à divers titres par l'issue de ce procès, mettront aujourd'hui des bé-

ailleurs déjà en conflit ouvert ces derniers mois avec les procureurs de la Couronne qui lui reprochaient son interventionnisme (le ministre a même voulu les museler), en plus des frustrations découlant des délais dans la bonification de leurs conditions de travail. Ses relations avec ces subalternes sont à reconstruire de zéro pour espérer survivre dans ses fonctions, s'il n'est pas trop tard.

Sur le plan politique, il a soulevé des tempêtes depuis son élection. Sa campagne pour l'introduction d'exemptions au *no fault* dans le régime de l'assurance automobile, lui vaut de nombreux adversaires. M^e Bellemare a aussi piétiné d'autres plates-bandes lorsqu'il s'est mêlé de la fixation de frais de séjour pour les détenus, un dossier qui relève de la Sécurité publique. Il fait l'objet de railleries aux hauts niveaux, dans son propre ministère, la Justice, aux Transports, à la Sécurité publique, et même, de la part de collègues du Conseil des ministres. Amusés initialement par le style du néophyte, ces derniers ont vite trouvé ses déclarations percutantes beaucoup moins drôles lorsqu'il les a placés dans l'embarras. Un avortement du mégaprocès des Hells dans des circonstances troubles aurait fait déborder le verre, indépendamment des principes défendus ou des bonnes explications que M^e Bellemare aurait pu fournir. Il fallait une bonne dose de cynisme de sa part pour clamer que le jeudi 11 septembre 2003 fut un grand jour pour la justice. Ce dernier commentaire de M^e Bellemare a dû faire sourcilier d'incrédulité dans bien des officines judiciaires et politiques.



J. Jacques Samson

JJSamson@lesoleil.com

CARREFOUR DES LECTEURS

Chantier Alouette à Sept-Îles: tout va très bien!

Léne Bérubé

De la direction générale de l'Aluminerie Alouette inc.

«C'est formidable, nous sommes très bien traités, Sept-Îles est une belle ville et les gens sont très chaleureux. La région avait besoin d'un tel projet. Je suis fier de travailler sur le plus beau chantier du Québec. Dans quelques années, je vais pouvoir raconter à mes enfants que j'ai participé à ce mégaprojet», lance un travailleur. Cette citation est extraite d'un article publié dans LE SOLEIL le 19 août dernier. Quelques jours plus tard, nous retrouvons à la une du journal le titre «Régime de terreur sur le chantier Alouette»... surprenant! Depuis, quatre autres articles ont suivi et ce, tous dans la même veine et sur le même ton catastrophique.

Un peu de nuance et moins de sensationnalisme dans les gros titres profiteraient aux lecteurs du journal et contribueraient beaucoup plus à la région de la Côte-Nord en rendant justice à toute une communauté et ses travailleurs qui se mobilisent pour son développement.

Alouette est non seulement le plus gros chantier au Québec actuellement mais aussi un des plus impressionnants d'un point de vue humain, technique et matériel. Les objectifs sont clairs: réaliser la construction de la



Alouette est actuellement le plus gros chantier au Québec.

plus grande aluminerie des Amériques en respectant les budgets et les échéanciers. Alouette, ses partenaires et ses collaborateurs sont confiants d'être à la hauteur de la situation et en mesure de relever le défi. Tout est mis en œuvre à Sept-Îles pour atteindre ces objectifs.

C'est un chantier d'envergure; actuellement, il y a près de 1300 travailleurs de la construction sur le site; cela signifie beaucoup de monde qui se côtoie et qui cohabite quotidiennement. Le personnel dirigeant du chantier Alouette est formé de gens ayant plusieurs années d'expérience dans la construction d'alumineries, de barrages ou de gros projets d'usines tant au pays qu'à

l'étranger. Les gestionnaires de projet, la direction de la construction, les responsables des relations de travail et la direction d'Alouette, tous sont unanimes: à ce jour, cela se passe bien sur le chantier de l'aluminerie.

L'échéancier global est actuellement respecté et, en tant que dirigeants de l'aluminerie, nous en sommes satisfaits. La quantité de travaux réalisés simultanément est considérable, une gestion serrée et quotidienne est essentielle afin de permettre les ajustements lorsqu'un lot est devancé ou encore lorsqu'un autre prend du retard. Nous sommes vigilants et attentifs et notre objectif est précis.

Autre aspect important de ce chantier, la gestion stricte des normes et politiques en matière de santé-sécurité: c'est une question de respect pour les individus et les entreprises qui y travaillent. Actuellement, 700 000 heures de travail sans accident avec perte de temps ont été réalisées; c'est tout à fait exceptionnel pour un chantier de cette ampleur. Il serait impossible d'atteindre ce résultat sur un chantier de l'envergure d'Alouette si les conditions et les relations de travail étaient terrorisantes et malsaines. De tels résultats demandent de la part des travailleurs une attitude positive et beaucoup de collaboration.

Aussi, un comité de suivi de la phase II d'Alouette, composé de représentants exécutifs de la Corporation pour la promotion industrielle et commerciale (COPIC), le Ville de Sept-Îles, le CLD, la communauté innue, l'administration du port de Sept-Îles, la Chambre de commerce, SNC-Lavalin-Hatch et Alouette, s'assure de la diffusion et de la circulation de l'information. Les rencontres du comité permettent de discuter et d'analyser certaines problématiques du projet et d'élaborer les mesures correctives et les ajustements au besoin. Cette initiative soutient une communication directe, transparente, à jour, et le partage d'une vision d'ensemble de l'état de la situation.

Coup de pouce vitaminé pour la Côte-

te-Nord, le projet d'agrandissement de l'aluminerie Alouette est un élément consolidateur et stabilisateur pour l'économie régionale. Alouette phase II a pu voir le jour grâce au travail énergique et engagé de plusieurs organismes de la région de Sept-Îles, de la communauté innue et d'Alouette qui partageaient une vision et qui ont travaillé de concert pour obtenir des investissements et le bloc d'énergie nécessaire à la réalisation du projet. Ici, les gens sont fiers, il est important pour les travailleurs, la communauté d'affaires, la municipalité et la population locale que l'on présente une image de la région plus réaliste.

ÉCRIVEZ-NOUS!

Vous voulez réagir à une question d'actualité, exposer votre point de vue, commenter un débat public, faire part d'une réflexion ou témoigner d'une expérience personnelle?

ÉCRIVEZ-NOUS à l'adresse suivante:

Carrefour des lecteurs,
 Journal LE SOLEIL,
 925, chemin Saint-Louis, c.p. 1547,
 Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6
 ou à: opinion@lesoleil.com
 Ces missives devront être courtes et accompagnées du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de leur signataire. Nous nous réservons le droit d'éditer et d'abréger ces lettres au besoin.

OPINIONS

Rassembler les acteurs des deux rives

Patrick Simard

Président de la Chambre de commerce de Québec

(Extraits du discours de M. Simard lors du premier déjeuner-causerie de la Chambre au Château Frontenac, le 9 septembre 2003)

Il est temps que les gens d'affaires se regroupent. Il nous faut innover, élaborer une réflexion sur le développement économique de la région et établir un plan stratégique commun.

Maintenant que la région de Québec s'est dotée d'outils essentiels à son développement, c'est-à-dire deux grandes villes importantes, une communauté métropolitaine regroupant Québec et Lévis, en plus des MRC de Jacques-Cartier, de la Côte-de-Beaupré et de l'Île d'Orléans, de Pôle-Québec Chaudière-Appalaches, un organisme basé sur l'étude d'Arthur Andersen, nous devons passer à une autre étape. Notre région n'a encore aujourd'hui de région que le nom.

C'est pourquoi j'entends travailler à rassembler les principaux acteurs du développement économique des deux rives pour clarifier nos enjeux et établir une meilleure concertation pour que la région ne parle désormais plus que d'une seule voix. C'est ensemble que nous réussirons à faire de la région de Québec, Rive-Nord et Rive-Sud, une seule et même entité solide avec des retombées qui bénéficieront à l'ensemble de nos organisations et à la région.

Il est faux de prétendre que nos villes, nos Chambres, nos entreprises, nos corporations de développement, nos citoyens, ne peuvent travailler ensemble des deux côtés du littoral. Pensez-vous qu'il soit possible de parler de choix collectifs, de défis communs, de vision économique globale et de convergence sans oublier de développer à l'étranger sans une concertation de nos actions? La réponse m'apparaît évidente.

IMMIGRATION PROACTIVE

Le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, Claude Béchar, fait état que 53 000 emplois seront disponibles dans la région d'ici 2006. Si le nombre d'emplois augmente parce que notre économie va bien, celui de la main-d'œuvre disponible diminue. Les prévisions démographiques n'ont rien de réjouissant.

Ces questions préoccupent la Chambre depuis plusieurs années et elle collabore d'ailleurs à la tenue, dans quelques semaines, d'un colloque

organisé par la Commission de la capitale nationale afin d'examiner ce déficit démographique et les solutions pour y remédier.

À la Chambre, nous avons proposé une solution novatrice qui permettrait d'embaucher des travailleurs immigrants pour pallier à la pénurie de la main-d'œuvre dans certains secteurs de notre activité économique. L'idée d'une politique d'immigration proactive lancée à cette même tribune par mon prédécesseur, Sam Hamad, a été bien accueillie et nous souhaitons qu'elle fasse l'objet d'une collaboration avec le MRCI et Emploi-Québec prochainement. Nous avons été les pionniers à Québec et peut-être au Québec à faire cette sensibilisation auprès des gens d'affaires.

QUÉBEC MULTILINGUE

De plus en plus d'entreprises qui ont des liens commerciaux avec l'étranger ainsi que de nombreux établissements touristiques ont besoin d'employés capables de s'exprimer dans une deuxième et même dans une troisième langue. C'est pourquoi, la Chambre a lancé Québec multilingue, une activité de sensibilisation à l'apprentissage de langues étrangères qui rejoint toute la population. Cette semaine se tiendra du 29 mars au 2 avril 2004.

En plus de jouir de deux pôles importants de formation universitaire et de nombreux centres de recherche, notre région dispose d'une expertise de pointe dans des secteurs d'avenir tels la photonique, la nutraceutique ou les biotechnologies. Nous sommes une des villes les plus «branchées» au Québec. Toute cette structure est porteuse de retombées économiques. Et, c'est pourquoi le milieu d'affaires doit se rapprocher du milieu de l'éducation pour faire de Québec une véritable cité éducative.

UNE CITÉ ÉDUCATIVE

Une cité éducative mise sur la qualité de vie des citoyens pour créer des conditions favorables à l'innovation. L'éducation et la formation sont à la base du développement de la région de Québec. Non seulement parce qu'elles sont nécessaires pour que les entreprises bénéficient d'une main-d'œuvre de qualité, mais aussi et surtout pour développer dans la population des attitudes positives face à l'innovation.

Québec dispose de tout ce qu'il faut pour devenir une véritable cité éducative. Il faut donc multiplier



Le président de la Chambre de commerce de Québec, Patrick Simard

les échanges, faciliter les collaborations entre les différentes composantes de notre société, les établissements scolaires, les entreprises, le milieu culturel. Développer une synergie entre ces groupes qui trop souvent suivent des lignes parallèles.

Plus notre population sera «formée», plus elle sera informée et intéressée et plus elle se sentira concernée. Elle est davantage consciente des défis que nous devons relever et elle y participe de bon cœur. Il faut donc investir dans notre capital humain. Il faut affermir le sentiment d'appartenance de nos collaborateurs, ça contribuera un peu plus à faire de Québec une ville d'excellence. Concrètement, la Chambre participe à la table en éducation de la région de la Capitale nationale pour travailler prioritairement à l'amélioration des taux de réussite scolaire et d'obtention de di-

plômes à tous les ordres d'enseignement, pour trouver des moyens de répondre aux besoins de main-d'œuvre étudiante des entreprises, pour prévenir cette pénurie de main-d'œuvre.

Pour réaliser ces objectifs ambitieux, la Chambre signera des ententes de partenariat spécifiques qui seront annoncées au fur et à mesure qu'elles seront conclues.

FORUM ÉCONOMIQUE

Tenu au printemps dernier en collaboration avec le bureau de la capitale nationale, le 12^e forum a été l'occasion pour beaucoup de dirigeants manufacturiers de faire leurs commentaires sur les services mis à leur disposition et faire part de leur préoccupation.

Nous avons tenté de comprendre comment il se fait que le secteur manufacturier demeure sous-représenté à Québec par rapport à la moyenne provinciale, et ce, malgré qu'une étude de KPMG ait pourtant démontré la compétitivité du Québec parmi les pays industrialisés en termes de coûts d'implantation et d'exploitation des entreprises.

Lors de la conclusion du forum, la Chambre s'est engagée à poursuivre sa réflexion à ce sujet. Un comité a d'ailleurs été mis en place et des suites seront données bientôt. D'ailleurs, une table a été créée à laquelle participent les gens de Pôle-Québec Chaudière-Appalaches, table qui poursuivra le travail amorcé lors du forum et qui s'assurera que les préoccupations exprimées par les acteurs du secteur manufacturier trouvent une réponse appropriée auprès des ministères et organismes concernés.

D'autres secteurs seront aussi abordés lors des prochains forums, le tourisme, la culture. On parle trop peu souvent de l'industrie culturelle pour désigner une activité florissante de notre économie qui génère à elle seule 16 000 emplois directs et indirects. Les dépenses dans ce domaine s'élèvent à près de 1,3 milliard de dollars dans la région de Québec et Chaudière-Appalaches.

Quant au tourisme, en moyenne, la grande région de Québec attire plus de 4 millions de visiteurs qui dépensent plus de 900 millions de dollars, 20 000 emplois sont reliés aux activités touristiques, c'est pourquoi il est impératif que les industries touristiques et culturelles trouvent une écoute, une attention et des outils nécessaires à leur développement et soient soutenues par nos organismes de développement économique.

Les producteurs de porcs doivent revoir leurs stratégies

Sylvain Charlebois

Candidat au doctorat en administration Université de Sherbrooke

La société québécoise se mobilise depuis quelques années pour contrer l'ambition des producteurs de porcs. Ce qui avait amené le gouvernement Landry à ordonner un moratoire de 24 mois. Or, les groupes de pression ont manqué à leur tâche de clarifier les véritables enjeux de l'industrie porcine québécoise.

Les faits avancés par les groupes communautaires et environnementaux durant l'enquête du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) nous démontrent que l'industrie porcine est vouée à un avenir difficile, même si les intervenants du monde porcin veulent nous faire croire à son potentiel d'exportation fabuleux.

Le Québec compte autant de pores que d'habitants. Mais ce n'est pas exclusif au Québec. Le Danemark, avec ses cinq millions d'habitants, élève 24 millions de pores par année sur un territoire similaire à l'Île-du-Prince-Édouard. De nouveaux pays exportateurs, tels les États-Unis et la Chine, possèdent une surcapacité de production porcine, ce qui change la donne.

Outre les problèmes environnementaux liés aux lisiers de porc, l'industrie québécoise doit améliorer de façon durable la commercialisation de ses produits. La protection de l'environnement et du patrimoine familial en région peut se faire en conjugaison avec une vision prospère de l'industrie porcine. Les solutions technologiques existent, mais il s'agit maintenant d'actualiser nos méthodes.

Dans un premier temps, la mobilisation de l'industrie vers une traçabilité alimentaire est d'une importance capitale. Au Québec, l'efficacité d'un tel système repose principalement sur la régionalisation opérationnelle du traçage animal. Sans quoi, malgré les efforts considérables des agences québécoises, nos producteurs demeurent vulnérables à une catastrophe alimentaire comme ce fut le cas avec la crise de la vache folle de l'Alberta. En raison de son vaste territoire, la régionalisation des systèmes de traçabilité alimentaire au Canada devient une modalité incontournable pour assurer la compétitivité de sa filière porcine.

PRÉTEXTES COMMERCIAUX

Ensuite, les producteurs porcins devraient s'interroger sérieusement sur leurs prétextes commerciaux, et surtout, sur la qualité de la viande porcine québécoise sur les marchés mondiaux. En effet, les producteurs danois vendent leurs côtes levées de qualité supérieure à nos restaurants, comme Les Rôtisseries St-Hubert, en ciblant une niche de marché bien précise. Ainsi, les dirigeants du secteur de la transformation doivent envisager de nouvelles stratégies de commercialisation et de recherches afin de conserver la juste réputation de qualité de la viande produite sur nos fermes québécoises.

En troisième lieu, la commercialisation des marques privées des distributeurs alimentaires, telles que President's Choice ou Nos Compliments, a littéralement métamorphosé les pratiques mar-



Outre les problèmes environnementaux liés aux lisiers de porc, l'industrie porcine québécoise doit améliorer de façon durable la commercialisation de ses produits.

keting du secteur. Les distributeurs tiennent à commercialiser une marque maison d'appartenance afin d'atteindre une meilleure rentabilité. Les ventes de produits de marques privées représentent environ 40 % de la marchandise vendue au détail en alimentation, et cette proportion ne cesse d'augmenter. De plus, l'usine américaine Cargill, nouvellement inaugurée sur la Rive-Sud de Montréal, permet désormais aux distributeurs de mettre sur le marché leur propre marque, ce que les transformateurs avaient toujours refusé de faire. Bientôt, cette même usine transformera de la viande porcine provenant de ses fournisseurs à l'étranger pour le marché québécois! Il faut dire que les producteurs porcins du Québec ont privilégié les marchés étrangers, sans s'ajuster à la nouvelle réalité du marché intérieur. L'industrie doit donc adopter une stratégie qui sera bilatéralement profitable pour tous les maillons de la chaîne et mieux réagir face aux nouvelles demandes des consommateurs.

Enfin, l'industrie porcine doit améliorer les liens entre chaque maillon de la chaîne de valeur de cet important secteur économique. Elle doit valoriser ses bienfaits ainsi que les métho-

des utilisées pour amener la viande de porc sur la table des consommateurs qui la font vivre. La volonté collective, partagée par tous les intervenants, nous suggère de réviser la structure financière de l'industrie. Le système actuel pénalise injustement les producteurs qui favorisent la diversification des aliments qu'ils produisent. Une stratégie de niche est forcément dépendante d'une allocation équitable des ressources financières afin d'appuyer l'effort entrepreneurial des producteurs visionnaires.

MISSIONS COMMERCIALES

Les acteurs de l'industrie devraient participer à des missions commerciales pour développer de nouveaux marchés. Les réseaux de commercialisation internationaux sont parfois complexes et difficiles à percer. Les intervenants du milieu doivent investir davantage afin de faire connaître les bienfaits commerciaux de la viande porcine québécoise. Les marchés couverts par les accords commerciaux qui lient le Canada peuvent bénéficier à nos producteurs. Les veilles stratégiques et un suivi rigoureux peuvent apporter un avantage intéressant à l'industrie porcine.

La destinée de notre industrie porcine peut être assurée par la transparence et la diligence des principaux intervenants du domaine. Leur inaction peut amener une diminution significative de la taille de l'industrie. Ainsi, les producteurs québécois pourraient céder leur place aux producteurs étrangers qui veulent exploiter notre propre marché local.

MOBILISATION NÉCESSAIRE

C'est à nous d'évaluer l'importance que nous voulons attribuer à ce problème. Depuis quelques années, les interventions gouvernementales dans le milieu sont encourageantes mais nettement insuffisantes. La plupart des décisions se sont rarement concrétisées aux fins de favoriser la protection de l'intérêt des consommateurs. En adoptant une stratégie linéaire, l'industrie porcine québécoise se prive d'une approche globale afin d'en assurer le développement durable. Il est de l'intérêt de tous de nous mobiliser afin de mieux protéger l'industrie porcine québécoise. Les instruments décisionnels sont bien en place, mais encore faut-il les utiliser pour introduire des solutions profitables et équilibrées.

Isabel se dirige vers les côtes américaines

■ MIAMI — L'ouragan Isabel poursuivait hier son avancée vers les côtes américaines qu'il devrait atteindre la semaine prochaine, a indiqué le Centre national des ouragans (NHC), basé à Miami. Isabel a repris de la vigueur samedi avec des vents atteignant environ 260 km/h, le classant en catégorie 5 sur les 5 degrés que compte l'échelle Saffir-Simpson de mesure de force des ouragans. « Il devrait atteindre la côte est des États-Unis, même si les choses ne sont pas définitives », a déclaré Eric Blake du NHC. Selon un autre météorologiste du NHC, Miles Lawrence, Isabel devrait perdre de l'intensité en se dirigeant vers le nord. « Il va atteindre des eaux froides, et deuxièmement, nous n'avons jamais vu d'ouragans qui conservent la même force très longtemps », a ajouté le météorologiste. Après Porto Rico, Isabel devrait passer au nord des Bahamas, mais son parcours reste incertain. Vendredi soir, le département d'État a déconseillé aux ressortissants américains de se rendre dans les Bahamas. Isabel est le neuvième ouragan de la saison 2003, qui se termine fin novembre, dans l'océan Atlantique. (AFP)

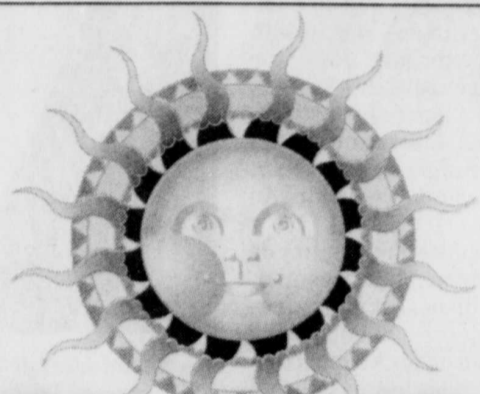
Typhon en Corée du Sud: le bilan s'aggrave

■ SÉOUL — Le typhon qui a frappé la Corée du Sud vendredi soir a tué au moins 85 personnes tandis que 30 autres étaient portées disparues avec peu d'espoir de les retrouver vivantes, selon un nouveau bilan donné hier par l'Agence nationale de prévention des catastrophes. Mais ce bilan pourrait encore s'alourdir. L'agence de presse sud-coréenne Yonhap a rapporté que le nombre final de victimes pourrait dépasser les 120 morts. Ce chiffre prendrait en compte des victimes décédées dans des zones isolées où les communications n'ont pas encore été complètement rétablies. Le typhon Maemi est le plus violent à avoir frappé la Corée du Sud depuis un siècle, date à laquelle les services météorologiques ont commencé à tenir des relevés systématiques. Avec des rafales atteignant les 216 km/h, le typhon Maemi a touché la péninsule vendredi soir, déversant jusqu'à 45 cm de pluie en ville et sur les terres agricoles, arrachant des arbres et des lignes électriques. Il a provoqué tôt samedi matin un glissement de terrain qui a fait dérailler trois wagons d'un train qui reliait Séoul à Andong. (AP)



L'alerte à la bombe à l'aéroport de Düsseldorf, en Allemagne, a été levée et le trafic aérien a repris après avoir été totalement interrompu pendant environ six heures et demie, hier. Les décollages et les atterrissages ont repris et les terminaux ont été rouverts au public vers 18 h 10 locales. Aucune trace d'explosif n'a été découverte. (AFP)

BIEN PLUS.



CHEVROLET

GRANDE LIQUIDATION GM

PROFITEZ DES MEILLEURES OFFRES DE L'ANNÉE.

LES OFFRES DE LOCATION SE TERMINENT LE 30 SEPTEMBRE.

0%

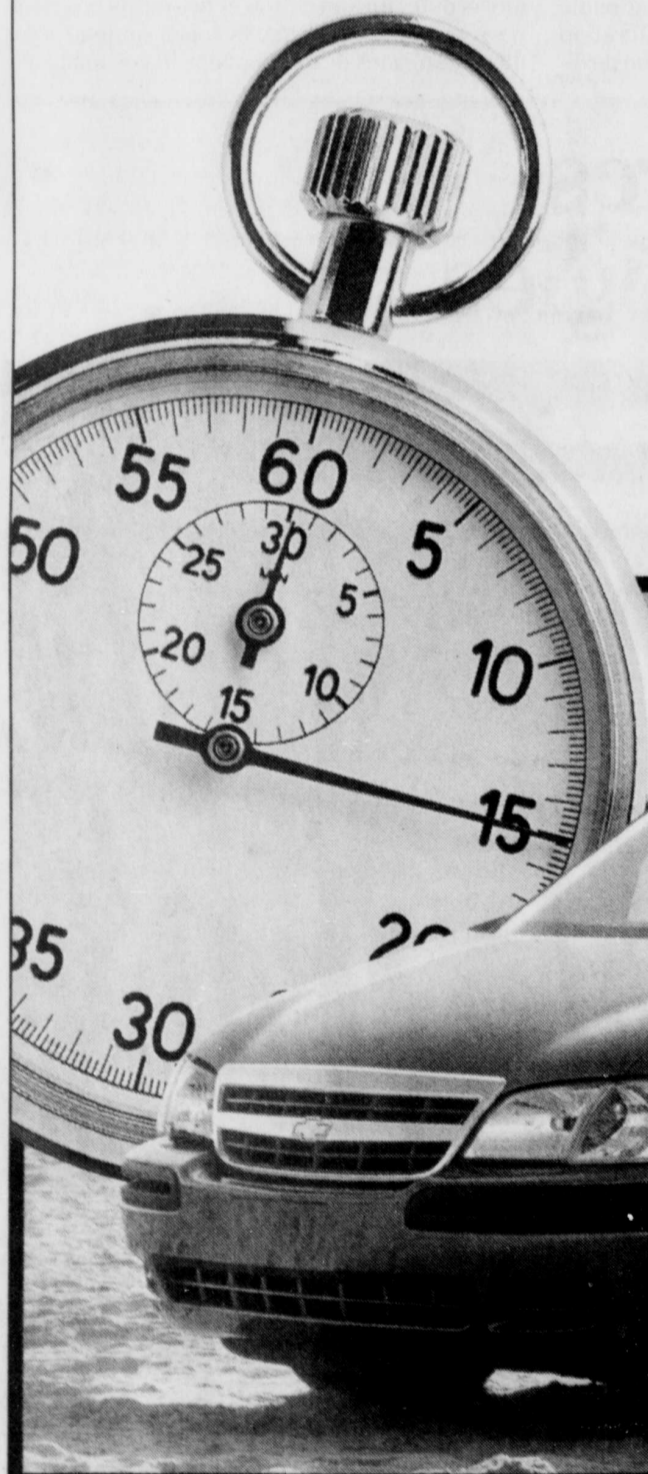
DE FINANCEMENT À L'ACHAT
PENDANT 60 MOIS*

PLUS

1000\$

de réduction**

À L'ACHAT OU À LA LOCATION,
SUR PRESQUE TOUS
LES MODÈLES 2003.



Modèle Venture LS à empattement allongé.

259\$/mois*

LOCATION DE 48 MOIS
INCLUT LA RÉDUCTION DE 1000\$**
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
TAXES EN SUS

0\$ comptant dépot de sécurité*

CHEVROLET VENTURE MAXI VALEUR 2003



- Garantie 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sans franchise
- Sièges repliables amovibles • Deux portes latérales coulissantes
- Banquette de 3^e rangée divisée 50/50 • Configuration 7 passagers
- Moteur V6 3.4L de 185HP • Boîte automatique 4 vitesses électronique
- La plus faible consommation d'essence de sa catégorie pour une quatrième année consécutive** • Deux sacs gonflables avant, à déploiement adapté côtés conducteur et passager • Commande automatique des phares
- Siège intégré pour enfant • Système antivol Pass-key III • Climatiseur
- Lecteur CD • Volant inclinable • Verrouillage électrique des portes

GARANTIE DU GROUPE
PROGRESSIF
5 ANS 100 000 KM
SANS FRANCHISE

ENERGUIDE

1000\$
DE RÉDUCTION

GM
ID

RENSEIGNEZ-VOUS SUR
LES RECOMPENSES POUR
PROPRIÉTAIRES DE GM

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant au modèle neuf 2003 en inventaire suivant: Venture Maxi Valeur (1UN16-R7A). Photo à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits payables à la livraison. * Paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois sans versement initial. À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 c du km après 80 000 km. **Dépot de sécurité payé par General Motors. Le dépot ne sera pas remis au consommateur à la fin de la période de location. Première mensualité payable à la livraison. ***Données fournies par le ministère des Ressources naturelles du Canada dans le Guide de consommation de carburant 2003. **Le crédit de 1000 \$ comprend les taxes applicables et est inclus dans les offres de cette publicité. *Taux de financement à l'achat de 0% offert pour des termes allant jusqu'à 60 mois. Exemple de financement: 10 000 \$ à 0%: 60 versements de 166,67 \$, coût en intérêts 0\$, coût total de financement 10 000\$. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.

CHEVROLET
Oldsmobile

GM